



MAIRIE

DOCUMENT

LOI DE TRANSFORMATION DE LA FONCTION PUBLIQUE

Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la
fonction publique territoriale

Version consolidée après la loi n° 2019-828 du 6 août 2019
de transformation de la fonction publique



LOI N° 84-53 DU 26 JANVIER 1984 PORTANT DISPOSITIONS STATUTAIRES RELATIVES A LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Modifiée par la loi n° 2019-828 du 6 août 2019
de transformation de la fonction publique

Document élaboré par F. BERTIN, documentaliste à la direction juridique du CNFPT

Art. 1er - La présente loi constitue le titre III du statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales.

CHAPITRE 1er DISPOSITIONS GENERALES

Art. 2 - Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux personnes qui, régies par le titre 1er du statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales, ont été nommées dans un emploi permanent et titularisées dans un grade de la hiérarchie administrative des communes, des départements, des régions ou des établissements publics en relevant, à l'exception des agents comptables des caisses de crédit municipal.

Elles ne s'appliquent pas aux personnels des établissements mentionnés à l'article 2 du titre IV du statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales.

- Article 2, 2ème alinéa modifié par l'article 135 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986
- Article 2, 1er alinéa modifié par l'article 5 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 2, 1er alinéa modifié par l'article 4-I de la loi n° 92-518 du 15 juin 1992

Art. 2-1. - Tous les trois ans, le ministre en charge de la fonction publique présente au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale une feuille de route indiquant les orientations en matière de gestion des ressources humaines dans la fonction publique et leur impact prévisionnel sur les collectivités territoriales et les établissements mentionnés à l'article 2.

La feuille de route est rendue publique, assortie des observations du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale.

- Article 2-1 ajouté par l'article 3 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019

Art. 3. - I. - Les collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 peuvent recruter temporairement des agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à :

1° Un accroissement temporaire d'activité, pour une durée maximale de douze mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs ;

2° Un accroissement saisonnier d'activité, pour une durée maximale de six mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de douze mois consécutifs.

II. - Les collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 peuvent également, pour mener à bien un projet ou une opération identifié, recruter un agent par un contrat à durée déterminée dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération.

Le contrat est conclu pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans. Il peut être renouvelé pour mener à bien le projet ou l'opération, dans la limite d'une durée totale de six ans.

Le contrat prend fin avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu, après un délai de prévenance fixé par décret en Conseil d'État. Toutefois, après l'expiration d'un délai d'un an, il peut être rompu par décision de l'employeur lorsque le projet ou l'opération pour lequel il a été conclu ne peut pas se réaliser, sans préjudice des cas de démission ou de licenciement.

Les modalités d'application du présent II, notamment les modalités de mise en œuvre d'une indemnité de rupture anticipée du contrat, sont prévues par décret en Conseil d'État.

- Article 3 complété par l'article 45 de la loi n° 85-10 du 3 janvier 1985
- Article 3, 3ème, 4ème, 5ème, 6ème et 7ème alinéas modifiés par l'article 6 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987

- Article 3 modifié par l'article 18 de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001
 - Article 3 modifié par l'article 14-I de la loi n° 2005-843 du 26 juillet 2005
 - Article 3 modifié par les articles 26 et 53 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
 - Article 3 modifié par les articles 20-II et 28-II de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009
 - Article 3 remplacé par l'article 40-I de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012
 - **Article 3, mention « I » et II ajoutés par l'article 17-II (1°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**

Art. 3-1. - Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et pour répondre à des besoins temporaires, les emplois permanents des collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 de la présente loi peuvent être occupés par des agents contractuels pour assurer le remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou indisponibles en raison **d'un détachement de courte durée, d'une disponibilité de courte durée prononcée d'office, de droit ou sur demande pour raisons familiales, d'un détachement pour l'accomplissement d'un stage ou d'une période de scolarité préalable à la titularisation dans un corps ou un cadre d'emplois de fonctionnaires ou pour suivre un cycle de préparation à un concours donnant accès à un corps ou un cadre d'emplois, d'un congé régulièrement octroyé en application du I de l'article 21 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée, des articles 57, 60 sexies et 75 de la présente loi ou** de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Les contrats établis sur le fondement du premier alinéa sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer. Ils peuvent prendre effet avant le départ de cet agent.

- Article 3-1 ajouté par l'article 41-I de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012
 - **Article 3-1, 1^{er} alinéa modifié par l'article 22-II de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**

Art. 3-2. - Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et pour les besoins de continuité du service, les emplois permanents des collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 de la présente loi peuvent être occupés par des agents contractuels pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

Le contrat est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Il ne peut l'être que lorsque la communication requise à l'article 41 a été effectuée.

Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque, au terme de la durée fixée au deuxième alinéa du présent article, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

- Article 3-2 ajouté par l'article 41-I de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012

Art. 3-3.

| Dispositions applicables jusqu'à la publication des dispositions réglementaires prévues à l'article 15 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94V | Dispositions en vigueur à compter du lendemain de la publication des dispositions réglementaires prévues à l'article 15 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 (modification de l'article 32-I de la loi n° 83-634) Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94- |
|---|---|
| <p>Art. 3-3. - Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et sous réserve de l'article 34 de la présente loi, des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels dans les cas suivants :</p> <p>1° Lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes ;</p> <p>2° Pour les emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la présente loi ;</p> <p>3° Pour les emplois de secrétaire de mairie</p> | <p>Art. 3-3. - Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et sous réserve de l'article 34 de la présente loi, des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels dans les cas suivants :</p> <p>1° Lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes ;</p> <p>2° *Lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la présente loi ;</p> <p>3° Pour les communes de moins de 1 000 habitants et les groupements de communes</p> |

des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil ;

4° Pour les emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 % ;

5° Pour les emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.

Les agents ainsi recrutés sont engagés par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

Si, à l'issue de cette durée, ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

- Article 3-3 ajouté par l'article 41-I de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012

regroupant moins de 15 000 habitants, pour tous les emplois ;

3° bis Pour les communes nouvelles issues de la fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant une période de trois années suivant leur création, prolongée, le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement de leur conseil municipal suivant cette même création, pour tous les emplois ;

4° Pour les autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article 2, pour tous les emplois à temps non complet lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 % ;

5° Pour les emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.

Les agents ainsi recrutés sont engagés par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

Si, à l'issue de cette durée, ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

- Article 3-3 ajouté par l'article 41-I de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012

- Article 3-3, 2° modifié, 3° et 4° remplacés par 3 alinéas par l'article 21-I (1°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019

Art. 3-4. - I. - Lorsqu'un agent non titulaire recruté pour pourvoir un emploi permanent sur le fondement des articles 3-2 ou 3-3 est inscrit sur une liste d'aptitude d'accès à un cadre d'emplois dont les missions englobent l'emploi qu'il occupe, **il peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale, au plus tard au terme de son contrat. L'article 41 n'est pas applicable.**

II. - Tout contrat conclu ou renouvelé pour pourvoir un emploi permanent en application de l'article 3-3 avec un agent qui justifie d'une durée de services publics * de six ans au moins sur des fonctions relevant de la même catégorie hiérarchique est conclu pour une durée indéterminée.

La durée de six ans mentionnée au premier alinéa du présent II est comptabilisée au titre de l'ensemble des services accomplis auprès de la même collectivité ou du même établissement dans des emplois occupés sur le fondement des articles 3 à 3-3, **à l'exception de ceux qui le sont au titre du II de l'article 3.** Elle inclut, en outre, les services effectués au titre du deuxième alinéa de l'article 25 s'ils l'ont été auprès de la collectivité ou de l'établissement l'ayant ensuite recruté par contrat.

Pour l'appréciation de cette durée, les services accomplis à temps non complet et à temps partiel sont assimilés à des services effectués à temps complet.

Les services accomplis de manière discontinue sont pris en compte, sous réserve que la durée des interruptions entre deux contrats n'excède pas quatre mois.

Lorsqu'un agent remplit les conditions d'ancienneté mentionnées aux deuxième à quatrième alinéas du présent II avant l'échéance de son contrat en cours, les parties peuvent conclure d'un commun accord un nouveau contrat, qui ne peut être qu'à durée indéterminée. En cas de refus de l'agent de conclure un nouveau contrat, l'agent est maintenu en fonctions jusqu'au terme du contrat à durée déterminée en cours.

- Article 3-4 ajouté par l'article 41-I de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012

- Article 3-4, II modifié par l'article 44-II de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016

- Article 3-4, II, 2^{ème} alinéa complété par l'article 17-II (2°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019

- Article 3-4, I modifié par l'article 24 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019

Art. 3-5. - Lorsqu'une collectivité ou un des établissements mentionnés à l'article 2 propose un nouveau contrat sur le fondement de l'article 3-3 à un agent lié par un contrat à durée indéterminée **à cette même collectivité ou ce même établissement public, à une autre collectivité ou un autre établissement public mentionné à l'article 2, à une personne morale relevant de l'article 2 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires applicables à la fonction publique de l'État ou de l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière** pour exercer des fonctions relevant de la même catégorie hiérarchique, l'autorité territoriale peut, par décision expresse, lui maintenir le bénéfice de la durée indéterminée.

- Article 3-5 ajouté par l'article 41-I de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012

- **Article 3-5 complété par l'article 71 II de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**

Art. 3-6. - Les dispositions des articles 3, 3-1 et 3-2 sont applicables aux services départementaux d'incendie et de secours pour assurer le remplacement momentané de sapeurs-pompiers professionnels ou pour exercer des fonctions correspondant à un besoin lié à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité.

Seuls des sapeurs-pompiers volontaires peuvent être recrutés par contrat à cette fin. Ils bénéficient, dans les mêmes conditions, des dispositions législatives et réglementaires fixant le régime de protection sociale applicables aux personnels relevant des cadres d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article et, notamment, les besoins pour lesquels les services départementaux d'incendie et de secours peuvent recourir à de tels recrutements, les durées maximales des contrats et les conditions de leur renouvellement, les conditions d'activité et de rémunération des agents ainsi recrutés et la liste des emplois qui ne peuvent donner lieu à de tels recrutements.

- Article 3-1 ajouté par l'article 82 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004

- Article 3-1 renuméroté par l'article 41-I de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012

- Article 3-6 modifié par l'article 42-I de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012

Art. 3-7. - Sous réserve des dispositions de l'article 25 relatives aux missions assurées par les centres de gestion, les collectivités territoriales et les établissements mentionnés à l'article 2 peuvent, lorsque le centre de gestion dont ils relèvent n'est pas en mesure d'assurer la mission de remplacement, avoir recours au service des entreprises mentionnées à l'article L. 1251-1 du code du travail dans les conditions prévues au chapitre 1er du titre V du livre II de la première partie du même code, sous réserve des dispositions prévues à la section 6 de ce chapitre.

- Article 3-2 ajouté par l'article 21-II de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009

- Article 3-2 renuméroté par l'article 42-II de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012

Art. 4 - Les fonctionnaires territoriaux appartiennent à des cadres d'emplois régis par des statuts particuliers, communs aux fonctionnaires des communes, des départements, des régions et de leurs établissements publics.

Ces statuts particuliers ont un caractère national.

Un cadre d'emplois regroupe les fonctionnaires soumis au même statut particulier, titulaires d'un grade leur donnant vocation à occuper un ensemble d'emplois. Chaque titulaire d'un grade a vocation à occuper certains des emplois correspondant à ce grade.

Le cadre d'emplois peut regrouper plusieurs grades.

Les grades sont organisés en grade initial et en grades d'avancement.

Supprimé

Les fonctionnaires territoriaux sont gérés par la collectivité ou l'établissement dont ils relèvent ; leur nomination est faite par l'autorité territoriale.

- Article 4 remplacé par l'article 7 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987

- Article 4, 6^{ème} alinéa supprimé par l'article 22-III de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009

Art. 5 - Abrogé

- Article 5 modifié par l'article 1er de la loi n° 85-1221 du 22 novembre 1985

- Article 5 modifié par l'article 43-I et 43-IV de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987

- Article 5 modifié par l'article 57 de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996

- Article 5 abrogé par l'article 30-III de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016-483 du 20 avril 2016

Art. 6 - Les statuts particuliers sont établis par décret en Conseil d'Etat. Ils précisent notamment le

classement de chaque cadre d'emplois, emploi ou corps dans l'une des trois catégories mentionnées au premier alinéa de l'article 13 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée.

L'échelonnement indiciaire applicable aux cadres d'emplois et emplois de la fonction publique territoriale est fixé par décret.

- Article 6 modifié par l'article 43-III de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 6 modifié par l'article 57-II de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996
- Article 6, alinéa ajouté par l'article 31-II de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009
- Article 6, 1^{er} alinéa modifié par l'article 30-VII de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016

Art. 6-1. - Des décrets en Conseil d'Etat fixent les conditions de nomination et d'avancement dans certains emplois comportant des responsabilités d'encadrement, de direction de services, de conseil ou d'expertise, ou de conduite de projet. Ils fixent également le nombre maximal d'emplois de cette nature que chaque collectivité territoriale ou établissement public peut créer, en fonction de son importance démographique.

La décision de l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou de l'établissement public créant un emploi mentionné au premier alinéa précise la nature de celui-ci et la durée des fonctions.

Ces emplois sont pourvus par la voie du détachement dans les conditions définies à la section 2 du chapitre V. Toutefois et par dérogation à l'article 67, à l'expiration du détachement, le fonctionnaire qui, avant sa nomination dans un de ces emplois, relevait de la même collectivité territoriale ou du même établissement public est réaffecté dans un emploi correspondant à son grade dans cette collectivité ou cet établissement.

- Article 6-1 ajouté par l'article 36 de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009
- Article 6-1, 1^{er} alinéa complété par l'article 118 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012

Art. 7 - Les fonctionnaires territoriaux ont vocation à occuper les emplois de la fonction publique territoriale.

Dans les conditions prévues à l'article 14 du titre 1er du statut général, tout fonctionnaire territorial peut accéder à un corps ou occuper un emploi relevant des administrations ou établissements publics de l'Etat.

| En vigueur jusqu'à la date mentionnée à la dernière phrase du premier alinéa du I du présent article (article 47) Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 47-II | En vigueur à compter de la date mentionnée à la dernière phrase du premier alinéa du I du présent article (article 47) Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 47-II |
|---|--|
|---|--|

Art. 7-1. - Les règles relatives à la définition, à la durée et à l'aménagement du temps de travail des agents des collectivités territoriales et des établissements publics mentionnés au premier alinéa de l'article 2 sont fixées par la collectivité ou l'établissement, dans les limites applicables aux agents de l'Etat, en tenant compte de la spécificité des missions exercées par ces collectivités ou établissements.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application du premier alinéa. Ce décret prévoit les conditions dans lesquelles la collectivité ou l'établissement peut, par délibération, proposer une compensation financière à ses agents, d'un montant identique à celle dont peuvent bénéficier les agents de l'Etat, en contrepartie des jours inscrits à leur compte épargne-temps.

Les régimes de travail mis en place antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale peuvent être maintenus en application

Art. 7-1. - Les règles relatives à la définition, à la durée et à l'aménagement du temps de travail des agents des collectivités territoriales et des établissements publics mentionnés au premier alinéa de l'article 2 sont fixées par la collectivité ou l'établissement, dans les limites applicables aux agents de l'Etat, en tenant compte de la spécificité des missions exercées par ces collectivités ou établissements.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application du premier alinéa. Ce décret prévoit les conditions dans lesquelles la collectivité ou l'établissement peut, par délibération, proposer une compensation financière à ses agents, d'un montant identique à celle dont peuvent bénéficier les agents de l'Etat, en contrepartie des jours inscrits à leur compte épargne-temps.

Abrogé

- Article 7-1 ajouté par l'article 21 de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001
- Article 7-1, alinéa inséré par l'article 49 (1°) de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007

par décision expresse de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement prise après avis du comité technique, sauf s'ils comportent des dispositions contraires aux garanties minimales applicables en matière de durée et d'aménagement du temps de travail.

- Article 7-1 ajouté par l'article 21 de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001
- Article 7-1, alinéa inséré par l'article 49 (1°) de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
- Article 7-1, 2^{ème} alinéa modifié par l'article 37 de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009
- Article 7-1, dernier alinéa modifié par l'article 19 (3°) de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010

- Article 7-1, 2^{ème} alinéa modifié par l'article 37 de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009
- Article 7-1, dernier alinéa modifié par l'article 19 (3°) de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010
- Article 7-1, 2^{ème} alinéa modifié par l'article 4-II (3°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019
- Article 7-1 dernier alinéa abrogé par l'article 47-II de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019

Art. 7-2 – I. – Dans les collectivités territoriales et les établissements publics mentionnés à l'article 2 de la présente loi, l'autorité territoriale et les organisations syndicales qui disposent d'au moins un siège dans les instances au sein desquelles s'exerce la participation des fonctionnaires peuvent engager des négociations en vue de la signature d'un accord visant à assurer la continuité des services publics de collecte et de traitement des déchets des ménages, de transport public de personnes, d'aide aux personnes âgées et handicapées, d'accueil des enfants de moins de trois ans, d'accueil périscolaire, de restauration collective et scolaire dont l'interruption en cas de grève des agents publics participant directement à leur exécution contreviendrait au respect de l'ordre public, notamment à la salubrité publique, ou aux besoins essentiels des usagers de ces services.

L'accord détermine, afin de garantir la continuité du service public, les fonctions et le nombre d'agents indispensables ainsi que les conditions dans lesquelles, en cas de perturbation prévisible de ces services, l'organisation du travail est adaptée et les agents présents au sein du service sont affectés. Cet accord est approuvé par l'assemblée délibérante.

A défaut de conclusion d'accord dans un délai de douze mois après le début des négociations, les services, les fonctions et le nombre d'agents indispensables afin de garantir la continuité du service public sont déterminés par délibération de l'organe délibérant.

II. – Dans le cas où un préavis de grève a été déposé dans les conditions prévues à l'article L. 2512-2 du code du travail et en vue de l'organisation du service public et de l'information des usagers, les agents des services mentionnés au I du présent article informent, au plus tard quarante-huit heures avant de participer à la grève, comprenant au moins un jour ouvré, l'autorité territoriale ou la personne désignée par elle, de leur intention d'y participer. Les informations issues de ces déclarations individuelles ne peuvent être utilisées que pour l'organisation du service durant la grève et sont couvertes par le secret professionnel. Leur utilisation à d'autres fins ou leur communication à toute personne autre que celles désignées par l'autorité territoriale comme étant chargées de l'organisation du service est passible des peines prévues à l'article 226-13 du code pénal.

L'agent qui a déclaré son intention de participer à la grève et qui renonce à y prendre part en informe l'autorité territoriale au plus tard vingt-quatre heures avant l'heure prévue de sa participation afin que celle-ci puisse l'affecter.

L'agent qui participe à la grève et qui décide de reprendre son service en informe l'autorité territoriale au plus tard vingt-quatre heures avant l'heure de sa reprise afin que l'autorité puisse l'affecter.

L'obligation d'information mentionnée aux deux alinéas précédents n'est pas requise lorsque la grève n'a pas lieu ou lorsque la reprise de service est consécutive à la fin de la grève.

III. – Lorsque l'exercice du droit de grève en cours de service peut entraîner un risque de désordre manifeste dans l'exécution du service, l'autorité territoriale peut imposer aux agents ayant déclaré leur intention de participer à la grève d'exercer leur droit dès leur prise de service et jusqu'à son terme.

IV. – Est passible d'une sanction disciplinaire l'agent qui n'a pas informé son employeur de son intention de participer à la grève ou qui n'a pas exercé son droit de grève dès sa prise de service, dans les conditions prévues aux II et III du présent article. Cette sanction disciplinaire peut également être prise à l'encontre de l'agent qui, de façon répétée, n'a pas informé son employeur de son intention de renoncer à participer à la grève ou de reprendre son service.

- Article 7-2 inséré par l'article 56 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019

CHAPITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX ORGANES DE LA FONCTION PUBLIQUE

TERRITORIALE

SECTION I

Le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale

Art. 8 - Il est créé un Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, instance représentative de la fonction publique territoriale.

Le Conseil supérieur est composé de représentants des organisations syndicales de fonctionnaires territoriaux et de représentants des collectivités territoriales. Il est présidé par un représentant des collectivités territoriales élu en son sein.

Les sièges attribués aux organisations syndicales sont répartis entre elles proportionnellement au nombre de voix qu'elles ont obtenues aux élections organisées pour la désignation des représentants du personnel aux comités techniques (***comités sociaux territoriaux**) ou aux institutions qui en tiennent lieu en application du VI de l'article 120. Les organisations syndicales désignent leurs représentants.

| 4^{ème} alinéa en vigueur jusqu'au renouvellement général des assemblées délibérantes Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 94-II | 4^{ème} alinéa en vigueur à compter renouvellement général des assemblées délibérantes Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 94-II |
|---|--|
| Les représentants des collectivités sont respectivement élus par des collèges de maires, de présidents de conseil départemental et de présidents de conseil régional. L'organisation des collèges et le nombre des sièges à pourvoir tiennent compte de l'importance démographique des collectivités concernées et des effectifs de fonctionnaires territoriaux employés par chaque catégorie de collectivités territoriales. | Les représentants des collectivités sont respectivement élus par des collèges de maires, de présidents d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre , de présidents de conseil départemental et de présidents de conseil régional. L'organisation des collèges et le nombre des sièges à pourvoir tiennent compte de l'importance démographique des collectivités concernées et des effectifs de fonctionnaires territoriaux employés par chaque catégorie de collectivités territoriales. |

Des suppléants sont désignés ou élus dans les mêmes conditions que les titulaires.

Un représentant du ministre chargé de la fonction publique ou du ministre chargé des collectivités territoriales assiste aux délibérations du Conseil supérieur.

Le Conseil supérieur devra être installé au plus tard dans les six mois qui suivent la publication de la présente loi.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent article. Il fixe notamment les règles applicables à la désignation et à l'élection des membres du Conseil supérieur et de son président et la durée du mandat des membres du Conseil supérieur.

- Article 8, 3^{ème} alinéa modifié par l'article 8 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 8, 7^{ème} alinéa modifié par l'article 53 de la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988
- Article 8, 1^{er} alinéa complété par l'article 8 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
- Article 8, 2^{ème}, 6^{ème} et dernier alinéas modifiés, 3^{ème} alinéa remplacé par l'article 12 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010
- Article 8, 4^{ème} alinéa modifié par l'article 1^{er} (1°) de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013
- **Article 8, 4^{ème} alinéa complété par l'article 2-II de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**
- **Article 8, 3^{ème} alinéa modifié par l'article 4-II (4°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**
(*La modification) entre en vigueur en vue du prochain renouvellement général des instances de la fonction publique - Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 94-II-A

*

Loi n° 2012-347 du 13 mars 2012 - article 53

A l'exception des membres représentant des organisations syndicales de fonctionnaires et des représentants des employeurs territoriaux, les membres respectifs du Conseil commun de la fonction publique, du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat, du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale et du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière sont désignés, dans chacune des catégories qu'ils représentent, en respectant une proportion minimale de 40 % de personnes de chaque sexe.

Le présent article s'applique au prochain renouvellement des membres du Conseil commun de la fonction publique, du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat, du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale et du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière.

Art. 9 - Le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale est saisi pour avis par le Ministre chargé des collectivités territoriales des projets de loi relatifs à la fonction publique territoriale ainsi que des projets d'ordonnance pris dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution.

Le Conseil supérieur fait des propositions en matière statutaire. Il est consulté par le Ministre chargé des collectivités territoriales pour les décrets réglementaires relatifs à la situation des fonctionnaires territoriaux et aux statuts particuliers des cadres d'emplois.

Le ministre chargé des collectivités territoriales peut, en tant que de besoin, demander la réunion du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale dans un délai de dix jours.

Le Conseil supérieur examine toute question relative à la fonction publique territoriale dont il est saisi soit par le ministre chargé des collectivités territoriales, soit à la demande écrite du tiers de ses membres. Il formule, le cas échéant, des propositions.

L'avis du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale est rendu lorsqu'ont été recueillis, d'une part, l'avis des représentants des organisations syndicales de fonctionnaires et, d'autre part, l'avis des employeurs publics territoriaux sur les questions dont il a été saisi.

Le Conseil supérieur peut procéder à toutes études sur l'organisation et le perfectionnement de la gestion du personnel des administrations territoriales. A cet effet, le Centre national de la fonction publique territoriale ainsi que les collectivités territoriales et leurs établissements publics sont tenus de lui fournir les documents, statistiques et renseignements qu'il demande dans le cadre des travaux d'études et de statistiques qu'il conduit.

- Article 9, modifié par l'article 9 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 9 modifié par l'article 9 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
- Article 9, alinéa inséré par l'article 13 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010

Art. 10 - Le Conseil supérieur entend, à l'initiative de son président ou à la demande de l'un de ses membres, toute personne dont l'audition est de nature à éclairer les débats.

Un décret en Conseil d'Etat fixe l'organisation du Conseil supérieur, la durée du mandat de ses membres, les pouvoirs du bureau, les conditions de convocation obligatoire du conseil ainsi que les conditions dans lesquelles des représentants de l'Etat peuvent assister aux débats et les membres du Conseil déléguer leur droit de vote ou se faire suppléer.

Le Conseil supérieur arrête son règlement intérieur.

Art. 10-1. - Les membres siégeant au sein du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale en qualité de représentants des collectivités territoriales forment un collège des employeurs publics territoriaux qui est consulté par le Gouvernement sur toute question relative à la politique salariale ou à l'emploi public territorial.

- Article 10-1 ajouté par l'article 10 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007

Art. 11 - Le Centre national de la fonction publique territoriale met à la disposition du Conseil supérieur les personnels et les moyens nécessaires aux missions mentionnées au dernier alinéa de l'article 9.

- Article 11, abrogé par l'article 10 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 11, rétabli par l'article 1er de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994
- Article 11 modifié par l'article 19 (5°) de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010

SECTION II

Le Centre National de la Fonction Publique Territoriale.

(Intitulé modifié et déplacé par l'article 11 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987)

Section II, intitulé modifié par l'article 11-I de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007

Art. 12 – I. - Le Centre National de la Fonction Publique Territoriale est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière qui regroupe les collectivités et établissements mentionnés à l'article 2.

Il est dirigé par un conseil d'administration paritairement composé de représentants des collectivités territoriales et de représentants des organisations syndicales de fonctionnaires territoriaux.

Le nombre des membres du conseil d'administration est de trente-quatre.

Les représentants des collectivités territoriales sont respectivement élus par des collèges de représentants des maires, des présidents de conseil général et des présidents de conseil régional parmi les élus locaux siégeant aux conseils d'orientation mentionnés à l'article 15 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale. Le Centre national de la fonction publique territoriale assure l'organisation matérielle des élections des représentants des collectivités territoriales.

Les sièges attribués aux organisations syndicales sont répartis entre elles, par arrêté du président du Centre national de la fonction publique territoriale, proportionnellement au nombre des voix obtenues aux élections organisées pour la désignation des représentants du personnel aux **comités sociaux territoriaux** ou aux institutions qui en tiennent lieu en application du VI de l'article 120.

Le conseil d'administration élit, en son sein, son président parmi les représentants des collectivités territoriales. Le président est assisté de deux vice-présidents élus l'un, parmi les représentants des collectivités territoriales, l'autre, parmi les représentants des organisations syndicales de fonctionnaires territoriaux.

Le président peut déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses attributions à un vice-président ou à un membre du conseil d'administration.

Le conseil d'administration prend ses décisions à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage égal des voix, le président dispose d'une voix prépondérante. Lorsqu'il délibère sur les questions mentionnées aux deuxième à dernier alinéas du I et au II de l'article 12-1, seuls les représentants des collectivités territoriales participent au scrutin. Il en est de même des délibérations portant sur le taux de cotisation et le prélèvement supplémentaire prévus à l'article 12-2 ainsi que sur le budget du Centre national de la fonction publique territoriale.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent I et fixe notamment le nombre des représentants des communes, des départements et des régions.

II. - Une délégation du Centre national de la fonction publique territoriale est établie dans chaque région. Son siège est fixé par le conseil d'administration.

- Article 12 remplacé par les articles 12, 12 bis, 12 ter et 12 quater par l'article 12 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 12, 2ème, 3ème et 4ème alinéas remplacés par l'article 3 de la loi n° 89-19 du 13 janvier 1989
- Article 12 modifié par l'article 2 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994
- Article 12, 5ème alinéa remplacé par l'article 17 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010
- Article 12, 4ème alinéa modifié par l'article 1er (1°) de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013
- Article 12, 4ème et 5ème alinéas modifiés par l'article 1er de l'ordonnance n° 2015-579 du 28 mai 2015
- Article 12, avant dernier alinéa complété par l'article 8 (1°) de la loi n° 2016-1867 du 27 décembre 2016
- **Article 12, 5ème alinéa modifié par l'article 4-II (4°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**
- (*La modification) entre en vigueur en vue du prochain renouvellement général des instances de la fonction publique
- **Article 12, mention « I » et II ajoutés par l'article 50 (1°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**
- **Article 12, alinéa inséré après le 6ème alinéa par l'article 52 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**

Art. 12-1. - I. - Le Centre national de la fonction publique territoriale est chargé des missions de formation définies à l'article 11 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 précitée.

Il assure également :

1° La mise en oeuvre des procédures de reconnaissance de l'expérience professionnelle prévues au quatrième alinéa de l'article 36 de la présente loi et au deuxième alinéa de l'article 3 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 précitée ;

2° Le suivi des demandes, dont il est saisi, de validation des acquis de l'expérience présentées dans le cadre des dispositions de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale ainsi que des demandes de bilan de compétences prévu par l'article 1er de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 précitée ;

3° La gestion de l'observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la fonction publique territoriale, ainsi que du répertoire national des emplois de direction énumérés aux articles 47 et 53 ;

4° La gestion de ses personnels. Il est tenu de communiquer les vacances et les créations d'emplois auxquelles il procède au centre de gestion mentionné à l'article 18.

5° Le recensement des métiers et des capacités d'accueil en matière d'apprentissage dans les collectivités territoriales et les établissements mentionnés à l'article 2, ainsi que la mise en oeuvre d'actions visant au développement de l'apprentissage dans les collectivités et les établissements précités. Les modalités de mise en oeuvre de ces actions sont définies dans le cadre d'une convention annuelle d'objectifs et de moyens conclue entre l'État et le Centre national de la fonction publique territoriale.

| <p align="center">5° - Dispositions applicables aux contrats d'apprentissage conclus jusqu'au 31 décembre 2019 Loi n° 2018-828 di 6 août 2019 – article 62-II</p> | <p align="center">5° - Dispositions applicables aux contrats d'apprentissage conclus après le 1er janvier 2020 Loi n° 2018-828 di 6 août 2019 – article 62-II</p> |
|--|---|
| <p>5° Le recensement des métiers et des capacités d'accueil en matière d'apprentissage dans les collectivités territoriales et les établissements mentionnés à l'article 2, ainsi que la mise en œuvre d'actions visant au développement de l'apprentissage dans les collectivités et les établissements précités. Les modalités de mise en œuvre de ces actions sont définies dans le cadre d'une convention annuelle d'objectifs et de moyens conclue entre l'État et le Centre national de la fonction publique territoriale.</p> <p>Le Centre national de la fonction publique territoriale contribue aux frais de formation des apprentis employés par les collectivités et les établissements mentionnés au même article 2. Cette contribution est fixée par voie de convention conclue entre le Centre national de la fonction publique territoriale, l'autorité territoriale, le centre de formation d'apprentis concerné et la région. Elle est versée aux centres de formation d'apprentis concernés ;</p> | <p>5° Le recensement des métiers et des capacités d'accueil en matière d'apprentissage dans les collectivités territoriales et les établissements mentionnés à l'article 2, ainsi que la mise en œuvre d'actions visant au développement de l'apprentissage dans les collectivités et les établissements précités. Les modalités de mise en œuvre de ces actions sont définies dans le cadre d'une convention annuelle d'objectifs et de moyens conclue entre l'État et le Centre national de la fonction publique territoriale.</p> <p>Le Centre national de la fonction publique territoriale verse aux centres de formation d'apprentis une contribution fixée à 50 % des frais de formation des apprentis employés par les collectivités et les établissements mentionnés au même article 2.</p> |

6° La mise en œuvre de dispositifs de préparation aux concours d'accès aux cadres d'emplois de catégorie A mentionnés aux 1° et 3° de l'article 36, destinés à permettre la diversification des recrutements et à assurer l'égalité des chances entre les candidats.

II. - Le Centre national de la fonction publique territoriale est chargé des missions suivantes pour les cadres d'emplois de catégorie A auxquels renvoie l'article 45 :

1° L'organisation des concours et des examens professionnels prévus au 1° de l'article 39 et au 2° de l'article 79.

Pour les concours et examens professionnels de promotion interne, le président du Centre national de la fonction publique territoriale fixe le nombre de postes ouverts, en tenant compte des besoins prévisionnels recensés par les collectivités territoriales et leurs établissements, ainsi que du nombre de candidats qui, inscrits sur les listes d'aptitude établies à l'issue des épreuves précédentes, n'ont pas été nommés. Il contrôle la nature des épreuves et établit, au plan national, la liste des candidats admis. Il établit les listes d'aptitude et en assure la publicité ;

2° La publicité des créations et vacances des emplois qui doivent leur être transmises par les centres de gestion et la gestion de la bourse nationale des emplois ;

3° La prise en charge, dans les conditions fixées par les articles 97 et 97 bis, des fonctionnaires momentanément privés d'emploi ;

4° Le reclassement, selon les modalités prévues aux articles 81 à 86, des fonctionnaires devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions ;

5° La gestion des personnels qu'il prend en charge en vertu de l'article 97.

III. - Le Centre national de la fonction publique territoriale prend en charge, dans les conditions fixées aux articles 97 et 97 bis de la présente loi, les colonels, colonels hors classe et contrôleurs généraux de sapeurs-pompiers professionnels momentanément privés d'emploi. Le ministère chargé de la sécurité civile est associé à la gestion des carrières de ces officiers de sapeurs-pompiers professionnels.

- Article 12 bis créé par l'article 12 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 12 bis remplacé par l'article 4 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990
- Article 12 bis, renuméroté et remplacé par l'article 3-I de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994
- Article 12-1 remplacé par l'article 11-II de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
- Article 12-1, II modifié par l'article 119-I de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012
- Article 12-1, I, 5° et 6° ajoutés par l'article 85 de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016
- Article 12-1, III ajouté par l'article 8 (2°) de la loi n° 2016-1867 du 27 décembre 2016
- **Article 12-1, I, 5°, 2^{ème} alinéa remplacé par l'article 62-I de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**

Code du travail

Article L6227-5

Pour la mise en œuvre du présent chapitre*, un centre de formation d'apprentis peut conclure avec un ou plusieurs centres de formation gérés par une personne mentionnée à l'article L. 6227-1 ou avec le Centre national de la fonction publique territoriale une convention aux termes de laquelle ces établissements assurent une partie des formations normalement dispensées par le centre de formation d'apprentis et peut mettre à sa disposition des équipements pédagogiques ou d'hébergement. Dans ce cas, les centres de formation d'apprentis conservent la responsabilité administrative et pédagogique des enseignements dispensés.

- Article L. 6227-5 ajouté par l'article 73 (I) de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016

* Chapitre VII Développement de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial (sixième partie – livre II – titre II)

Art. 12-2 - Les ressources du Centre National de la Fonction Publique Territoriale sont constituées par :

1° une cotisation obligatoire versée par les communes, les départements, les régions, leurs établissements publics et les maisons départementales des personnes handicapées * ayant au moins, au premier janvier de l'année de recouvrement, un emploi à temps complet inscrit à leur budget, et un prélèvement supplémentaire obligatoire versé par les offices publics d'habitations à loyer modéré en vue d'assurer le financement complémentaire d'un programme national d'actions de formation spécialisées dont bénéficient leurs agents ;

2° les remboursements du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée ;

3° les produits des prestations de service ;

4° les dons et legs ;

5° les emprunts affectés aux opérations d'investissement ;

6° les subventions qui lui sont accordées ;

7° les produits divers ;

8° Le produit des prestations réalisées dans le cadre des procédures mentionnées au 3° de l'article 12-1.

Le conseil d'administration vote le taux de la cotisation qui ne peut excéder 0,9 %. Le prélèvement supplémentaire obligatoire versé par les offices publics d'habitations à loyer modéré ne peut excéder 0,05 %.

Supprimé

La cotisation obligatoire et, le cas échéant, le prélèvement supplémentaire sont assis sur la masse des rémunérations versées aux agents relevant de la collectivité, de l'établissement ou du groupement telles qu'elles apparaissent aux états liquidatifs mensuels ou trimestriels dressés pour le règlement des charges sociales dues aux organismes de sécurité sociale, au titre de l'assurance maladie.

L'assiette des cotisations dues par les régions et les départements est constituée par la masse des rémunérations versées aux agents travaillant dans les services placés sous l'autorité du président du conseil régional ou du président du conseil départemental.

La cotisation obligatoire et le prélèvement supplémentaire obligatoire mentionnés au 1°, ainsi que la majoration mentionnée à l'article 12-2-1, sont recouverts et contrôlés par les organismes mentionnés aux articles L. 213-1 et L. 752-4 du code de la sécurité sociale, selon les règles et sous les garanties et sanctions applicables au recouvrement des cotisations du régime général.

Les différends relatifs au recouvrement de ces contributions relèvent du contentieux de la sécurité sociale. Toutefois, les décisions rendues par les tribunaux des affaires de sécurité sociale sont susceptibles d'appel, quel que soit le montant du litige.

L'Agence centrale des organismes de sécurité sociale transmet au Centre national de la fonction publique territoriale les informations recueillies lors du recouvrement de la cotisation obligatoire et du prélèvement supplémentaire obligatoire mentionnés au 1° ainsi que de la majoration mentionnée à l'article 12-2-1.

Une convention conclue entre le Centre national de la fonction publique territoriale et l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale fixe les modalités de reversement par cette dernière des sommes recouvrées, les modalités de transmission des informations mentionnées à l'avant-dernier alinéa ainsi que les frais de gestion et de recouvrement applicables.

- Article 12 ter créé par l'article 12 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987

- Article 12 ter renuméroté par l'article 3-II de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994

- Article 12-2 complété par l'article 58 de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996

- Article 12-2, 2^o modifié par l'article 38-VI (1^o) de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005
- Article 12-2, 3^o modifié et 8^o remplacé par l'article 12 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
- Article 12-2, alinéa ajouté par l'article 38 de la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011
Conseil constitutionnel - décision n° 2011-638 DC du 28 juillet 2011
- Article 12-2, 1^o et 11^{ème} alinéa complétés par l'article 3-II de la loi n° 2011-901 du 28 juillet 2011
- Article 12-2, 11^{ème} alinéa modifié par l'article 45 de la loi n° 2012-958 du 16 août 2012
- Article 12-2, 13^{ème} alinéa modifié par l'article 1^{er} (1^o) de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013
- Article 12-2, 10^{ème} alinéa modifié et 11^{ème} alinéa supprimé par l'article 167 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016
- Article 12-2, deux derniers alinéas remplacés par quatre alinéas par l'article 78 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017

Art. 12-2-1. - La cotisation obligatoire mentionnée au 1^o de l'article 12-2 est assortie d'une majoration affectée au financement de la formation des officiers de sapeurs-pompiers professionnels et des charges salariales relatives aux élèves officiers. Cette majoration est assise sur la masse des rémunérations versées aux sapeurs-pompiers professionnels dans les conditions prévues au onzième alinéa du même article. Son taux est fixé annuellement par le conseil d'administration du Centre national de la fonction publique territoriale, sur proposition de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours instituée par la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile, dans la limite d'un plafond ne pouvant excéder 2 %. L'utilisation de cette majoration ainsi que de la cotisation de base est retracée dans un budget annexe au budget du Centre national de la fonction publique territoriale.

- Article 12-2-1 ajouté par l'article 70 (1^o) de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004

Art. 12-2-2. - Les services départementaux d'incendie et de secours qui ne pouvoient pas, à deux reprises, dans un délai de trois mois à compter de la transmission des candidatures, soit à l'emploi vacant de directeur départemental des services d'incendie et de secours, soit à l'emploi vacant de directeur départemental adjoint, dans les conditions définies par décret en Conseil d'Etat, versent au Centre national de la fonction publique territoriale une contribution financière dont le montant est égal à une fois le montant constitué par le traitement indiciaire moyen relatif à l'emploi fonctionnel en cause augmenté des cotisations sociales afférentes à ce traitement.

- Article 12-2-2 ajouté par l'article 9 de la loi n° 2016-1867 du 27 décembre 2016

Art. 12-3 - Le contrôle administratif du Centre National de la Fonction Publique Territoriale est exercé, dans les conditions prévues par la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements, et des régions, par le représentant de l'Etat dans le département où est situé le siège du centre. Le représentant de l'Etat met en œuvre les procédures de contrôle budgétaire suivants les modalités prévues par le chapitre II du titre premier de cette même loi.

Le président du Centre national de la fonction publique territoriale peut donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au directeur général, aux directeurs généraux adjoints du Centre national de la fonction publique territoriale, aux directeurs et directeurs adjoints des instituts ainsi qu'aux délégués régionaux et interdépartementaux mentionnés à l'article 14 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers, aux directeurs et aux directeurs adjoints de délégation.

Les actes du Centre national de la fonction publique territoriale et de ses délégations relatifs à l'organisation des concours et examens professionnels, à l'inscription des candidats déclarés aptes par le jury sur une liste d'aptitude, à la publicité des créations et vacances d'emplois ainsi que les conventions qu'ils passent avec des tiers sont exécutoires dès leur transmission au représentant de l'Etat concerné et leur publication dans les conditions prévues à l'article 2 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 précitée. Le représentant de l'Etat concerné défère au tribunal administratif les actes qu'il estime contraires à la légalité. Il est statué sur les demandes de sursis à exécution dans le délai d'un mois.

Le contrôle administratif des actes pris par les délégués régionaux ou interdépartementaux du Centre national de la fonction publique territoriale visés à l'article 14 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 précitée, dans le cadre de délégations de signature consenties par le président du centre et des dispositions du troisième alinéa du présent article, est exercé par le représentant de l'Etat dans le département où est situé le siège de chaque délégation.

- Article 12 quater créé par l'article 12 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 12 quater, renuméroté par l'article 4 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994
- Article 12 quater, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} alinéas ajoutés par l'article 4 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994
- Article 12-3, 2^{ème} alinéa remplacé par l'article 151 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002
- Article 12-3, 2^{ème} alinéa modifié par l'article 77 de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016

Art. 12-4 - La Cour des comptes juge les comptes et assure le contrôle de la gestion du Centre national de la fonction publique territoriale.

Chaque année, avant le 30 septembre, le Centre national de la fonction publique territoriale remet au Parlement un rapport portant sur son activité et sur l'utilisation de ses ressources. Ce rapport présente, notamment, les actions de formation menées, en formations initiale et continue, en matière de déontologie.

Par dérogation aux articles 54 et 56 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 précitée, le comptable du Centre national de la fonction publique territoriale est un agent comptable nommé par le ministre chargé du budget après information préalable du conseil d'administration. Un décret en Conseil d'Etat fixe le régime financier et comptable du Centre national de la fonction publique territoriale.

- Article 12 quinquies créé par l'article 4 de la loi n° 89-19 du 13 janvier 1989
- Article 12 quinquies renuméroté et remplacé par l'article 5 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994
- Article 12-4, dispositions applicables à compter du 1er janvier 1999 (article 59 de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996)
- Article 12-4, 2ème alinéa modifié par l'article 81-I de la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998
- **Article 12-4, alinéa inséré par l'article 50 (2°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**

SECTION III

Les centres de gestion

Section III rétablie par l'article 13-II de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007

Art. 13 - Les centres de gestion de la fonction publique territoriale sont des établissements publics locaux à caractère administratif dirigés par un conseil d'administration comprenant de quinze à trente membres. Le nombre des membres de chaque conseil est fixé dans ces limites, en fonction de l'importance démographique des collectivités concernées et de l'effectif total des personnels territoriaux employés par les collectivités et établissements affiliés au centre.

Le conseil d'administration est composé de représentants élus des collectivités territoriales et des établissements publics affiliés, titulaires d'un mandat local. La représentation de chacune des catégories de collectivités et de l'ensemble de ces établissements publics est fonction de l'effectif des personnels territoriaux qu'ils emploient, sans toutefois que le nombre des représentants de l'une de ces catégories de collectivités et de l'ensemble des établissements publics puisse être inférieur à deux.

Un collège spécifique représente les collectivités et établissements non affiliés au conseil d'administration des centres pour l'exercice des missions visées au IV de l'article 23, selon les modalités fixées au deuxième alinéa du présent article, sans toutefois que le nombre des représentants de l'une des catégories de collectivités et de l'ensemble des établissements puisse être supérieur à trois. Le nombre des membres du conseil en est d'autant augmenté.

Les centres de gestion assurent l'organisation matérielle des élections des représentants des communes et des établissements publics qui siègent à leur conseil d'administration.

Le conseil d'administration élit en son sein le président du centre.

Le président peut déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses attributions à un membre du conseil d'administration.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article.

- Article 13 remplacé par l'article 37 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984
- Article 13 modifié par l'article 6 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994
- Article 13, alinéa inséré après le 2^{ème} alinéa par l'article 111 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012
- Article 13, alinéa inséré par l'article 1^{er} (3°) de l'ordonnance n° 2015-579 du 28 mai 2015
- **Article 13, alinéa inséré avant le dernier alinéa par l'article 51 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**

| Dispositions en vigueur jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 94-XII | Dispositions en vigueur à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 94-XII |
|--|--|
| Art. 14 - Les centres de gestion regroupent les collectivités et établissements qui leur sont affiliés à titre obligatoire ou volontaire en application de l'article 15. Ils assurent, pour les fonctionnaires de catégories A, B et C les missions définies à l'article 23. Les centres sont organisés dans chaque département sous réserve des dispositions des articles | Art. 14 - Les centres de gestion regroupent les collectivités et établissements qui leur sont affiliés à titre obligatoire ou volontaire en application de l'article 15. Ils assurent, pour les fonctionnaires de catégories A, B et C les missions définies à l'article 23. Les centres sont organisés dans chaque département sous réserve des dispositions des articles |

| <p align="center">Dispositions en vigueur jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 94-XII</p> | <p align="center">Dispositions en vigueur à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 94-XII</p> |
|---|---|
| <p>17 et 18, 18-1, 18-2 et 18-3. Des centres peuvent décider, par délibérations concordantes de leurs conseils d'administration, de constituer un centre commun organisé au niveau interdépartemental, auquel ils peuvent confier tout ou partie de leurs missions.</p> <p>Sous réserve des dispositions des I et III de l'article 23, les collectivités et établissements non affiliés à un centre de gestion assurent par eux-mêmes les missions confiées aux centres de gestion. Dans ce cas, les dispositions mentionnées aux premier et deuxième alinéas de l'article 21 pour les centres de gestion leur sont applicables dans les mêmes conditions.</p> <p>Les centres de gestion s'organisent, au niveau régional ou interrégional, pour l'exercice de leurs missions. Ils élaborent un schéma régional ou interrégional de coordination, de mutualisation et de spécialisation, qui désigne parmi eux un centre chargé d'assurer leur coordination. A défaut, le centre coordonnateur est le centre chef-lieu de région. Ce schéma détermine les modalités d'exercice des missions que les centres de gestion gèrent en commun ainsi que les modalités de remboursement des dépenses correspondantes. L'exercice d'une mission peut être confié par ce schéma à un ou plusieurs centres pour le compte de tous.</p> <p>Des conventions particulières peuvent être conclues entre les centres de gestion dans des domaines non obligatoirement couverts par le schéma de coordination, de mutualisation et de spécialisation.</p> <p>Une convention est conclue entre chaque centre de gestion coordonnateur et le Centre national de la fonction publique territoriale, visant à définir l'articulation de leurs actions territoriales, notamment en matière d'organisation des concours et des examens professionnels, de prise en charge des fonctionnaires momentanément privés d'emploi, de reclassement des fonctionnaires devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions, d'accompagnement personnalisé à la mobilité et d'emploi territorial. Un bilan annuel de la convention est établi et présenté à la conférence mentionnée à l'article 27.</p> <p>Les centres de gestion mentionnés aux articles 17 et 18 et le centre de gestion de Seine-et-Marne définissent les conditions d'organisation de leurs missions.</p> <p>A l'exception des régions d'outre-mer et sous réserve des dispositions du II de l'article 12-1, figurent, parmi les missions gérées en commun à un niveau au moins régional :</p> <p>1° L'organisation des concours et examens professionnels relatifs aux cadres d'emplois de catégories A et B;</p> <p>2° La publicité des créations et vacances d'emploi de catégories A et B;</p> <p>3° La prise en charge, dans les conditions</p> | <p>17 et 18, 18-1, 18-2 et 18-3. Des centres peuvent décider, par délibérations concordantes de leurs conseils d'administration, de constituer un centre commun organisé au niveau interdépartemental, auquel ils peuvent confier tout ou partie de leurs missions.</p> <p>Sous réserve des dispositions des I et III de l'article 23, les collectivités et établissements non affiliés à un centre de gestion assurent par eux-mêmes les missions confiées aux centres de gestion. Dans ce cas, les dispositions mentionnées aux premier et deuxième alinéas de l'article 21 pour les centres de gestion leur sont applicables dans les mêmes conditions.</p> <p>Les centres de gestion s'organisent, au niveau régional ou interrégional, pour l'exercice de leurs missions. Ils élaborent un schéma régional ou interrégional de coordination, de mutualisation et de spécialisation, qui désigne parmi eux un centre chargé d'assurer leur coordination. A défaut, le centre coordonnateur est le centre chef-lieu de région. Ce schéma détermine les modalités d'exercice des missions que les centres de gestion gèrent en commun ainsi que les modalités de remboursement des dépenses correspondantes. L'exercice d'une mission peut être confié par ce schéma à un ou plusieurs centres pour le compte de tous.</p> <p>Des conventions particulières peuvent être conclues entre les centres de gestion dans des domaines non obligatoirement couverts par le schéma de coordination, de mutualisation et de spécialisation.</p> <p>Une convention est conclue entre chaque centre de gestion coordonnateur et le Centre national de la fonction publique territoriale, visant à définir l'articulation de leurs actions territoriales, notamment en matière d'organisation des concours et des examens professionnels, de prise en charge des fonctionnaires momentanément privés d'emploi, de reclassement des fonctionnaires devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions, d'accompagnement personnalisé à la mobilité et d'emploi territorial. Un bilan annuel de la convention est établi et présenté à la conférence mentionnée à l'article 27.</p> <p>Les centres de gestion mentionnés aux articles 17 et 18 et le centre de gestion de Seine-et-Marne définissent les conditions d'organisation de leurs missions.</p> <p>A l'exception des régions d'outre-mer et sous réserve des dispositions du II de l'article 12-1, figurent, parmi les missions gérées en commun à un niveau au moins régional :</p> <p>1° L'organisation des concours et examens professionnels relatifs aux cadres d'emplois de catégories A,</p> <p>2° La publicité des créations et vacances d'emploi de catégories A, B et C;</p> |

| <p align="center">Dispositions en vigueur jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 94-XII</p> | <p align="center">Dispositions en vigueur à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 94-XII</p> |
|---|---|
| <p>fixées aux articles 97 et 97 bis, des fonctionnaires de catégories A et B momentanément privés d'emploi ;</p> <p>4° Le reclassement, selon les modalités prévues aux articles 81 à 86, des fonctionnaires de catégories A et B devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions ;</p> <p>* 5° Abrogé Le fonctionnement des conseils de discipline de recours prévus à l'article 90 bis.</p> <p>Le schéma de coordination, de mutualisation et de spécialisation est transmis au représentant de l'Etat dans la région, à l'initiative du centre de gestion coordonnateur.</p> <p>Dans les régions d'outre-mer et à Mayotte, les missions du centre coordonnateur sont assurées respectivement par le centre de gestion du département et par le centre de gestion de Mayotte.</p> <p>Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.</p> <p>- Article 14, 1er et 2ème alinéas remplacés par l'article 2 de la loi n° 85-1221 du 22 novembre 1985 - Article 14 remplacé par l'article 13 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987 - Article 14 modifié par les articles 7 et 8 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994 - Article 14, 1er alinéa modifié par l'article 57-I de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 - Article 14 complété par cinq alinéas par l'article 18-IV de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 - Article 14 modifié par l'article 14 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 - Article 14 modifié par l'article 109 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 - Article 14, 2ème alinéa complété par l'article 31 (1°) de la loi n°</p> | <p>3° La prise en charge, dans les conditions fixées aux articles 97 et 97 bis, des fonctionnaires de catégories A et B momentanément privés d'emploi ;</p> <p>4° Le reclassement, selon les modalités prévues aux articles 81 à 86, des fonctionnaires de catégories A et B devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions ;</p> <p>* 5° Abrogé Le fonctionnement des conseils de discipline de recours prévus à l'article 90 bis.</p> <p>6° La gestion de l'observatoire régional de l'emploi.</p> <p>7° La mission définie au I de l'article 23 ; 8° La publicité des listes d'aptitude établies en application des articles 39 et 44 ; 9° L'aide aux fonctionnaires à la recherche d'un emploi après une période de disponibilité ; 10° Une assistance juridique statutaire, y compris pour la fonction de référent déontologue prévue à l'article 28 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ; 11° Une assistance à la fiabilisation des comptes de droits en matière de retraite.</p> <p>Le schéma de coordination, de mutualisation et de spécialisation est transmis au représentant de l'Etat dans la région, à l'initiative du centre de gestion coordonnateur.</p> <p>Dans les régions d'outre-mer et à Mayotte, les missions du centre coordonnateur sont assurées respectivement par le centre de gestion du département et par le centre de gestion de Mayotte.</p> <p>Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.</p> <p>- Article 14, 1er et 2ème alinéas remplacés par l'article 2 de la loi n° 85-1221 du 22 novembre 1985 - Article 14 remplacé par l'article 13 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987 - Article 14 modifié par les articles 7 et 8 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994 - Article 14, 1er alinéa modifié par l'article 57-I de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 - Article 14 complété par cinq alinéas par l'article 18-IV de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 - Article 14 modifié par l'article 14 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 - Article 14 modifié par l'article 109 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 - Article 14, 2ème alinéa complété par l'article 31 (1°) de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 - Article 14, 1°, 2°, 3° et 4° modifiés et 6° ajouté par l'article 80 (1°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 - Article 14, 2ème alinéa modifié par l'article 20 (1°) de l'ordonnance n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 - Article 14, 5° abrogé par l'article 32-II (1°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 * Le 5° reste en vigueur pour les recours formés contre les sanctions disciplinaires intervenues avant la publication de la présente loi – Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-XI - Article 14 modifié par l'article 50 (3°) de la loi n° 2019-828</p> |

| Dispositions en vigueur jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 94-XII | Dispositions en vigueur à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 94-XII |
|--|---|
| 2014-58 du 27 janvier 2014 - Article 14, 1°, 2°, 3° et 4° modifiés et 6° ajouté par l'article 80 (1°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 - Article 14, 2 ^{ème} alinéa modifié par l'article 20 (1°) de l'ordonnance n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 - Article 14, 5° abrogé par l'article 32-II (1°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 * Le 5° reste en vigueur pour les recours formés contre les sanctions disciplinaires intervenues avant la publication de la présente loi – Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-XI - Article 14 modifié par l'article 50 (3°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 | du 6 août 2019 |

Art. 14-1. - Les coordinations régionales ou interrégionales des centres de gestion peuvent, par convention, s'organiser au niveau national pour exercer en commun leurs missions.

La convention fixe les modalités de mise en œuvre de cette organisation et du remboursement des dépenses correspondantes.

- Article 14-1 ajouté par l'article 110 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012

Art. 15 - Sont obligatoirement affiliés aux centres de gestion les communes et leurs établissements publics qui emploient moins de 350 fonctionnaires titulaires et stagiaires à temps complet. *. Pour les communes, sont pris en compte les effectifs cumulés des fonctionnaires de la commune, du centre communal d'action sociale et, le cas échéant, de la caisse des écoles qui lui sont rattachés.

L'affiliation est facultative pour les autres collectivités et établissements.

Les offices publics de l'habitat, lorsqu'ils emploient des fonctionnaires régis par les dispositions de la présente loi, sont affiliés au centre de gestion. Ils cotisent pour ces personnels dans les mêmes conditions que les collectivités et établissements administratifs mentionnés à l'article 2. Les caisses de crédit municipal, lorsqu'elles emploient des fonctionnaires régis par les dispositions de la présente loi, sont affiliées aux centres de gestion et cotisent pour ces personnels dans les mêmes conditions que les collectivités et établissements administratifs mentionnés à l'article 2.

Peuvent, en outre, s'affilier volontairement aux centres les communes et leurs établissements publics qui n'y sont pas affiliés à titre obligatoire, ainsi que les départements et les régions et leurs établissements publics. Les départements et les régions peuvent également s'affilier aux centres de gestion pour les seuls agents relevant des cadres d'emplois constitués pour l'application de l'article 109 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales en vue de l'accueil des personnels ouvriers et de service exerçant leurs missions dans les collèges ou les lycées. Il peut être fait opposition à cette demande par les deux tiers des collectivités et établissements déjà affiliés représentant au moins les trois quarts des fonctionnaires concernés ou par les trois quarts de ces collectivités et établissements représentant au moins les deux tiers des fonctionnaires concernés. Les mêmes conditions de majorité sont requises pour le retrait des collectivités ou établissements concernés.

Les communes, les départements, les régions et leurs établissements publics qui s'affilient volontairement à un centre de gestion ne peuvent remettre en cause cette option qu'après un délai de six ans.

- Article 15 modifié par l'article 4 de la loi n° 85-1221 du 22 novembre 1985
 - Article 15, 1^{er} alinéa remplacé, 5^{ème} alinéa ajouté par l'article 14 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
 - Article 15, 3^{ème} alinéa modifié par l'article 5 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990
 - Article 15, 1^{er} alinéa modifié par l'article 9 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994
 - Article 15, 3^{ème} alinéa remplacé par l'article 147 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000
 - Article 15, 1^{er} alinéa complété par l'article 46-IV de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002
 - Article 15, 3^{ème} alinéa modifié par l'article 2 (1°) de l'ordonnance n° 2007-137 du 1^{er} février 2007
 - Article 15, 4^{ème} alinéa complété par l'article 15 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
 - Article 15, 1^{er} alinéa modifié par l'article 80 (2°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016

Art. 16 - Les communes et leurs établissements publics qui n'emploient que des fonctionnaires à temps non complet sont obligatoirement affiliés aux centres de gestion.

- Article 16 modifié par l'article 43-XVI de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987

Art. 17 - Les communes des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne et les établissements publics visés à l'article 2 et remplissant les conditions d'affiliation obligatoire définies à l'article 15 sont affiliés obligatoirement à un centre interdépartemental unique qui assure les missions normalement dévolues aux centres de gestion. Par dérogation au deuxième alinéa de l'article 13, chaque commune visée au présent article dispose d'un même nombre de voix pour l'élection des membres du conseil d'administration dans des conditions fixées par décret.

Par dérogation à l'alinéa ci-dessus, l'ensemble des communes des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne et leurs établissements publics qui étaient, en application des dispositions de l'article L. 443-2 du Code des Communes, obligatoirement affiliés au Syndicat des Communes pour le personnel continuant à bénéficier des prestations de la banque de données moyennant une participation, par habitant pour les villes et par agent pour les établissements publics, destinée à couvrir les dépenses d'amortissement, de fonctionnement et de maintenance de cet équipement public financé par l'Etat et l'ensemble de ces collectivités. Le taux de cette participation est fixé chaque année par arrêté du ministre chargé des collectivités territoriales, sur proposition du conseil d'administration du centre de gestion. Cette dépense revêt un caractère obligatoire.

Les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, les communes situées dans ces trois départements et leurs établissements publics dont l'affiliation n'est pas obligatoire peuvent s'affilier volontairement à ce centre interdépartemental de gestion, dans les conditions visées à l'article 15.

La métropole du Grand Paris peut s'affilier volontairement au centre interdépartemental de gestion dans les conditions mentionnées à l'article 15.

- Article 17 modifié par l'article 6 de la loi n° 85-1221 du 22 novembre 1985
- Article 17 remplacé par l'article 15 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 17, 1^{er} alinéa complété par l'article 10 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994
- Article 17, alinéa ajouté par l'article 13-VIII de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014

Art. 18 - Les communes des départements de l'Essonne, du Val d'Oise et des Yvelines et leurs établissements publics remplissant les conditions d'affiliation obligatoire définies à l'article 15 sont affiliés obligatoirement à un centre interdépartemental unique qui assure les missions normalement dévolues aux centres de gestion.

Les départements de l'Essonne, du Val d'Oise et des Yvelines, les communes situées dans ces trois départements, leurs établissements publics ainsi que la région d'Ile-de-France et les établissements publics à vocation régionale ou interdépartementale dont le siège est situé dans la région peuvent s'affilier volontairement à ce centre interdépartemental unique dans les conditions visées à l'article 15.

- Article 18 modifié par l'article 7 de la loi n° 85-1221 du 22 novembre 1985
- Article 18 modifié par l'article 24 de la loi n° 86-972 du 19 août 1986
- Article 18 remplacé par l'article 16 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987

Art. 18-1. - Un centre de gestion unique est compétent sur les territoires du département du Rhône et de la métropole de Lyon.

Les communes situées sur le territoire du département du Rhône et sur celui de la métropole de Lyon et leurs établissements publics remplissant les conditions d'affiliation obligatoire définies à l'article 15 sont affiliés obligatoirement à un centre de gestion unique qui assure les missions normalement dévolues aux centres de gestion.

Le département du Rhône, la métropole de Lyon, les communes situées sur le territoire de l'une de ces deux collectivités, leurs établissements publics qui y ont leur siège ainsi que la région Rhône-Alpes et les établissements publics à vocation régionale ou interrégionale dont le siège est situé dans la région peuvent s'affilier volontairement à ce centre de gestion unique, dans les conditions mentionnées à l'article 15.

- Article 18-1 ajouté par l'article 31 (2°) de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014

Art. 18-2. - Sans préjudice des dispositions de la seconde phrase du deuxième alinéa de l'article 14, la Corse comprend deux centres de gestion, le centre de gestion de Haute-Corse et le centre de gestion de Corse-du-Sud.

Les communes situées en Haute-Corse et leurs établissements publics remplissant les conditions d'affiliation obligatoire définies à l'article 15 sont affiliées obligatoirement au centre de gestion de Haute-Corse qui assure les missions normalement dévolues aux centres de gestion.

Les communes situées en Haute-Corse et leurs établissements publics dont l'affiliation n'est pas

obligatoire, peuvent s'affilier volontairement au centre de gestion de Haute-Corse dans les conditions visées à l'article 15.

Les communes situées en Corse-du-Sud et leurs établissements publics remplissant les conditions d'affiliation obligatoire définies à l'article 15 sont affiliées obligatoirement au centre de gestion de Corse-du-Sud qui assure les missions normalement dévolues aux centres de gestion.

Les communes situées en Corse-du-Sud, la collectivité de Corse et leurs établissements publics dont l'affiliation n'est pas obligatoire, peuvent s'affilier volontairement au centre de gestion de Corse-du-Sud dans les conditions visées à l'article 15.

- Article 18-2 ajouté par l'article 20 (2°) de l'ordonnance n° 2016-1562 du 21 novembre 2016

Art. 18-3. – Des centres de gestion de départements limitrophes ou de collectivités régies par les articles 73 et 74 de la Constitution situées dans la même zone géographique peuvent décider, par délibérations concordantes de leurs conseils d'administration et après avis de leurs comités sociaux territoriaux, de constituer un centre interdépartemental unique compétent sur le territoire des centres de gestion auxquels il se substitue. Les communes des départements concernés et les établissements publics mentionnés à l'article 2 de la présente loi et remplissant les conditions d'affiliation obligatoire définies à l'article 15 sont alors affiliés obligatoirement au centre interdépartemental de gestion. Les départements concernés, les communes situées dans ces départements et leurs établissements publics mentionnés à l'article 2 dont l'affiliation n'est pas obligatoire peuvent s'affilier volontairement au centre interdépartemental de gestion, dans les conditions mentionnées à l'article 15. Les délibérations mentionnent le siège du centre interdépartemental et, pour les centres relevant de régions différentes, le centre de gestion chargé d'assurer la coordination au niveau régional ou interrégional.

Les agents des centres de gestion qui décident de constituer un centre interdépartemental unique en application du premier alinéa du présent article relèvent de celui-ci, de plein droit, à la date de sa création, dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs. Les articles L. 5111-7 et L. 5111-8 du code général des collectivités territoriales leur sont applicables. Les agents contractuels conservent, à titre individuel, le bénéfice des stipulations de leur contrat.

- Article 18-3 inséré par l'article 50 (4°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019

Art. 19 - La Ville de Paris ainsi que ses établissements publics assurent l'ensemble des tâches de gestion et de formation de leurs personnels sans intervention du Centre national de la fonction publique territoriale ni d'un centre de gestion.

- Article 19, 1er alinéa remplacé par l'article 8 de la loi n° 85-1221 du 22 novembre 1985

- Article 19 remplacé par l'article 43-XIX de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987

- Article 19 modifié par l'article 3 (1°) de l'ordonnance n° 2018-74 du 8 février 2018

Art. 20 - Les centres de gestion visés aux articles 17 et 18, s'informent mutuellement des vacances d'emplois qui leur sont communiquées ainsi que des résultats des concours qu'ils organisent.

- Article 20 modifié par l'article 43-XV de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987

Art. 21 - Les actes des centres de gestion relatifs à l'organisation des concours, à l'inscription des candidats admis à ces concours sur une liste d'aptitude, à l'inscription des fonctionnaires sur une liste d'aptitude établie en application de l'article 39, à la publicité des créations et vacances d'emplois et le budget de ces centres sont exécutoires dès leur transmission au représentant de l'Etat dans le département où est situé le siège du centre de gestion et leur publication dans les conditions prévues par l'article 2 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 précitée. La liste d'aptitude établie en application de l'article 39 transmise au représentant de l'Etat est accompagnée des décisions de nomination permettant de déterminer, conformément aux proportions fixées par les statuts particuliers, le nombre d'emplois ouverts à la promotion interne.

Le représentant de l'Etat concerné défère au tribunal administratif les actes qu'il estime contraires à la légalité. Il est statué sur les demandes de sursis à exécution dans le délai d'un mois.

Le contrôle budgétaire des centres de gestion est exercé par le représentant de l'Etat du siège de ces centres suivant les modalités prévues par le chapitre II du titre premier de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée.

- Article 27 modifié par l'article 19-I et 19-II de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987

- Article 27, 1^{er} alinéa modifié par l'article 15 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994

- Article 27 déplacé et renuméroté par l'article 23-I de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007

Art. 22 - Les dépenses supportées par les centres de gestion pour l'exercice des missions obligatoires

énumérées aux articles 23 et 100 sont financées par une cotisation obligatoire payée par les collectivités et établissements concernés. Les collectivités et établissements non affiliés contribuent au financement des missions visées au IV de l'article 23 dont elles ont demandé à bénéficier, dans la limite d'un taux fixé par la loi et du coût réel des missions. La cotisation et la contribution sont assises sur la masse des rémunérations versées aux agents relevant de la collectivité ou de l'établissement telles qu'elles apparaissent aux états liquidatifs mensuels ou trimestriels dressés pour le règlement des charges sociales dues aux organismes de sécurité sociale, au titre de l'assurance maladie.

Lorsque les départements ou les régions se sont affiliés volontairement aux centres de gestion, en application de la deuxième phrase du quatrième alinéa de l'article 15, pour les personnels ouvriers et de service exerçant leurs missions dans les collèges et lycées, la cotisation est assise sur la masse des rémunérations versées à ces seuls agents.

Les cotisations et les contributions sont liquidées et versées selon les mêmes modalités et périodicité que les versements aux organismes de sécurité sociale. Toutefois, le conseil d'administration d'un centre de gestion peut décider que les communes et les établissements publics affiliés, qui emploient moins de dix agents, s'acquittent de leurs cotisations par un versement annuel ; la même délibération fixe les conditions dans lesquelles interviennent les versements et les régularisations éventuelles. En outre, le conseil d'administration peut décider que les collectivités et établissements non affiliés s'acquittent de leur contribution par un versement annuel ; la même délibération fixe les conditions dans lesquelles interviennent les versements et régularisations éventuelles.

Le taux de cette cotisation est fixé par délibération du conseil d'administration des centres de gestion, dans la limite d'un taux maximum fixé par la loi. Le montant de la contribution mentionnée au premier alinéa est fixé chaque année par le conseil d'administration selon les modalités prévues au même alinéa.

Les collectivités et établissements affiliés qui emploient des agents à temps non complet, fonctionnaires de l'Etat ou d'une autre collectivité territoriale, acquittent une cotisation complémentaire de même taux et liquidée selon la même périodicité que la cotisation visée aux alinéas précédents, assise sur la masse des rémunérations versées à ces agents.

En outre, les centres de gestion bénéficient des remboursements du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée.

Les dépenses supportées par les centres de gestion pour l'exercice de missions supplémentaires à caractère facultatif que leur confient les collectivités ou établissements sont financées par ces mêmes collectivités ou établissements, soit dans des conditions fixées par convention, soit par une cotisation additionnelle à la cotisation obligatoire mentionnée au premier alinéa.

La cotisation additionnelle est assise, liquidée et versée selon les mêmes règles et les mêmes modalités que la cotisation obligatoire. Son taux est fixé par délibération du conseil d'administration.

- Article 22 modifié par l'article 3 de la loi n° 85-1221 du 22 novembre 1985
- Article 22 remplacé par l'article 17 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 22, alinéa inséré par l'article 49 de la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988
- Article 22, deuxième alinéa complété par l'article 12 de la loi n° 89-19 du 13 janvier 1989
- Article 22, 5^{ème} alinéa modifié par l'article 60 de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996
- Article 22, 5^{ème} alinéa modifié par l'article 38-VI (2°) de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005
- Article 22, alinéa inséré par l'article 16-I de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
- Article 22 modifié par l'article 112-I de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012

Art. 22-1. - I. - Les charges résultant, pour chaque centre de gestion, du transfert par la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 précitée des missions jusque-là assumées par le Centre national de la fonction publique territoriale et énumérées aux 1°, 5° et 6° du II de l'article 23 font l'objet d'une compensation financière à la charge du Centre national de la fonction publique territoriale, pour un montant équivalent aux dépenses qu'il exposait au titre des attributions transférées.

II. - Des conventions conclues entre le Centre national de la fonction publique territoriale et, pour le compte des centres de gestion, les centres de gestion coordonnateurs déterminent les modalités des transferts des missions énumérés au I ainsi que des transferts de personnels les accompagnant. Elles fixent la compensation financière qui découle de ces différents transferts. Ces conventions prennent également en compte les charges résultant des précédents transferts de compétences réalisés en application de l'article 11 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994 modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale. Ces conventions sont transmises dans le délai de deux mois suivant leur signature au ministre chargé des collectivités territoriales.

En l'absence de transmission dans le délai d'un an à compter de la publication d'un décret prévoyant une convention type, les modalités du transfert et le montant des compensations financières à la charge du Centre national de la fonction publique territoriale sont déterminés par décret.

- Article 22-I ajouté par l'article 16-II de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007

Art. 23. - I. - Les centres de gestion assurent, dans leur ressort, une mission générale d'information sur l'emploi public territorial, y compris l'emploi des personnes handicapées, pour l'ensemble des collectivités et établissements publics mentionnés à l'article 2, des agents territoriaux en relevant ainsi que des candidats à un emploi public territorial. Ils sont chargés d'établir, notamment à partir des informations dont ils sont destinataires en application de l'article 23-1, un bilan de la situation de l'emploi public territorial et de la gestion des ressources humaines dans leur ressort et d'élaborer les perspectives à moyen terme d'évolution de cet emploi, des compétences et des besoins de recrutement. Ces documents sont portés à la connaissance des **comités sociaux territoriaux**.

II. - Les centres de gestion assurent pour leurs agents, y compris ceux qui sont mentionnés à l'article 97, et pour l'ensemble des agents des collectivités territoriales et établissements publics affiliés, les missions suivantes, sous réserve des dispositions du II de l'article 12-1 :

1° L'organisation des concours de catégories A, B et C prévus à l'article 44 et des examens professionnels prévus aux articles 39 et 79 ainsi que l'établissement des listes d'aptitude en application des articles 39 et 44 ;

2° La publicité des listes d'aptitude établies en application des articles 39 et 44 ;

3° La publicité des créations et vacances d'emplois de catégories A, B et C ;

4° La publicité des tableaux d'avancement établis en application de l'article 79 ;

5° La prise en charge, dans les conditions fixées aux articles 97 et 97 bis, des fonctionnaires momentanément privés d'emploi de catégories A, B et C ;

6° Le reclassement, selon les modalités prévues aux articles 81 à 86, des fonctionnaires devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions, de catégories A, B et C ;

7° L'aide aux fonctionnaires à la recherche d'un emploi après une période de disponibilité ;

* 8° **Abrogé** Le fonctionnement des conseils de discipline de recours prévus à l'article 90 bis ;

9° Le fonctionnement des commissions administratives paritaires et des conseils de discipline dans les cas et conditions prévus à l'article 28 ;

9° bis Le secrétariat des commissions de réforme ;

9° ter Le secrétariat des comités médicaux ;

10° Le fonctionnement des **comités sociaux territoriaux** dans les cas et conditions prévus à l'article 32 ;

11° Le calcul du crédit de temps syndical et le remboursement des charges salariales afférentes à l'utilisation de ce crédit dans les cas prévus au second alinéa des 1° et 2° du I de l'article 100-1 et au **III bis (*II)** de l'article 33-1.

*

13° Un avis consultatif dans le cadre de la procédure du recours administratif préalable dans les conditions prévues à l'article 23 de la loi n° 2000-597 du 30 juin 2000 relative au référé devant les juridictions administratives ;

14° Une assistance juridique statutaire, y compris pour la fonction de référent déontologue prévue à l'article 28 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

15° Une assistance au recrutement et un accompagnement individuel de la mobilité des agents hors de leur collectivité ou établissement d'origine ;

16° Une assistance à la fiabilisation des comptes de droits en matière de retraite.

17° Le secrétariat des commissions consultatives paritaires prévues à l'article 136.

18° L'accompagnement personnalisé pour l'élaboration du projet professionnel des agents prévu à l'article 2-3 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

III. - Les centres de gestion assurent pour l'ensemble des collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 les missions énumérées aux 2°, 3°, 5°, 6°, 7° et 8° du II du présent article, ainsi que l'organisation des concours et examens professionnels d'accès aux cadres d'emplois de catégories A et B relevant des filières administrative, technique, culturelle, sportive, animation et police municipale.

IV. - Une collectivité ou un établissement non affilié au centre de gestion peut, par délibération de son organe délibérant, demander à bénéficier de l'ensemble des missions visées aux 9° bis, 9° ter et 13° à 16° du II sans pouvoir choisir entre elles. Elles constituent un appui technique indivisible à la gestion des ressources humaines.

- Article 23 complété par l'article 38 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984
- Article 23 remplacé par l'article 18 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 23, modifié par l'article 11 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994
- Article 23 remplacé par l'article 17 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
- Article 23, I et II (10°) modifiés par l'article 19 (4°) de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010
- Article 23, 11° et 12° remplacés par un 11° par l'article 101 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012
- Article 23 modifié par l'article 113 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012
- Article 23, 11° complété par l'article 72 (1°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016

- Article 23, II modifié et complété par l'article 80 (3°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016
- Article 23, II, 18° ajouté par l'article 7 de l'ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017
- **Article 23 modifié par l'article 4-II (4°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**
 (*La modification) entre en vigueur en vue du prochain renouvellement général des instances de la fonction publique - Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 94-II-A
- **Article 23, II, 11° modifié par l'article 4-II (5°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**
 (*La modification) entre en vigueur en vue du prochain renouvellement général des instances de la fonction publique - Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 94-II-A
- **Article 23, II, 8° abrogé par l'article 32-II (2°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**
 * Le 8° reste en vigueur pour les recours formés contre les sanctions disciplinaires intervenues avant la publication de la présente loi – Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-XI

Art. 23-1. - Les collectivités et établissements publics mentionnés à l'article 2 sont tenus de communiquer au centre de gestion dans le ressort duquel ils se trouvent :

- 1° Les créations et vacances d'emplois, à peine d'illégalité des nominations ;
- 2° Les nominations intervenues en application des articles 3, 38, 39, 44, 51, 64 et 68 ;
- 3° Les tableaux d'avancement établis en application de l'article 79 et, pour les collectivités et établissements de plus de trois cent cinquante agents titulaires et stagiaires à temps complet, les listes d'aptitude établies en application de l'article 39 ;
- 4° Les demandes et propositions de recrutement et d'affectation susceptibles d'être effectuées notamment en application du deuxième alinéa de l'article 25.

- Article 23-1 ajouté par l'article 18 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007

Art. 24. - Les centres de gestion peuvent assurer toute tâche en matière de retraite et d'invalidité des agents pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

Les centres de gestion sont habilités à recueillir, traiter et transmettre aux régimes de retraite, pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, les données relatives à la carrière et aux cotisations des agents. Ils apportent leur concours aux régimes de retraite pour la mise en oeuvre du droit à l'information des actifs sur leurs droits à la retraite. Les modalités de ces interventions et les conditions de contribution financière par les régimes de retraite sont fixées par des conventions conclues avec les centres de gestion.

- Article 24 modifié par l'article 43-XVI de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 24 remplacé par l'article 19 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
- Article 24 modifié par l'article 11 de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010

| Dispositions applicables jusqu'à la publication des dispositions réglementaires prévues à l'article 15 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-V | Dispositions en vigueur à compter du lendemain de la publication des dispositions réglementaires prévues à l'article 15 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 (modification de l'article 32-I de la loi n° 83-634) Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-V |
|--|---|
| <p>Art. 25. - Les centres de gestion peuvent assurer toute tâche administrative et des missions d'archivage, de numérisation, de conseils en organisation et de conseils juridiques, à la demande des collectivités et établissements.</p> <p>Ils peuvent mettre des agents à disposition des collectivités et établissements qui le demandent en vue d'assurer le remplacement d'agents momentanément indisponibles ou d'assurer des missions temporaires ou en cas de vacance d'un emploi qui ne peut être immédiatement pourvu. Ils peuvent également mettre des fonctionnaires à disposition des collectivités et établissements en vue de les affecter à des missions permanentes à temps complet ou non complet.</p> <p>Les dépenses afférentes à l'accomplissement de ces missions sont financées dans les conditions fixées au septième alinéa de l'article 22.</p> | <p>Art. 25. - Les centres de gestion peuvent assurer toute tâche administrative et des missions d'archivage, de numérisation, de conseils en organisation, notamment en matière d'emploi et de gestion des ressources humaines, et de conseils juridiques, à la demande des collectivités et établissements.</p> <p>Ils peuvent mettre des agents à disposition des collectivités et établissements qui le demandent pour assurer le remplacement d'agents momentanément indisponibles, pour assurer des missions temporaires, pour pourvoir la vacance d'un emploi qui ne peut être immédiatement pourvu ou pour affecter ces agents mis à disposition à des missions permanentes à temps complet ou non complet.</p> <p>Les dépenses afférentes à l'accomplissement de ces missions sont financées dans les conditions fixées au septième alinéa de l'article 22.</p> <p>Les centres de gestion peuvent assurer le</p> |

| <p align="center">Dispositions applicables jusqu'à la publication des dispositions réglementaires prévues à l'article 15 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-V</p> | <p align="center">Dispositions en vigueur à compter du lendemain de la publication des dispositions réglementaires prévues à l'article 15 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 (modification de l'article 32-I de la loi n° 83-634) Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-V</p> |
|---|---|
| <p>Les centres de gestion peuvent assurer le conseil de la mise en oeuvre des règles d'hygiène et de sécurité par la mise à disposition d'agents chargés de la fonction d'inspection des collectivités territoriales et établissements publics qui en font la demande. Cette mission fait l'objet d'une convention avec la collectivité bénéficiaire afin de définir les modalités de sa prise en charge financière.</p> <p>Lorsque, dans le cadre des dispositions des alinéas précédents, les besoins des communes de moins de 3 500 habitants et des établissements publics de coopération intercommunale composés exclusivement de communes de cette catégorie permettent le recrutement d'un agent à temps non complet et pour une durée cumulée de service au moins égale à la moitié de la durée légale du travail, les centres de gestion peuvent procéder à un recrutement pour une durée supérieure et mettre l'agent, avec son accord, pour le temps restant disponible, à la disposition d'un ou plusieurs employeurs privés auprès desquels il peut accomplir toute activité compatible avec son emploi public au regard des règles relatives à la déontologie des agents publics. Cette mise à disposition fait l'objet d'une convention qui prévoit le remboursement par le ou les employeurs privés au centre de gestion du salaire et des charges afférentes au prorata du temps passé à son ou à leur service. La mise à disposition prévue au présent alinéa n'est pas possible auprès d'une entreprise dans laquelle l'agent ou les maires des communes concernées ont des intérêts.</p> <p>Les centres de gestion peuvent assurer la gestion de l'action sociale et de services sociaux en faveur des agents, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, des collectivités et établissements qui le demandent. Ils peuvent souscrire, pour le compte des collectivités et établissements de leur ressort qui le demandent, des contrats-cadres permettant aux agents de bénéficier de prestations d'action sociale mutualisées et conclure avec un des organismes mentionnés au I de l'article 88-2 une convention de participation dans les conditions prévues au II du même article.</p> <p>Les collectivités et établissements publics peuvent adhérer à ces contrats par délibération, après signature d'une convention avec le centre de gestion de leur ressort.</p> <p>Par convention, les centres de gestion peuvent assurer la gestion administrative des comptes épargne-temps des collectivités et établissements publics affiliés et non affiliés. Ils peuvent aussi affecter des agents pour remplacer les personnels en congé à ce titre.</p> | <p>conseil de la mise en oeuvre des règles d'hygiène et de sécurité par la mise à disposition d'agents chargés de la fonction d'inspection des collectivités territoriales et établissements publics qui en font la demande. Cette mission fait l'objet d'une convention avec la collectivité bénéficiaire afin de définir les modalités de sa prise en charge financière.</p> <p>Lorsque, dans le cadre des dispositions des alinéas précédents, les besoins des communes de moins de 3 500 habitants et des établissements publics de coopération intercommunale composés exclusivement de communes de cette catégorie permettent le recrutement d'un agent à temps non complet et pour une durée cumulée de service au moins égale à la moitié de la durée légale du travail, les centres de gestion peuvent procéder à un recrutement pour une durée supérieure et mettre l'agent, avec son accord, pour le temps restant disponible, à la disposition d'un ou plusieurs employeurs privés auprès desquels il peut accomplir toute activité compatible avec son emploi public au regard des règles relatives à la déontologie des agents publics. Cette mise à disposition fait l'objet d'une convention qui prévoit le remboursement par le ou les employeurs privés au centre de gestion du salaire et des charges afférentes au prorata du temps passé à son ou à leur service. La mise à disposition prévue au présent alinéa n'est pas possible auprès d'une entreprise dans laquelle l'agent ou les maires des communes concernées ont des intérêts.</p> <p>Les centres de gestion peuvent assurer la gestion de l'action sociale et de services sociaux en faveur des agents, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, des collectivités et établissements qui le demandent. Ils peuvent souscrire, pour le compte des collectivités et établissements de leur ressort qui le demandent, des contrats-cadres permettant aux agents de bénéficier de prestations d'action sociale mutualisées et conclure avec un des organismes mentionnés au I de l'article 88-2 une convention de participation dans les conditions prévues au II du même article.</p> <p>Les collectivités et établissements publics peuvent adhérer à ces contrats par délibération, après signature d'une convention avec le centre de gestion de leur ressort.</p> <p>Par convention, les centres de gestion peuvent assurer la gestion administrative des comptes épargne-temps des collectivités et établissements publics affiliés et non affiliés. Ils peuvent aussi affecter des agents pour remplacer les personnels en congé à ce titre.</p> |

| Dispositions applicables jusqu'à la publication des dispositions réglementaires prévues à l'article 15 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-V | Dispositions en vigueur à compter du lendemain de la publication des dispositions réglementaires prévues à l'article 15 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 (modification de l'article 32-I de la loi n° 83-634) Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-V |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - Article 25 modifié par l'article 43-XVI de la loi n- 87-529 du 13 juillet 1987 - Article 25 dernier alinéa abrogé par l'article 50 de la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 - Article 25 modifié par l'article 7 de la loi n° 89-19 du 13 janvier 1989 - Article 25 modifié par l'article 12-de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994 - Article 25, 2^{ème} alinéa modifié par l'article 18-IX de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 - Article 25, après le 2^{ème} alinéa, alinéa ajouté par l'article 21 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 - Article 25, 2^{ème} alinéa remplacé par l'article 61 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 - Article 25 remplacé par l'article 20 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 - Article 25, 2^{ème} alinéa modifié par l'article 20-III de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009 - Article 25, 6^{ème} alinéa modifié par l'article 38-I (3°) de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009 - Article 25, 1^{er} alinéa remplacé par l'article 80 (4°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 | <ul style="list-style-type: none"> - Article 25 modifié par l'article 43-XVI de la loi n- 87-529 du 13 juillet 1987 - Article 25 dernier alinéa abrogé par l'article 50 de la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 - Article 25 modifié par l'article 7 de la loi n° 89-19 du 13 janvier 1989 - Article 25 modifié par l'article 12-de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994 - Article 25, 2^{ème} alinéa modifié par l'article 18-IX de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 - Article 25, après le 2^{ème} alinéa, alinéa ajouté par l'article 21 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 - Article 25, 2^{ème} alinéa remplacé par l'article 61 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 - Article 25 remplacé par l'article 20 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 - Article 25, 2^{ème} alinéa modifié par l'article 20-III de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009 - Article 25, 6^{ème} alinéa modifié par l'article 38-I (3°) de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009 - Article 25, 1^{er} alinéa remplacé par l'article 80 (4°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 -- Article 25, 1^{er} alinéa modifié, 2^{ème} alinéa remplacé par l'article 21-I (2° et 3°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 |

Art. 26 - Les centres de gestion peuvent, par convention, organiser des concours et examens propres aux collectivités ou établissements non affiliés et ouvrir à ces derniers les concours et examens organisés pour les collectivités et établissements affiliés, et, le cas échéant, établir des listes d'aptitude communes avec ces collectivités et établissements pour l'application de l'avant-dernier alinéa de l'article 39. Les collectivités et établissements non affiliés remboursent aux centres de gestion la part des dépenses correspondantes effectuées à leur profit.

Lorsqu'une collectivité territoriale non affiliée sollicite le centre de gestion de son département pour l'organisation d'un concours décentralisé de sa compétence et si celui-ci n'organise pas ce concours lui-même ou par convention avec un autre centre de gestion, la collectivité territoriale pourra conventionner l'organisation de ce concours avec le centre de gestion de son choix.

Les centres de gestion peuvent également, par convention, ouvrir et organiser des concours communs et, le cas échéant, établir des listes d'aptitude communes pour l'application de l'avant-dernier alinéa de l'article 39. La convention détermine le centre de gestion qui fixe le nombre de postes, la composition du jury et la date des épreuves, et arrête les listes d'aptitude. Les centres de gestion lui remboursent la part des dépenses correspondantes exposées à leur profit.

En l'absence d'une convention passée en application du premier alinéa, les collectivités et établissements qui nomment un candidat inscrit sur une liste d'aptitude établie par un centre de gestion auquel ils ne sont pas affiliés lui remboursent, pour chaque candidat nommé, une somme égale aux frais d'organisation du concours ou de l'examen rapportés au nombre de candidats déclarés aptes par le jury. Cette disposition n'est pas applicable aux collectivités et établissements affiliés lorsque le centre de gestion qui a établi la liste d'aptitude a passé convention, en application du deuxième alinéa, avec le centre de gestion dont ils relèvent.

Les centres de gestion peuvent souscrire, pour le compte des collectivités et établissements du département qui le demandent, des contrats d'assurance les garantissant contre les risques financiers découlant des dispositions des articles L. 416-4 du code des communes et 57 de la présente loi, ainsi que des dispositions équivalentes couvrant les risques applicables aux contractuels. Dans ce cas, les communes et établissements intéressés sont tenus de rembourser aux centres le montant des primes d'assurance dont ceux-ci sont redevables.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.

- Article 26 modifié par l'article 43-XVI de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 26, 1^{er} alinéa modifié par l'article 13 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994

- Article 26, après le 1er alinéa, 2 alinéas ajoutés par l'article 14 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994
- Article 26, 1er alinéa modifié par l'article 61 de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996
- Article 26, alinéa inséré par l'article 18-V de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001
- Article 26, 5^{ème} alinéa complété par l'article 21 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
- Article 26, avant-dernier alinéa modifié par l'article 46 (1°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016

Art. 26-1. - Les centres de gestion peuvent créer des services de médecine préventive, **de médecine agréée et de contrôle ou** de prévention des risques professionnels, qui sont mis à la disposition des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui en font la demande. **Ces services peuvent également être mutualisés avec les autres versants de la fonction publique.**

- Article 26-1 ajouté par l'article 22 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
- **Article 26-1 modifié par l'article 40- III (1°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**

Art. 26-2. – **Les centres de gestion mettent en place, pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui en font la demande, le dispositif de signalement prévu à l'article 6 quater A de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée.**

- **Article 26-2 inséré par l'article 80-II de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**

Art. 27. - Le centre de gestion coordonnateur prévu à l'article 14 réunit une fois par an au moins une conférence associant les centres de gestion et les représentants des collectivités non affiliées. Cette conférence a pour objet d'assurer une coordination de l'exercice, par eux, de leurs missions en matière d'emploi public territorial et d'organisation des concours de recrutement.

Les délégations régionales ou interdépartementales du Centre national de la fonction publique territoriale ainsi que les organisations syndicales représentatives au niveau national et siégeant au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale participent à cette conférence pour toute question relative à la formation des agents territoriaux.

- Article 27 rétabli par l'article 23-II de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007

Art. 27-1. - Une conférence nationale réunit, au moins une fois par an, l'ensemble des centres de gestion coordonnateurs.

- Article 27-1 ajouté par l'article 24 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007

SECTION IV

| En vigueur jusqu'au prochain renouvellement général des instances dans la fonction publique Loi n° 2019-828 du 6 août 2019- article 94-II | En vigueur en vue du prochain renouvellement général des instances dans la fonction publique Loi n° 2019-828 du 6 août 2019- article 94-II |
|--|---|
| Commissions Administratives Paritaires et Comités techniques et comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail | Commissions administratives paritaires et comités sociaux territoriaux |

Section III renumérotée par l'article 13-I de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
Section IV, intitulé modifié par l'article 19 (1°) de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010
Section IV, intitulé remplacé par l'article 4-II (1°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019

SOUS-SECTION I Commissions Administratives Paritaires

| En vigueur jusqu'au prochain renouvellement général des instances dans la fonction publique Loi n° 2019-828 du 6 août 2019- article 94-IV (2°) | En vigueur en vue du prochain renouvellement général des instances dans la fonction publique Loi n° 2019-828 du 6 août 2019- article 94-IV (2°) |
|--|--|
| Art. 28 - Une commission administrative paritaire est créée pour chaque catégorie A, B, et C de fonctionnaires auprès du centre de gestion auquel est affilié la collectivité ou l'établissement. Toutefois, lorsque l'affiliation n'est pas obligatoire, la collectivité | Art. 28 - Une commission administrative paritaire est créée pour chaque catégorie A, B, et C de fonctionnaires auprès du centre de gestion auquel est affilié la collectivité ou l'établissement. Toutefois, lorsque l'affiliation n'est pas obligatoire, la collectivité |

| <p style="text-align: center;">En vigueur jusqu'au prochain renouvellement général des instances dans la fonction publique Loi n° 2019-828 du 6 août 2019- article 94-IV (2°)</p> | <p style="text-align: center;">En vigueur en vue du prochain renouvellement général des instances dans la fonction publique Loi n° 2019-828 du 6 août 2019- article 94-IV (2°)</p> |
|---|--|
| <p>ou l'établissement peut, à la date de son affiliation se réserver d'assurer lui-même le fonctionnement des commissions, ainsi que l'établissement des listes d'aptitude visées à l'article 39. Lorsqu'il est fait application du troisième alinéa de l'article 26, les commissions administratives paritaires siègent en formation commune.</p> <p>Dans le cas où la collectivité ou l'établissement n'est pas affilié à un centre de gestion, la commission administrative créée pour chaque catégorie de fonctionnaires est placée auprès de la collectivité ou l'établissement. Toutefois, dans le cas où il a été fait application de la dernière phrase du premier alinéa de l'article 15 ci-dessus, il peut être décidé, par délibérations concordantes des organes délibérants de l'établissement public communal et de la commune, de créer auprès de cette dernière une commission administrative paritaire compétente à l'égard des fonctionnaires de la commune et de l'établissement. Les listes d'aptitude prévues à l'article 39, communes à cette collectivité et à cet établissement, sont alors établies par le maire de la commune.</p> <p>Dans le cas où la collectivité ou l'établissement public n'est pas affilié obligatoirement à un centre de gestion, il peut être décidé, par délibérations concordantes des organes délibérants concernés, de créer une commission administrative paritaire compétente à l'égard des fonctionnaires de l'établissement public de coopération intercommunale, de ses communes membres et de leurs établissements publics. Le présent alinéa s'applique à la métropole de Lyon, aux communes situées sur son territoire et à leurs établissements publics.</p> <p>Ces mêmes délibérations définissent l'autorité chargée d'établir les listes d'aptitude prévues à</p> | <p>ou l'établissement peut, à la date de son affiliation se réserver d'assurer lui-même le fonctionnement des commissions, ainsi que l'établissement des listes d'aptitude visées à l'article 39. Lorsqu'il est fait application du troisième alinéa de l'article 26, les commissions administratives paritaires siègent en formation commune.</p> <p>Par dérogation au premier alinéa du présent article, lorsque l'insuffisance des effectifs le justifie, il peut être créé une commission administrative paritaire unique pour plusieurs catégories hiérarchiques.</p> <p>Les fonctionnaires d'une catégorie examinent les questions relatives à la situation individuelle et à la discipline des fonctionnaires relevant de la même catégorie, sans distinction de cadre d'emplois et de grade.</p> <p>La parité numérique entre représentants des collectivités territoriales et représentants du personnel doit être assurée lorsque siège une commission administrative paritaire unique pour plusieurs catégories de fonctionnaires. Au besoin, un tirage au sort des représentants des collectivités territoriales au sein de la commission est effectué si un ou plusieurs représentants du personnel ne sont pas autorisés à examiner des questions relatives à la situation individuelle ou à la discipline de fonctionnaires n'appartenant pas à leur catégorie.</p> <p>Dans le cas où la collectivité ou l'établissement n'est pas affilié à un centre de gestion, la commission administrative créée pour chaque catégorie de fonctionnaires est placée auprès de la collectivité ou l'établissement. Toutefois, dans le cas où il a été fait application de la dernière phrase du premier alinéa de l'article 15 ci-dessus, il peut être décidé, par délibérations concordantes des organes délibérants de l'établissement public communal et de la commune, de créer auprès de cette dernière une commission administrative paritaire compétente à l'égard des fonctionnaires de la commune et de l'établissement. Les listes d'aptitude prévues à l'article 39, communes à cette collectivité et à cet établissement, sont alors établies par le maire de la commune.</p> <p>Dans le cas où la collectivité ou l'établissement public n'est pas affilié obligatoirement à un centre de gestion, il peut être décidé, par délibérations concordantes des organes délibérants concernés, de créer une commission administrative paritaire compétente à l'égard des fonctionnaires de l'établissement public de coopération intercommunale, des communes membres ou d'une partie d'entre elles, et des établissements publics qui leur sont rattachés. Le présent alinéa s'applique à la métropole de Lyon, aux communes situées sur son territoire et à leurs établissements publics.</p> <p>Ces mêmes délibérations définissent l'autorité chargée d'établir les listes d'aptitude prévues à</p> |

| En vigueur jusqu'au prochain renouvellement général des instances dans la fonction publique Loi n° 2019-828 du 6 août 2019- article 94-IV (2°) | En vigueur en vue du prochain renouvellement général des instances dans la fonction publique Loi n° 2019-828 du 6 août 2019- article 94-IV (2°) |
|---|--|
| <p>l'article 39, communes à ces collectivités territoriales et établissements publics.</p> <p>Lorsque les délibérations précitées sont prises par l'organe délibérant d'une collectivité affiliée volontairement à un centre de gestion et ayant confié à ce dernier le fonctionnement des commissions administratives paritaires, la même délibération confie ce fonctionnement à la collectivité ou à l'établissement public auprès duquel est placée la commission administrative paritaire commune. Dans ce seul cas, le dernier alinéa de l'article 15 ne s'applique pas.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Article 28 remplacé par l'article 20 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987 - Article 28 modifié par l'article 16 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994 - Article 28, 1^{er} alinéa complété par l'article 25 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 - Article 28 modifié par l'article 49 (2°) de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 - Article 28, 3 alinéas ajoutés par l'article 119 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 | <p>l'article 39, communes à ces collectivités territoriales et établissements publics.</p> <p>Lorsque les délibérations précitées sont prises par l'organe délibérant d'une collectivité affiliée volontairement à un centre de gestion et ayant confié à ce dernier le fonctionnement des commissions administratives paritaires, la même délibération confie ce fonctionnement à la collectivité ou à l'établissement public auprès duquel est placée la commission administrative paritaire commune. Dans ce seul cas, le dernier alinéa de l'article 15 ne s'applique pas.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Article 28 remplacé par l'article 20 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987 - Article 28 modifié par l'article 16 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994 - Article 28, 1^{er} alinéa complété par l'article 25 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 - Article 28 modifié par l'article 49 (2°) de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 - Article 28, 3 alinéas ajoutés par l'article 119 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 - Article 28, 3 alinéas insérés après le 1^{er} alinéa et 3^{ème} alinéa (ancien) modifié par l'article 10-III (1°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 |

Art. 29 - Les représentants des collectivités et établissements sont désignés par l'autorité territoriale, qui est, selon le cas, le maire, le président du conseil départemental, le président du conseil régional, le président de l'établissement public concerné ou le directeur des caisses de crédit municipal ou le directeur général des offices publics de l'habitat à l'égard des agents relevant de la présente loi.

Lorsque la commission administrative paritaire est placée auprès d'un centre de gestion, les représentants de l'autorité territoriale sont désignés par les élus locaux membres du conseil d'administration du centre de gestion.

Le président de la commission peut désigner le directeur général des services ou son représentant ou, lorsque la commission administrative paritaire est placée auprès d'un centre de gestion, le directeur général du centre de gestion ou son représentant pour l'assister lors de la réunion de la commission administrative paritaire.

Les membres représentant le personnel sont élus au scrutin de liste avec représentation proportionnelle dans les conditions définies à l'article 9 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

5^{ème} à 10^{ème} alinéas supprimés

Les commissions administratives paritaires désignent leurs représentants pour siéger en formation commune en application de la troisième phrase du premier alinéa de l'article 28.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article. Il détermine notamment le nombre de membres titulaires et suppléants des commissions paritaires, la durée de leur mandat, les conditions de leur remplacement, les modalités de l'élection des représentants du personnel et de désignation des représentants des collectivités et établissements.

- Article 29, 3^{ème} alinéa modifié par l'article 42 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984
- Article 29, modifié par l'article 17 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994
- Article 29 modifié par l'article 94-II de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996
- Article 29, 1^{er} alinéa modifié par l'article 3 (2°) de l'ordonnance n° 2007-137 du 1^{er} février 2007
- Article 29, alinéa inséré par l'article 28 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
- Article 29, 4^{ème} alinéa remplacé, 5^{ème} à 10^{ème} alinéas supprimés par l'article 14 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010
- Article 29, 1^{er} alinéa modifié par l'article 1^{er} (1°) de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013

| Dispositions applicables à l'élaboration des décisions individuelles prises au titre des années 2019 et 2020 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019- article 94-IV | Dispositions applicables à l'élaboration des décisions individuelles prises au titre des années 2021 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019- article 94-IV |
|---|--|
| <p>Art. 30 - Les commissions administratives paritaires connaissent des refus de titularisation. Elles connaissent des questions d'ordre individuel résultant de l'application, notamment, des articles 25 septies et 25 octies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et des articles 39, 52, 60, 61, 62, 64, 67, *, 72, 76, 78, 80, 82 à 84, 89 à 91, 93, 96 et 97 de la présente loi.</p> <p>- Article 30 modifié par l'article 43-XIV de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987 - Article 30, modifié par l'article 18 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994 - Article 30 modifié par l'article 19-IV de la loi n° 2007-148 du 2 février 2007 - Article 30 modifié par les articles 10-II-C et 70-II (1°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016</p> | <p>Art. 30 - La commission administrative paritaire examine les décisions individuelles mentionnées aux articles 46, 60, 72, 76, 89, 93 et 96 ainsi que celles déterminées par décret en Conseil d'État.</p> <p>Pour l'établissement des listes d'aptitudes prévues à l'article 39, le président du centre de gestion peut se faire assister du collège composé des représentants des employeurs des collectivités affiliées.</p> <p>Les agents peuvent choisir un représentant désigné par l'organisation syndicale représentative de leur choix pour les assister dans l'exercice des recours administratifs contre les décisions individuelles défavorables prises au titre des articles 39, 52, 78-1 et 79. À leur demande, les éléments relatifs à leur situation individuelle au regard de la réglementation en vigueur et des lignes directrices de gestion leur sont communiqués.</p> <p>- Article 30 modifié par l'article 43-XIV de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987 - Article 30, modifié par l'article 18 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994 - Article 30 modifié par l'article 19-IV de la loi n° 2007-148 du 2 février 2007 - Article 30 modifié par les articles 10-II-C et 70-II (1°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 - Article 30 remplacé par l'article 10-III (2°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019</p> |

Art. 31 - Les commissions administratives paritaires sont présidées par l'autorité territoriale.

Lorsqu'elles siègent en tant que conseil de discipline elles sont présidées par un magistrat de l'ordre administratif, en activité ou honoraire, désigné par le président du tribunal administratif dans le ressort duquel est situé le siège du conseil de discipline.

Les règles de fonctionnement des commissions administratives paritaires sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

- Article 31 modifié par l'article 21 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 31, 2^{ème} alinéa modifié par l'article 19 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994

Loi n° 2019-828 du 6 août 2019- article 94-II-A

II. - A. - Les articles 4, 8 et 12 entrent en vigueur en vue du prochain renouvellement général des instances dans la fonction publique.

Par dérogation au premier alinéa du présent A, à compter de la publication des dispositions réglementaires prises en application de la présente loi et jusqu'au prochain renouvellement général de ces instances :

1° Les comités techniques sont seuls compétents pour examiner l'ensemble des questions afférentes aux projets de réorganisation de service ;

2° Les comités techniques et les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail peuvent être réunis conjointement pour l'examen des questions communes. Dans ce cas, l'avis rendu par la formation conjointe se substitue à ceux du comité technique et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ;

3° Les comités techniques sont compétents pour l'examen des lignes directrices mentionnées à l'article 30 et du plan d'action mentionné à l'article 80.

| <p align="center">En vigueur jusqu'au prochain renouvellement général des instances dans la fonction publique Loi n° 2019-828 du 6 août 2019- article 94-II-A</p> | <p align="center">En vigueur en vue du prochain renouvellement général des instances dans la fonction publique Loi n° 2019-828 du 6 août 2019- article 94-II-A</p> |
|--|--|
| <p align="center">SOUS-SECTION II Comités Techniques</p> <p>Sous-section 2, intitulé modifié par l'article 19 (2°) de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010</p> <p>Art. 32 - Un comité technique est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents, ainsi qu'auprès de chaque centre de gestion pour les collectivités et établissements affiliés employant moins de cinquante agents. Il en est de même pour les centres de gestion visés respectivement aux articles 17 et 18. Toutefois, il peut être décidé, par délibérations concordantes des organes délibérants d'une collectivité territoriale et d'un ou plusieurs établissements publics rattachés à cette collectivité, de créer un comité technique compétent à l'égard des agents de la collectivité et de l'établissement ou des établissements, à condition que l'effectif global concerné soit au moins égal à cinquante agents.</p> <p>Il peut être également décidé, par délibérations concordantes des organes délibérants d'une communauté de communes, d'une communauté d'agglomération, d'une métropole ou d'une communauté urbaine et de l'ensemble ou d'une partie des communes membres à cette communauté, de créer un comité technique compétent pour tous les agents desdites collectivités lorsque l'effectif global concerné est au moins égal à cinquante agents.</p> <p>Un établissement public de coopération intercommunale et le centre intercommunal d'action sociale qui lui est rattaché peuvent, par délibérations concordantes, créer un comité technique compétent pour tous les agents desdits établissements lorsque l'effectif global concerné est au moins égal à cinquante agents.</p> <p>Un établissement public de coopération intercommunale mentionné au deuxième alinéa, le centre intercommunal d'action sociale rattaché, ses communes membres et leurs établissements publics peuvent, par délibérations concordantes, créer un comité technique compétent pour tous les agents desdites collectivités et desdits établissements lorsque l'effectif global concerné est au moins égal à cinquante agents.</p> | <p align="center">SOUS-SECTION II Comités sociaux territoriaux</p> <p>Sous-section 2, intitulé modifié par l'article 19 (2°) de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 Sous-section II remplacée par l'article 4-II (2°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019</p> <p>Art. 32. - Un comité social territorial est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents ainsi qu'auprès de chaque centre de gestion pour les collectivités et établissements affiliés employant moins de cinquante agents. Il en est de même pour les centres de gestion mentionnés aux articles 17 et 18. Toutefois, il peut être décidé, par délibérations concordantes des organes délibérants d'une collectivité territoriale et d'un ou plusieurs établissements publics rattachés à cette collectivité, de créer un comité social territorial compétent à l'égard des agents de la collectivité et de l'établissement ou des établissements, à condition que l'effectif global concerné soit au moins égal à cinquante agents.</p> <p>Il peut être également décidé, par délibérations concordantes des organes délibérants d'un établissement public de coopération intercommunale, de l'ensemble ou d'une partie des communes membres et de l'ensemble ou d'une partie des établissements publics qui leur sont rattachés, de créer un comité social territorial compétent pour tous les agents de ces collectivités et établissements publics lorsque l'effectif global concerné est au moins égal à cinquante agents. Le présent alinéa s'applique à la métropole de Lyon, aux communes situées sur son territoire et à leurs établissements publics.</p> <p>Les agents employés par les centres de gestion relèvent des comités sociaux territoriaux créés dans ces centres.</p> <p>En outre, un comité social territorial peut être institué par décision de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement dans les services ou groupes de services dont la nature ou l'importance le justifient.</p> <p>Les comités sociaux territoriaux sont présidés par l'autorité territoriale ou son représentant, qui ne peut être qu'un élu local.</p> <p>Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent article.</p> |
| <p align="right">- Article 32, 6^{ème} alinéa modifié par l'article 43 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984</p> | |

| <p align="center">En vigueur jusqu'au prochain renouvellement général des instances dans la fonction publique Loi n° 2019-828 du 6 août 2019- article 94-II-A</p> | <p align="center">En vigueur en vue du prochain renouvellement général des instances dans la fonction publique Loi n° 2019-828 du 6 août 2019- article 94-II-A</p> |
|---|--|
| <p>Le quatrième alinéa s'applique à la métropole de Lyon, aux communes situées sur son territoire et à leurs établissements publics.</p> <p align="center">Supprimé</p> <p>Les agents employés par les centres de gestion * relèvent des comités techniques créés dans ces centres.</p> <p>En outre, un comité technique peut être institué par décision de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement dans les services ou groupe de services dont la nature ou l'importance le justifie.</p> <p>Les comités techniques comprennent des représentants de la collectivité ou de l'établissement et des représentants du personnel. L'avis du comité technique est rendu lorsqu'ont été recueillis, d'une part, l'avis des représentants du personnel et, d'autre part, si une délibération le prévoit, l'avis des représentants de la collectivité ou de l'établissement.</p> <p>Les membres représentant le personnel sont élus au scrutin de liste avec représentation proportionnelle dans les conditions définies à l'article 9 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée.</p> <p>Les comités techniques sont présidés par l'autorité territoriale ou son représentant, qui ne peut être qu'un élu local.</p> <p>Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article.</p> | <p>- Article 32 modifié par l'article 43-XVI de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987</p> <p>- Article 32, 1^{er} alinéa modifié et complété par l'article 20 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994</p> <p>- Article 32 modifié par l'article 94-II de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996</p> <p>- Article 32, 2 alinéas insérés par l'article 29 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007</p> <p>- Article 32 modifié par les articles 15 et 19 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010</p> <p>- Article 32, 2^{ème} alinéa complété par les articles 17-VI et 66-II de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010</p> <p>- Article 32, 2^{ème} alinéa modifié et 4^{ème} alinéa remplacé par deux alinéas par l'article 120 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015</p> <p align="center">- - Article 32 remplacé par l'article 4-II (2°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019</p> <p>Art. 32-1. - I. - Dans les collectivités territoriales et les établissements publics employant deux cents agents au moins, une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail est instituée au sein du comité social territorial.</p> <p align="center">En dessous de ce seuil, cette formation peut être créée par décision de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement concerné lorsque des risques professionnels particuliers le justifient.</p> <p align="center">Cette formation est créée dans chaque service départemental d'incendie et de secours par décision de l'organe délibérant, sans condition d'effectifs.</p> <p align="center">II. - Une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail peut être créée, par décision de l'organe délibérant des collectivités ou établissements mentionnés à l'article 2, en complément de celle prévue au I du présent article, pour une partie des services de la collectivité ou de l'établissement, lorsque l'existence de risques professionnels particuliers le justifie.</p> <p align="center">Cette formation exerce alors les attributions en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail mentionnées au 5° de l'article 33 pour le périmètre du site du ou des services concernés, sauf lorsque ces questions se posent dans le cadre de projets de réorganisation de services examinés directement par le comité social territorial au titre du 1° du même article 33.</p> <p align="center">- Article 32-1 ajouté par l'article 4-II (2°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019</p> |
| <p>Art. 33 - Les comités techniques sont consultés pour avis sur les questions relatives :</p> <p>1° A l'organisation et au fonctionnement des services ;</p> <p>2° Aux évolutions des administrations ayant un impact sur les personnels ;</p> <p>3° Aux grandes orientations relatives aux effectifs, emplois et compétences ;</p> <p>4° Aux grandes orientations en matière de politique indemnitaire et de critères de</p> | <p>Art. 33. - Les comités sociaux territoriaux connaissent des questions relatives :</p> <p align="center">1° À l'organisation, au fonctionnement des services et aux évolutions des administrations ;</p> |

| <p style="text-align: center;">En vigueur jusqu'au prochain renouvellement général des instances dans la fonction publique Loi n° 2019-828 du 6 août 2019- article 94-II-A</p> | <p style="text-align: center;">En vigueur en vue du prochain renouvellement général des instances dans la fonction publique Loi n° 2019-828 du 6 août 2019- article 94-II-A</p> |
|---|--|
| <p>répartition y afférents ;</p> <p>5° A la formation, à l'insertion et à la promotion de l'égalité professionnelle ;</p> <p>6° Aux sujets d'ordre général intéressant l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail.</p> <p>Les comités techniques sont également consultés sur les aides à la protection sociale complémentaire, lorsque la collectivité territoriale ou l'établissement public en a décidé l'attribution à ses agents, ainsi que sur l'action sociale.</p> <p>Les incidences des principales décisions à caractère budgétaire sur la gestion des emplois font l'objet d'une information des comités techniques. Les modalités de mise en œuvre du service civique font l'objet d'une information annuelle des comités techniques.</p> <p>L'autorité territoriale présente au moins tous les deux ans au comité technique un rapport sur l'état de la collectivité, de l'établissement ou du service auprès duquel il a été créé. Ce rapport indique les moyens budgétaires et en personnel dont dispose cette collectivité, cet établissement ou ce service. Il dresse notamment le bilan des recrutements et des avancements, des actions de formation, des demandes de travail à temps partiel. Il rend compte des conditions dans lesquelles la collectivité ou l'établissement respecte ses obligations en matière de droit syndical. Il présente des données relatives aux cas et conditions de recrutement, d'emploi et d'accès à la formation des agents contractuels. La présentation de ce rapport donne lieu à un débat.</p> <p>A partir des éléments contenus dans le rapport sur l'état de la collectivité, une négociation est conduite entre l'autorité territoriale et les organisations syndicales afin de promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes en matière de recrutement, de rémunération, de formation, de promotion et de mobilité. L'autorité territoriale arrête un plan pluriannuel pour l'égal accès des femmes et des hommes aux emplois d'encadrement supérieur de la fonction publique territoriale, qui est soumis au comité technique.</p> <p>Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article.</p> <p>- Article 33, avant-dernier alinéa ajouté par l'article 21 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994 - Article 33, alinéa ajouté par l'article 75 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 - Article 33 modifié par les articles 30 et 69de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 - Article 33, 1^{er} à 8^{ème} alinéas remplacés par 9 alinéas par l'article 16 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 - Article 33, 9^{ème} et 10^{ème} alinéas (anciens) modifiés par l'article 19 (3°) de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010</p> | <p>1° bis À l'accessibilité des services et à la qualité des services rendus ;</p> <p>2° Aux orientations stratégiques sur les politiques de ressources humaines ;</p> <p>3° Aux lignes directrices de gestion en matière de promotion et valorisation des parcours professionnels. La mise en œuvre des lignes directrices de gestion fait l'objet d'un bilan, sur la base des décisions individuelles, devant le comité social ;</p> <p>3° bis Aux enjeux et aux politiques d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations ;</p> <p>4° Aux orientations stratégiques en matière de politique indemnitaire et d'action sociale ainsi qu'aux aides à la protection sociale complémentaire ;</p> <p>5° À la protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène, à la sécurité des agents dans leur travail, à l'organisation du travail, au télétravail, aux enjeux liés à la déconnexion et aux dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, à l'amélioration des conditions de travail et aux prescriptions légales y afférentes ;</p> <p>6° Aux autres questions prévues par décret en Conseil d'État.</p> <p>Le rapport présenté pour avis au comité social territorial, en application de l'article 9 bis A de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée, indique les moyens budgétaires et en personnel dont dispose la collectivité, l'établissement ou le service concerné.</p> <p>Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent article.</p> <p>- Article 33, avant-dernier alinéa ajouté par l'article 21 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994 - Article 33, alinéa ajouté par l'article 75 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 - Article 33 modifié par les articles 30 et 69de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 - Article 33, 1^{er} à 8^{ème} alinéas remplacés par 9 alinéas par l'article 16 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 - Article 33, 9^{ème} et 10^{ème} alinéas (anciens) modifiés par l'article 19 (3°) de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 - Article 33, 10^{ème} alinéa remplacé par l'article 43 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 - Article 33, 10^{ème} alinéa modifié par l'article 46 (1°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 - Article 33, 9^{ème} alinéa complété pat l'article 20-II de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 - Article 33 remplacé par l'article 4-II (2°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019</p> <p>Art. 33-1. – I. – La formation spécialisée prévue à l'article 32-1 est chargée d'exercer les attributions énoncées au 5° de l'article 33, sauf lorsque ces questions se posent dans le cadre de projets de réorganisation de services examinés par le</p> |

| <p style="text-align: center;">En vigueur jusqu'au prochain renouvellement général des instances dans la fonction publique Loi n° 2019-828 du 6 août 2019- article 94-II-A</p> | <p style="text-align: center;">En vigueur en vue du prochain renouvellement général des instances dans la fonction publique Loi n° 2019-828 du 6 août 2019- article 94-II-A</p> |
|---|--|
| <p>- Article 33, 10^{ème} alinéa remplacé par l'article 43 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 - Article 33, 10^{ème} alinéa modifié par l'article 46 (1°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 - Article 33, 9^{ème} alinéa complété par l'article 20-II de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017</p> | <p>comité social territorial au titre du 1° du même article 33.</p> <p>La formation spécialisée ou, à défaut, le comité est réuni par son président à la suite de tout accident mettant en cause l'hygiène ou la sécurité ou qui aurait pu entraîner des conséquences graves.</p> <p>II. – Les collectivités territoriales et leurs établissements publics accordent à chacun des représentants des organisations syndicales membre du comité social territorial ou, le cas échéant, de la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et des conditions de travail, un crédit de temps syndical nécessaire à l'exercice de son mandat. Dans les collectivités territoriales et les établissements publics de moins de cinquante agents, ce crédit de temps syndical est attribué aux représentants du personnel siégeant au comité social territorial dont ces collectivités et établissements publics relèvent.</p> <p>III. – Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent article.</p> <p>- Article 33-1 remplacé par l'article 4-II (2°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019</p> <p>Art. 33-2. – I. – Les comités sociaux territoriaux mentionnés à l'article 32 ainsi que les formations spécialisées mentionnées à l'article 32-1 comprennent des représentants de la collectivité territoriale ou de l'établissement public et des représentants du personnel. L'avis des comités sociaux territoriaux et des formations spécialisées est rendu lorsqu'ont été recueillis, d'une part, l'avis des représentants du personnel et, d'autre part, si une délibération le prévoit, l'avis des représentants de la collectivité ou de l'établissement.</p> <p>II. – Les représentants du personnel siégeant aux comités sociaux territoriaux sont élus dans les conditions définies à l'article 9 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée.</p> <p>III. – Les représentants du personnel titulaires de la formation spécialisée prévue au I de l'article 32-1 de la présente loi sont désignés parmi les représentants du personnel, titulaires ou suppléants, du comité social territorial. Les suppléants de la formation spécialisée sont désignés librement par les organisations syndicales siégeant au comité social territorial.</p> <p>IV. – Les représentants du personnel siégeant au sein des formations spécialisées prévues au II de l'article 32-1 sont désignés par les organisations syndicales soit proportionnellement au nombre de voix obtenues aux élections du ou des comités sociaux territoriaux, soit après une consultation du personnel.</p> |

| | |
|--|---|
| <p>En vigueur jusqu'au prochain renouvellement général des instances dans la fonction publique Loi n° 2019-828 du 6 août 2019- article 94-II-A</p> | <p>En vigueur en vue du prochain renouvellement général des instances dans la fonction publique Loi n° 2019-828 du 6 août 2019- article 94-II-A</p> |
| <p>-- Article 33-2 ajouté par l'article 4-II (2°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019</p> | |

| |
|---|
| <p>En vigueur à compter du 1^{er} janvier 2021 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 5-VII</p> |
| <p>Art.33-3. – Le rapport social unique prévu à l'article 9 bis A de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée est présenté à l'assemblée délibérante, après avis du comité social territorial.</p> |
| <p>- Article 33-3 ajouté par l'article 5-II (1°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019</p> |

| | |
|--|--|
| <p>En vigueur jusqu'au prochain renouvellement général des instances dans la fonction publique Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-II-E</p> | <p>En vigueur lors du prochain renouvellement général des instances dans la fonction publique Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-II-E</p> |
| <p>Sous-section 3</p> | <p>Sous-section 3</p> |
| <p>Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail Sous-section 3 ajoutée par l'article 18 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010</p> <p>Art. 33-1.-I. - Un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail est créé dans les mêmes conditions que celles prévues pour les comités techniques par les premier à quatrième alinéas de l'article 32. Dans les collectivités territoriales et les établissements publics de moins de cinquante agents, les missions du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail sont exercées par le comité technique dont relèvent ces collectivités et établissements.</p> <p>Si l'importance des effectifs et la nature des risques professionnels le justifient, des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail locaux ou spéciaux sont créés par décision de l'organe délibérant des collectivités ou établissements mentionnés à l'article 2. Ils peuvent également être créés si l'une de ces deux conditions est réalisée.</p> <p>En application de l'article 67 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile, un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail est créé dans chaque service départemental d'incendie et de secours par décision de l'organe délibérant, sans condition d'effectifs.</p> <p>II. - Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail a pour mission :</p> <p>1° De contribuer à la protection de la santé physique et mentale et de la sécurité des agents dans leur travail et à l'amélioration des conditions de travail ;</p> <p>2° De veiller à l'observation des prescriptions légales prises en ces matières.</p> <p>Le comité est réuni par son président à la suite de tout accident mettant en cause l'hygiène ou la</p> | <p>Dispositions en cas de fusion de collectivités territoriales ou d'établissements publics Sous-section 3 ajoutée par l'article 18 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010</p> <p style="text-align: center;">Sous-section 3 remplacée par l'article 13 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019</p> <p>Art. 33-4. - Il est procédé à de nouvelles élections, au plus tard à l'issue d'un délai d'un an à compter de la création d'une nouvelle collectivité territoriale ou d'un nouvel établissement public issu d'une fusion, sauf si des élections générales sont organisées dans ce délai pour la désignation des représentants du personnel aux instances consultatives de la nouvelle collectivité territoriale ou du nouvel établissement public.</p> <p>Les élections prévues au premier alinéa ne sont pas organisées lorsque l'ensemble des conditions suivantes sont réunies :</p> <p>a) La fusion ne concerne que des collectivités territoriales et établissements publics dont les comités sociaux territoriaux, les commissions administratives paritaires et, le cas échéant, les commissions consultatives paritaires sont placées auprès du même centre de gestion ;</p> <p>b) La collectivité territoriale ou l'établissement public issu de cette fusion voit ses mêmes instances dépendre du même centre de gestion.</p> <p>Dans l'attente des élections anticipées prévues au même premier alinéa :</p> <p>1° Les commissions administratives paritaires compétentes pour les fonctionnaires de la nouvelle collectivité territoriale ou du nouvel établissement public sont composées des commissions administratives paritaires des anciennes collectivités territoriales ou anciens établissements publics existant à la date de la fusion. Ces commissions siègent en formation commune ;</p> |

| En vigueur jusqu'au prochain renouvellement général des instances dans la fonction publique Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-II-E | En vigueur lors du prochain renouvellement général des instances dans la fonction publique Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-II-E |
|---|--|
| <p>sécurité ou ayant pu entraîner des conséquences graves.</p> <p>III. - Le comité comprend des représentants de la collectivité territoriale ou de l'établissement public désignés par l'autorité territoriale auprès de laquelle il est placé, et des représentants désignés par les organisations syndicales. L'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail est rendu lorsqu'ont été recueillis, d'une part, l'avis des représentants des organisations syndicales et, d'autre part, si une délibération le prévoit, l'avis des représentants de la collectivité ou de l'établissement.</p> <p>III bis. - Les collectivités territoriales et leurs établissements publics accordent à chacun des représentants des organisations syndicales au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail un crédit de temps syndical nécessaire à l'exercice de son mandat. Dans les collectivités territoriales et les établissements publics de moins de cinquante agents, ce crédit de temps syndical est attribué aux représentants du personnel siégeant au comité technique dont ces collectivités et établissements publics relèvent en application du I.</p> <p>IV. - Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article.</p> <p>- Article 33-1 ajouté par l'article 18 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 - Article 33-1, III bis ajouté par l'article 72 (2°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016</p> | <p>2° Les commissions consultatives paritaires compétentes pour les agents contractuels de la nouvelle collectivité territoriale ou du nouvel établissement public sont composées des commissions consultatives paritaires des anciennes collectivités territoriales ou anciens établissements publics existant à la date de la fusion. Ces commissions siègent en formation commune ;</p> <p>3° Le comité social territorial compétent pour la nouvelle collectivité territoriale ou le nouvel établissement public est composé du comité social territorial des collectivités territoriales et anciens établissements publics existant à la date de la fusion ; il siège en formation commune ;</p> <p>3° bis Lorsque les agents d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public fusionné dépendent de commissions administratives paritaires et de commissions consultatives paritaires rattachées à des centres de gestion, celles-ci demeurent compétentes à leur égard. À défaut d'un comité social territorial rattaché à une des collectivités territoriales ou un des établissements publics fusionnés, celui du centre de gestion demeure compétent pour la collectivité territoriale ou l'établissement public issu de la fusion ;</p> <p>4° Les droits syndicaux constatés à la date de la fusion sont maintenus.</p> <p>Article 33-4 ajouté par l'article 13 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019</p> <p>Art. 33-1. - Abrogé - Article 33-1 ajouté par l'article 18 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 - Article 33-1, III bis ajouté par l'article 72 (2°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 - Article 33-1 abrogé par l'article 13 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019</p> |

CHAPITRE II BIS

Lignes directrices de gestion

Chapitre II bis inséré par l'article 14-II (1°) I de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019

L'article 33-5, en tant qu'il concerne les compétences des commissions administratives paritaires en matière de promotion et d'avancement ainsi que les lignes directrices de gestion qui fixent les orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours, s'applique en vue de l'élaboration des décisions individuelles prises au titre de l'année 2021.

Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 94-VIII, 2^{ème} alinéa

Art. 33-5. - Dans chaque collectivité et établissement public, des lignes directrices de gestion sont arrêtées par l'autorité territoriale, après avis du comité social territorial. Les lignes directrices de gestion déterminent la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines dans chaque collectivité et établissement public, notamment en matière de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences. Les lignes

directrices de gestion fixent, sans préjudice du pouvoir d'appréciation de l'autorité compétente en fonction des situations individuelles, des circonstances ou d'un motif d'intérêt général, les orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours. L'autorité territoriale communique ces lignes directrices de gestion aux agents.

S'agissant des lignes directrices de gestion relatives à la promotion interne, le président du centre de gestion définit un projet qu'il transmet, après avis de son propre comité social territorial, aux collectivités et établissements obligatoirement affiliés employant au moins cinquante agents ainsi qu'aux collectivités et établissements volontairement affiliés qui ont confié au centre de gestion l'établissement des listes d'aptitude, pour consultation de leur comité social territorial dans le délai fixé par voie réglementaire. À défaut de transmission d'avis au président du centre de gestion dans le délai imparti, les comités sociaux territoriaux sont réputés avoir émis un avis favorable. À l'issue de cette consultation, le président du centre de gestion arrête les lignes directrices de gestion. Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application du présent alinéa.

- Article 33-5 inséré par l'article 30-II (1°) I de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019

CHAPITRE III

ACCES A LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Art. 34 - Les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

La délibération précise le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé. Elle indique, le cas échéant, si l'emploi peut également être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article 3-3. Dans ce cas, le motif invoqué, la nature des fonctions, les niveaux de recrutement et de rémunération de l'emploi créé sont précisés.

Aucune création d'emploi ne peut intervenir si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant ne le permettent.

- Article 34, 1^{er} alinéa complété par l'article 22 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994

- Article 34, 1^{er} alinéa modifié par l'article 14-II de la loi n° 2005-843 du 26 juillet 2005

- Article 34, 1^{er} alinéa remplacé par deux alinéas par l'article 44 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012

Art. 35 - Aucun candidat * ne peut être écarté, en raison de son handicap, d'un concours ou d'un emploi de la fonction publique, sauf si son handicap a été déclaré incompatible avec la fonction postulée à la suite de l'examen médical destiné à évaluer son aptitude à l'exercice de sa fonction, réalisé en application des dispositions du 5° de l'article 5 ou du 4° de l'article 5 bis du titre Ier du statut général des fonctionnaires.

Les conditions d'aptitude physique mentionnées au 5° de l'article 5 du titre Ier du statut général des fonctionnaires sont fixées par décret en Conseil d'État.

Les limites d'âge supérieures fixées pour l'accès aux emplois des collectivités et établissements ne sont pas opposables aux personnes visées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 5212-13 du code du travail.

Les personnes qui ne relèvent plus de l'une des catégories mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° du même article L. 5212-13 peuvent bénéficier d'un recul des limites d'âge susvisées égal à la durée des traitements et soins qu'elles ont eu à subir lorsqu'elles relevaient de l'une de ces catégories. Cette durée ne peut excéder cinq ans.

Des dérogations aux règles normales de déroulement des concours, des procédures de recrutement et des examens sont prévues afin d'adapter la durée et le fractionnement des épreuves à la situation des candidats mentionnés au premier alinéa du présent article ou de leur apporter les aides humaines et techniques nécessaires précisées par eux préalablement au déroulement des épreuves. Des temps de repos suffisants sont accordés à ces candidats entre deux épreuves successives, de manière à leur permettre de composer dans des conditions compatibles avec leur situation. Les conditions d'application de ces dérogations sont fixées par décret en Conseil d'État.

Les **agents publics en situation de handicap** relevant de l'une des catégories mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 5212-13 du code du travail bénéficient des aménagements prévus à l'article 6 sexies du titre Ier du statut général des fonctionnaires.

- Article 35 remplacé par l'article 33-1° de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005

- Article 35, 3^{ème}, 4^{ème} et dernier alinéas modifiés par l'article 65-II de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016

- Article 35, 1^{er} alinéa modifié, avant-dernier alinéa remplacé et dernier alinéa modifié par l'article 92-III de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019

| En vigueur jusqu'au 31 décembre 2020 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 5-VII | Abrogé à compter du 1 ^{er} janvier 2021 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 5-VII |
|--|---|
| <p>Art. 35 bis. - Le rapport prévu au dernier alinéa de l'article L. 323-2 du code du travail est présenté à l'assemblée délibérante après avis du comité technique.</p> <p>- Article 35 bis ajouté remplacé par l'article 33-2° de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005</p> <p>- Article 35 bis modifié par l'article 19 (3°) de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010</p> <p>- Article 35 bis modifié par l'article 65-III de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016</p> | <p>Art. 35 bis. – Abrogé à compter du 1er janvier 2021</p> <p>- Article 35 bis ajouté remplacé par l'article 33-2° de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005</p> <p>- Article 35 bis modifié par l'article 19 (3°) de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010</p> <p>- Article 35 bis modifié par l'article 65-III de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016</p> <p>- Article 35 bis abrogé par l'article 5-II (2°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019</p> |

Art. 36 - Les fonctionnaires sont recrutés par voie de concours organisés suivant l'une au moins des modalités ci-après des modalités ci-après ou suivant l'une et l'autre de ces modalités :

1° Des concours ouverts aux candidats justifiant de certains diplômes ou de l'accomplissement de certaines études.

Supprimé

Lorsqu'une condition de diplôme est requise, les candidats disposant d'une expérience professionnelle conduisant à une qualification équivalente à celle sanctionnée par le diplôme requis peuvent, lorsque la nature des fonctions le justifie, être admis à se présenter à ces concours. Un décret en Conseil d'Etat précise la durée de l'expérience professionnelle prise en compte en fonction de la nature et du niveau des diplômes requis.

2° Des concours sur épreuves réservés aux fonctionnaires territoriaux, aux militaires et dans des conditions prévues par les statuts particuliers, aux agents des collectivités territoriales, aux agents permanents de droit public relevant du Territoire exerçant leurs fonctions sur le territoire des îles Wallis et Futuna et aux fonctionnaires et agents de l'Etat et des établissements publics, aux agents permanents de droit public relevant de l'Etat ou des circonscriptions territoriales exerçant leurs fonctions sur le territoire des îles Wallis et Futuna ainsi qu'aux magistrats, en activité, en détachement, en congé parental ou accomplissant le service national, ainsi qu'aux candidats en fonctions dans une organisation internationale intergouvernementale. Les candidats à ces concours devront avoir accompli une certaine durée de services publics et, le cas échéant, reçu une certaine formation. Pour l'application de cette disposition, les services accomplis au sein des organisations internationales intergouvernementales sont assimilés à des services publics.

Ces concours sont également ouverts aux candidats qui justifient d'une durée de services accomplis dans une administration, un organisme ou un établissement d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen autres que la France dont les missions sont comparables à celles des administrations et des établissements publics dans lesquels les fonctionnaires civils mentionnés à l'article 2 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée exercent leurs fonctions, et qui ont, le cas échéant, reçu dans l'un de ces Etats une formation équivalente à celle requise par les statuts particuliers pour l'accès aux cadres d'emplois considérés.

3° Un troisième concours ouvert, dans les conditions fixées par les statuts particuliers, aux candidats justifiant de l'exercice, pendant une durée déterminée, d'une ou de plusieurs activités professionnelles, quelle qu'en soit la nature, d'un ou de plusieurs mandats de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale ou d'une ou de plusieurs activités en qualité de responsable, y compris bénévole, d'une association. La durée de ces activités ou mandats ne peut être prise en compte que si les intéressés n'avaient pas, lorsqu'ils les exerçaient, la qualité de fonctionnaire, de magistrat, de militaire ou d'agent public. Toutefois, cette règle ne fait pas obstacle à ce que les activités syndicales des candidats soumis à l'article 23 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires soient prises en compte pour l'accès à ces concours. Les statuts particuliers fixent la durée des activités requises. Ces concours sont organisés sur épreuves.

La durée du contrat d'apprentissage et celle du contrat de professionnalisation sont décomptées dans le calcul de la durée d'activité professionnelle exigée pour se présenter aux concours prévus au premier alinéa du présent 3°.

* Les concours mentionnés aux 1°, 2° et 3° et les concours et examens professionnels définis aux articles 39 et 79 peuvent être organisés sur épreuves, ou consister en une sélection opérée par le jury au vu soit des titres, soit des titres et travaux des candidats. Cette sélection est complétée par un entretien oral avec le jury et, le cas échéant, par des épreuves complémentaires.

Les matières, les programmes et les modalités de déroulement des concours mentionnés aux 1°,

2° et 3° sont fixés à l'échelon national par la voie réglementaire. Ces concours tiennent compte des responsabilités et capacités requises ainsi que des rémunérations correspondant aux cadres d'emplois, emplois ou corps auxquels ils donnent accès. Les épreuves de ces concours peuvent tenir compte de l'expérience professionnelle des candidats quelle qu'elle soit, y compris sous la forme d'un service civique accompli dans les conditions fixées à l'article L. 120-1 du code du service national, en relation avec les fonctions auxquelles destine le concours ou consister en une mise en situation professionnelle. Les acquis de l'expérience professionnelle peuvent également être présentés en complément des titres ou des titres et travaux dans le cas des sélections qui en font usage.

Lorsque plusieurs centres de gestion organisent un concours permettant l'accès à un emploi d'un même grade dont les épreuves ont lieu simultanément, les candidats ne peuvent pas figurer sur plusieurs listes des admis à participer, quelles que soient les modalités d'accès au concours prévues aux 1° à 3° du présent article. Les modalités d'application du présent alinéa sont précisées par décret

- Article 36 modifié par l'article 22 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 36, 2° modifié par l'article 19-I de la loi n° 94-629 du 25 juillet 1994
- Article 36, 3^{ème} alinéa modifié par l'article 78 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999
- Article 36 complété par deux alinéas par l'article 18-VI de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001
- Article 36, 1° complété par l'article 18-VIII de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001
- Article 36 modifié par l'article 31 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
- Article 36, 2°, alinéa ajouté par l'article 26-II de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009
- Article 36, 2° modifié par l'article 20 de la loi n° 2015-917 du 28 juillet 2015
- Article 36, 2° complété par l'article 2015-1268 du 14 octobre 2015
- Article 36, 3° complété par l'article 58-III de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016
- Article 36, 1°, 2^{ème} alinéa supprimé et alinéa inséré avant le dernier alinéa par l'article 67 de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016
- Article 36, dernier alinéa complété par l'article 24-II de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017
- Article 36, 1^{er} alinéa et 3° modifiés par l'article 159-II de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017
- **Article 36, avant- dernier alinéa modifié et alinéa ajouté par l'article 89 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**

Art. 37 - Pour certains cadres d'emplois, emplois ou corps dont la liste est établie par décret en Conseil d'Etat, des recrutements distincts pour les hommes et pour les femmes pourront être organisés si l'appartenance à l'un ou l'autre sexe constitue une condition déterminante pour l'exercice des fonctions assurées par les membres de ces cadres d'emplois, emplois ou corps.

En outre, en cas d'épreuves physiques, celles-ci, ainsi que leur cotation, peuvent être distinctes en fonction du sexe des candidats.

- Article 37 modifié par l'article 43-III de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 37, avant-dernier et dernier alinéas abrogés par l'article 23-II de la loi n° 2001-397 du 9 mai 2001

Art. 38 - Par dérogation à l'article 36, les fonctionnaires peuvent être recrutés sans concours :

- a) En application de la législation sur les emplois réservés ;
- b) Lors de la constitution initiale d'un corps ou d'un cadre d'emplois ou de la création d'un emploi par transformation de corps, de cadres d'emplois ou d'emplois existants ;
- c) Supprimé
- d) pour le recrutement des fonctionnaires de catégorie C, lorsque le grade de début est doté de l'échelle de rémunération la moins élevée de la fonction publique, le cas échéant selon des conditions d'aptitude prévues par les statuts particuliers ;
- e) En cas d'intégration totale ou partielle des fonctionnaires d'un cadre d'emplois dans un autre cadre d'emplois classé dans la même catégorie.

Les personnes mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 5212-13 du code du travail peuvent être recrutées en qualité d'agent contractuel dans les emplois de catégories A, B et C pendant une période correspondant à la durée de stage prévue par le statut particulier du cadre d'emplois dans lequel elles ont vocation à être titularisées. Lorsque le recrutement est opéré dans un cadre d'emplois nécessitant l'accomplissement d'une scolarité dans les conditions prévues à l'article 45, la durée du contrat correspond à la durée de cette scolarité augmentée de la durée du stage prévue par le statut particulier du cadre d'emplois dans lequel les intéressés ont vocation à être titularisés. Le contrat est renouvelable, pour une durée qui ne peut excéder la durée initiale du contrat. A l'issue de cette période, les intéressés sont titularisés sous réserve qu'ils remplissent les conditions d'aptitude pour l'exercice de la fonction.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application de l'alinéa précédent, notamment les conditions minimales de diplôme exigées pour le recrutement en qualité d'agent contractuel en catégories A et B, les modalités de vérification de l'aptitude préalable au recrutement en catégorie C, les conditions du renouvellement éventuel du contrat, les modalités d'appréciation, avant la titularisation, de l'aptitude à exercer les fonctions.

Ce mode de recrutement n'est pas ouvert aux personnes qui ont la qualité de fonctionnaire.

- Article 38, alinéa ajouté par l'article 4 de la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987
- Article 38 modifié par l'article 43-I et 43-X de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 38, d) ajouté par l'article 23 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994
- Article 38 modifié par l'article 111 de la loi n° 95-116 du 4 février 1995
- Article 38, e) inséré par l'article 18-X de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001
- Article 38 modifié par l'article 33-3° de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005
- Article 38, 7^{ème} alinéa complété par l'article 32 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
- Article 38, 7^{ème} alinéa modifié par l'article 65-II de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016
- Article 38, c) supprimé par l'article 68-II (1°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016

Art. 38 bis. - Les jeunes gens âgés de vingt-huit ans au plus qui sont sortis du système éducatif sans diplôme ou sans qualification professionnelle reconnue et ceux dont le niveau de qualification est inférieur à celui attesté par un diplôme de fin de second cycle long de l'enseignement général, technologique ou professionnel, peuvent, à l'issue d'une procédure de sélection, être recrutés dans des emplois du niveau de la catégorie C par les collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 de la présente loi par des contrats de droit public ayant pour objet de leur permettre d'acquérir, par une formation en alternance avec leur activité professionnelle, une qualification en rapport avec l'emploi dans lequel ils ont été recrutés ou, le cas échéant, le titre ou le diplôme requis pour l'accès au cadre d'emplois dont relève cet emploi.

Les organismes publics concourant au service public de l'emploi sont associés à la procédure de sélection.

La collectivité ou l'établissement ayant procédé au recrutement s'engage à assurer au bénéficiaire du contrat mentionné au premier alinéa le versement d'une rémunération dont le montant ne peut être inférieur à celui calculé en application des dispositions prévues aux articles L. 6325-8 et L. 6325-9 du code du travail et une formation professionnelle dont la durée ne peut être inférieure à 20 % de la durée totale du contrat. Le bénéficiaire du contrat s'engage à exécuter les tâches qui lui seront confiées et à suivre la formation qui lui sera dispensée.

Dans le cadre des contrats mentionnés au présent article, un tuteur est désigné pour accueillir et guider l'intéressé dans l'administration d'emploi, lui apporter tout conseil utile pour son activité dans le service et suivre son parcours de formation. L'administration accorde au tuteur la disponibilité nécessaire à l'accomplissement de sa mission. Elle veille à ce qu'il bénéficie d'une formation au tutorat.

La conclusion des contrats mentionnés au présent article est de la compétence exclusive de l'autorité territoriale.

La durée des contrats mentionnés au premier alinéa ne peut être inférieure à douze mois et ne peut être supérieure à deux ans.

Toutefois, ces contrats peuvent être renouvelés, dans la limite d'un an, lorsque le bénéficiaire du contrat n'a pas pu obtenir la qualification ou, le cas échéant, le titre ou le diplôme prévu au contrat, à la suite d'un échec aux épreuves d'évaluation de la formation suivie ou en cas de défaillance de l'organisme de formation.

Les contrats peuvent être prolongés dans la limite de la durée des congés pour maternité ou adoption ou des congés de paternité, de maladie et d'accident du travail dont a bénéficié le titulaire du contrat.

Au terme de son contrat, après obtention, le cas échéant, du titre ou du diplôme requis pour l'accès au cadre d'emplois dont relève l'emploi dans lequel il a été recruté et sous réserve de la vérification de son aptitude par une commission nommée à cet effet, l'intéressé est titularisé dans le cadre d'emplois correspondant à l'emploi qu'il occupait.

La commission de titularisation prend en compte les éléments figurant au dossier de l'intéressé.

La titularisation intervient à la fin de la durée initialement prévue du contrat sans qu'il soit tenu compte de la prolongation imputable à l'un des congés énumérés au huitième alinéa.

La titularisation est subordonnée à un engagement de servir.

Peuvent bénéficier dans les mêmes conditions de la procédure de recrutement instituée par le présent article les personnes en situation de chômage de longue durée, âgées de quarante-cinq ans et plus et bénéficiaires :

- du revenu de solidarité active, de l'allocation de solidarité spécifique ou de l'allocation aux adultes handicapés ;

- ou du revenu minimum d'insertion ou de l'allocation de parent isolé dans les départements d'outre-mer et les collectivités de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Le nombre de postes offerts, au titre d'une année, au recrutement par la voie prévue au présent article ne peut être inférieur à 20 %, arrondi à l'entier inférieur, du nombre total de postes à pourvoir par cette voie et au recrutement sans concours mentionné au d de l'article 38 dans les régions, les départements, les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité

propre de plus de 40 000 habitants ainsi que dans les établissements publics assimilés.
Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.

- Article 38 bis ajouté par l'article 4 de l'ordonnance n° 2005-901 du 3 août 2005
- Article 38 bis modifié par l'article 162-II de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017

| | |
|--|---|
| | <p>L'article 39, en tant qu'il concerne les compétences des commissions administratives paritaires en matière de promotion et d'avancement ainsi que les lignes directrices de gestion qui fixent les orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours, s'applique en vue de l'élaboration des décisions individuelles prises au titre de l'année 2021.</p> <p style="text-align: center;">Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 94-VIII, 2^{ème} alinéa</p> |
| <p>Art. 39 - En vue de favoriser la promotion interne, les statuts particuliers fixent une proportion de postes susceptibles d'être proposés au personnel appartenant déjà à l'administration ou à une organisation internationale intergouvernementale, non seulement par voie de concours, selon les modalités définies au 2° de l'article 36, mais aussi par la nomination de fonctionnaires ou de fonctionnaires internationaux, suivant l'une des modalités ci-après :</p> <p>1° Inscription sur une liste d'aptitude après examen professionnel ;</p> <p>2° Inscription sur une liste d'aptitude établie après avis de la commission administrative paritaire compétente, par appréciation de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience professionnelle des agents.</p> <p>Chaque statut particulier peut prévoir l'application des deux modalités ci-dessus, sous réserve qu'elles bénéficient à des agents placés dans des situations différentes.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du 1° du II de l'article 12-1 et de la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 28, les listes d'aptitude sont établies par l'autorité territoriale pour les collectivités non affiliées à un centre de gestion et par le président du centre de gestion pour les fonctionnaires des cadres d'emplois, emplois ou corps relevant de sa compétence, sur proposition de l'autorité territoriale.</p> <p>Le nombre d'agents inscrits sur une liste d'aptitude ne peut être supérieur au nombre d'emplois pouvant être effectivement pourvus. Les listes d'aptitude ont une valeur nationale.</p> | <p>Art. 39 - En vue de favoriser la promotion interne, les statuts particuliers fixent une proportion de postes susceptibles d'être proposés au personnel appartenant déjà à l'administration ou à une organisation internationale intergouvernementale, non seulement par voie de concours, selon les modalités définies au 2° de l'article 36, mais aussi par la nomination de fonctionnaires ou de fonctionnaires internationaux, suivant l'une des modalités ci-après :</p> <p>1° Inscription sur une liste d'aptitude après examen professionnel ;</p> <p>2° Inscription sur une liste d'aptitude établie * par appréciation de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience professionnelle des agents. Sans renoncer à son pouvoir d'appréciation, l'autorité territoriale ou le président du centre de gestion assisté, le cas échéant, par le collège des représentants des employeurs tient compte des lignes directrices de gestion prévues à l'article 33-3.</p> <p>Chaque statut particulier peut prévoir l'application des deux modalités ci-dessus, sous réserve qu'elles bénéficient à des agents placés dans des situations différentes.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du 1° du II de l'article 12-1 et de la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 28, les listes d'aptitude sont établies par l'autorité territoriale pour les collectivités non affiliées à un centre de gestion et par le président du centre de gestion pour les fonctionnaires des cadres d'emplois, emplois ou corps relevant de sa compétence, sur proposition de l'autorité territoriale.</p> <p>Le nombre d'agents inscrits sur une liste d'aptitude ne peut être supérieur au nombre d'emplois pouvant être effectivement pourvus. Les listes d'aptitude ont une valeur nationale.</p> |
| <ul style="list-style-type: none"> - Article 39 modifié par l'article 43-III et 43-VI de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987. - Article 39, dernier alinéa ajouté par l'article 24 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994 | <ul style="list-style-type: none"> - Article 39 modifié par l'article 43-III et 43-VI de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987. - Article 39, dernier alinéa ajouté par l'article 24 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994 |

- Article 39, 1^{er} alinéa remplacé et alinéa ajouté par l'article 115 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004
- Article 39, 2° remplacé et 5^{ème} alinéa complété par l'article 33 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
- Article 39, avant-dernier alinéa remplacé par l'article 120 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012

- Article 39, 1^{er} alinéa remplacé et alinéa ajouté par l'article 115 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004
- Article 39, 2° remplacé et 5^{ème} alinéa complété par l'article 33 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
- Article 39, avant-dernier alinéa remplacé par l'article 120 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012
- Article 39, 2° modifié par l'article 30-II (2°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019

Art. 40 - La nomination aux grades et emplois de la fonction publique territoriale est de la compétence exclusive de l'autorité territoriale.

Cette disposition ne fait cependant pas obstacle à l'application de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 dans son article 56, modifié par l'article 115 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, pour la nomination du directeur départemental du service d'incendie et de secours.

- Article 40, 2^{ème} alinéa ajouté par l'article 32 de la loi n° 85-97 du 25 janvier 1985

Art. 41. - Lorsqu'un emploi permanent est créé ou devient vacant, l'autorité territoriale en informe le centre de gestion compétent qui assure la publicité de cette création ou de cette vacance, à l'exception des emplois susceptibles d'être pourvus exclusivement par voie d'avancement de grade.

Les vacances d'emploi précisent le motif de la vacance et comportent une description du poste à pourvoir.

L'autorité territoriale pourvoit l'emploi créé ou vacant en nommant l'un des candidats inscrits sur une liste d'aptitude établie en application de l'article 44 ou l'un des fonctionnaires qui s'est déclaré candidat par voie de mutation, de détachement, d'intégration directe ou, le cas échéant et dans les conditions fixées par chaque statut particulier, par voie de promotion interne et d'avancement de grade.

* Les centres de gestion et le Centre national de la fonction publique territoriale rendent accessibles les créations ou vacances mentionnées à l'alinéa précédent dans un espace numérique commun aux administrations mentionnées à l'article 2 du titre Ier du statut général des fonctionnaires.

- Article 41 modifié par l'article 23 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 41, 2^{ème} et 3^{ème} alinéas modifiés par l'article 7 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990
- Article 41, 3^{ème} alinéa remplacé par l'article 25 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994
- Article 41, 2^{ème} alinéa complété par l'article 2-IV (1°) de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009
- Article 41 remplacé par l'article 45 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012
- Article 41, alinéa ajouté par l'article 2 de l'ordonnance n° 2017-543 du 13 avril 2017

Art. 42 - Lorsque les concours ainsi que les examens prévus aux articles 39 et 79 de catégorie C sont organisés directement par une collectivité ou un établissement non affilié, le jury comprend au moins un représentant du centre de gestion.

Lorsque les concours ainsi que les examens prévus aux articles 39 et 79, de catégories A et B, sont organisés par les centres de gestion ou par les collectivités et établissements non affiliés, le jury comprend au moins un représentant du Centre national de la fonction publique territoriale.

Le jury comprend un représentant au moins de la catégorie correspondant au cadre d'emplois, emploi ou corps pour le recrutement duquel le concours est organisé.

Supprimé.

- Article 42 modifié par l'article 43-I, III et XVI de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 42 modifié par l'article 26 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994
- Article 42 alinéa ajouté par l'article 28 de la loi n° 2001-397 du 9 mai 2001
- Article 42 complété par l'article 166-III de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017
- Article 42, dernier alinéa supprimé par l'article 83-III de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019

Art. 43 - Le nombre des postes ouverts à un concours tient compte du nombre de nominations de candidats inscrits sur la liste d'aptitude établie à l'issue du concours précédent en application de l'article 44, du nombre de fonctionnaires pris en charge dans les conditions fixées aux articles 97 et 97 bis et des besoins prévisionnels recensés par les collectivités territoriales et établissements.

- Article 43 abrogé par l'article 43-I de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 43 rétabli par l'article 27 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994

Art. 44 - Chaque concours donne lieu à l'établissement d'une liste d'aptitude classant par ordre alphabétique les candidats déclarés aptes par le jury. Lorsque les statuts particuliers le prévoient, les

concours peuvent être organisés par spécialité et, le cas échéant, par discipline.

L'inscription sur une liste d'aptitude ne vaut pas recrutement.

La liste d'aptitude inclut, dans la limite du maximum fixé par le neuvième alinéa du présent article, les candidats déclarés aptes à être inscrits sur les listes d'aptitude établies à l'issue des concours précédents qui n'ont pas été nommés stagiaires en application de l'article 46 et qui remplissent encore les conditions d'inscription ci-après.

Toute personne déclarée apte depuis moins de quatre ans ou, si celui-ci est intervenu au-delà de ce délai, depuis le dernier concours, peut être nommée dans un des emplois auxquels le concours correspondant donne accès ; la personne déclarée apte ne bénéficie de ce droit la troisième et la quatrième années qu'à la condition d'avoir demandé par écrit à être maintenue sur ces listes au terme des deux premières années suivant son inscription initiale et au terme de la troisième année. Le décompte de cette période de quatre ans est suspendu pendant la durée des congés parental, de maternité, d'adoption, de présence parentale et d'accompagnement d'une personne en fin de vie, ainsi que du congé de longue durée et de celle de l'accomplissement des obligations du service national. Il est également suspendu pour les élus locaux jusqu'au terme de leur mandat. Il est également suspendu lorsqu'un agent contractuel est recruté pour pourvoir un emploi permanent sur le fondement de l'article 3-1 de la présente loi alors qu'il est inscrit sur une liste d'aptitude d'accès à un cadre d'emplois dont les missions correspondent à l'emploi qu'il occupe.

Le décompte de cette période de quatre ans est également suspendu pour la personne qui a conclu un engagement de service civique prévu à l'article L. 120-1 du code du service national, à la demande de cette personne, jusqu'à la fin de cet engagement.

L'autorité organisatrice du concours assure le suivi des candidats inscrits sur la liste d'aptitude jusqu'à leur recrutement par une collectivité ou un établissement. Un décret détermine les modalités de ce suivi.

Lorsqu'il est mis fin au stage par l'autorité territoriale en raison de la suppression de l'emploi ou pour toute autre cause ne tenant pas à la manière de servir, le fonctionnaire territorial stagiaire est, à sa demande, réinscrit de droit sur la liste d'aptitude.

Il peut y demeurer inscrit pendant une durée totale de quatre années à compter de son inscription initiale, selon les conditions et les modalités précisées au quatrième alinéa. Si aucun concours n'a été organisé dans ce délai, il conserve le bénéfice de ce droit jusqu'à la date d'organisation d'un nouveau concours.

Le nombre cumulé des personnes restant valablement inscrites sur la liste précédente et des candidats déclarés aptes par le jury est au plus égal au nombre des vacances d'emplois.

Un candidat déclaré apte ne peut être inscrit que sur une seule liste d'aptitude d'un concours d'un même grade d'un cadre d'emplois. Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions dans lesquelles un candidat déclaré apte à plusieurs concours d'un même cadre d'emplois opte pour son inscription sur une seule liste. Après deux refus d'offre d'emploi transmise par une collectivité ou un établissement à l'autorité organisatrice du concours, le candidat est radié de la liste d'aptitude.

Le jury peut, si nécessaire, et pour toute épreuve, se constituer en groupe d'examineurs. Toutefois, afin d'assurer l'égalité de notation des candidats, le jury opère, s'il y a lieu, la péréquation des notes attribuées par groupe d'examineurs et procède à la délibération finale.

Si nécessaire et pour toute épreuve, des examinateurs spécialisés peuvent en outre être nommés, au plus tard la veille de l'épreuve pour laquelle ils sont désignés, par l'autorité investie du pouvoir de nomination du jury. Les examinateurs spécialisés participent aux délibérations du jury, avec voix consultative, pour l'attribution des notes se rapportant aux épreuves qu'ils ont évaluées ou corrigées.

- Article 44 modifié par l'article 24 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 44, 1^{er} alinéa complété par l'article 8 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990
- Article 44 modifié par l'article 28 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994
- Article 44, après le 4^{ème} alinéa, 2 alinéas insérés par l'article 62 de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996
- Article 44, 4^{ème} alinéa remplacé par l'article 18-XI de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001
- Article 44, alinéa ajouté par l'article 28 de la loi n° 2007-148 du 2 février 2007
- Article 44, 4^{ème} alinéa modifié par l'article 34 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
- Article 44, 4^{ème} alinéa modifié par l'article 71 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012
- Article 44, 4^{ème} alinéa complété par l'article 13 de la loi n° 2015-366 du 31 mars 2015
- Article 44 modifié par l'article 42-I de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016
- Article 44, 3^{ème} alinéa modifié et 5^{ème} alinéa (nouveau) inséré par l'article 25-I (1°) de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017

Art. 45 - Lorsque les statuts particuliers des cadres d'emplois le prévoient, les candidats aux concours d'accès des cadres d'emplois de catégorie A déclarés aptes par le jury ainsi que les candidats aux concours de lieutenant de sapeurs-pompiers professionnels déclarés aptes par le jury sont nommés en qualité d'élève par le Centre national de la fonction publique territoriale. Les candidats déclarés aptes mais en congé parental ou de maternité ou n'ayant pas satisfait aux obligations du service national sont

nommés à l'issue du congé ou du service national. Les conditions d'emploi, la rémunération et les règles de protection sociale des élèves sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

La nomination en qualité d'élève par le Centre national de la fonction publique territoriale de la personne déclarée apte par le jury et qui a conclu un engagement de service civique prévu à l'article L. 120-1 du code du service national est reportée, à la demande de l'intéressée, jusqu'à l'entrée en formation initiale suivante.

A l'issue de leur période de formation initiale d'application, fixée par les statuts particuliers des cadres d'emplois, les élèves sont inscrits sur une liste d'aptitude établie en application de l'article 44 et publiée au Journal officiel. Ceux d'entre eux qui avaient auparavant la qualité de fonctionnaire sont réintégrés dans leur cadre d'emplois, emploi ou corps d'origine à l'issue de leur formation initiale d'application, au besoin en surnombre.

Ceux d'entre eux qui n'avaient pas auparavant la qualité de fonctionnaire ont droit à l'allocation d'assurance mentionnée à l'article L. 351-3 du code du travail dans les conditions fixées par le décret mentionné au premier alinéa. La charge et la gestion de cette indemnisation sont assurées par le Centre national de la fonction publique territoriale dans les conditions définies à l'article L. 351-12 du code du travail.

Lorsque la titularisation est prononcée, le temps passé en qualité d'élève est validé pour la retraite auprès de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales.

- Article 45 modifié par l'article 39 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984
- Article 45 abrogé par l'article 43-1 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 45 rétabli par l'article 29 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994
- Article 45, 1^{er} alinéa modifié par l'article 70 (2°) de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004
- Article 45, 2^{ème} alinéa (nouveau) inséré par l'article 25-I (2°) de la loi n° 2017-86 du 26 janvier 2017

Art. 46 - La nomination, intervenant dans les conditions prévues aux articles 25, 36 ou 38, paragraphes a * et d, ou 39 de la présente loi à un grade de la Fonction Publique Territoriale présente un caractère conditionnel. La titularisation peut être prononcée à l'issue d'un stage dont la durée est fixée par le statut particulier. Ce dernier peut prévoir une dispense de stage pour les agents qui, antérieurement à leur nomination dans un nouveau cadre d'emplois, avaient la qualité de titulaires de la Fonction Publique, à condition qu'ils aient deux ans au moins de services publics effectifs dans un emploi de même nature.

Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions dans lesquelles les congés rémunérés de toute nature, autres que le congé annuel, peuvent être pris en compte dans la durée du stage.

La période normale de stage est validée pour l'avancement.

La totalité de la période de stage est validée pour la retraite.

L'agent peut être licencié au cours de la période de stage en cas d'insuffisance professionnelle ou de faute disciplinaire et après avis de la commission administrative paritaire compétente.

- Article 46 modifié par l'article 25 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 46, 2^{ème} alinéa modifié par l'article 9 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990
- Article 46, 1^{er} alinéa modifié par l'article 30 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994
- Article 46, 1^{er} alinéa modifié par l'article 68-II (2°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016

| Dispositions applicables jusqu'à la publication des dispositions réglementaires prévues à l'article 15 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-V | Dispositions en vigueur à compter du lendemain de la publication des dispositions réglementaires prévues à l'article 15 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 (modification de l'article 32-I de la loi n° 83-634) Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-V |
|---|---|
| <p>Art. 47 - Par dérogation à l'article 41, peuvent être pourvus par la voie du recrutement direct, dans les conditions de diplômes ou de capacités fixées par décret en Conseil d'Etat, les emplois suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- directeur général des services et, lorsque l'emploi est créé, directeur général adjoint des services des départements et des régions ;- directeur général des services et directeur général des services techniques des communes de plus de 80 000 habitants et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 80 000 habitants ;- directeur général adjoint des services des communes de plus de 150 000 habitants et | <p>Art. 47 - Par dérogation à l'article 41, peuvent être pourvus par la voie du recrutement direct les emplois suivants :</p> <ol style="list-style-type: none">1° Directeur général des services et, lorsque l'emploi est créé, directeur général adjoint des services des départements et des régions ou des collectivités exerçant les compétences des départements ou des régions ;2° Directeur général des services, directeur général adjoint des services et directeur général des services techniques des communes de plus de 40 000 habitants et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 40 000 habitants ; |

| | |
|---|---|
| <p>Dispositions applicables jusqu'à la publication des dispositions réglementaires prévues à l'article 15 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-V</p> | <p>Dispositions en vigueur à compter du lendemain de la publication des dispositions réglementaires prévues à l'article 15 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 (modification de l'article 32-I de la loi n° 83-634) Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-V</p> |
| <p>des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 150 000 habitants;</p> <p>- directeur général des établissements publics dont les caractéristiques et l'importance le justifient. La liste de ces établissements est fixée par décret en Conseil d'Etat.</p> <p>L'accès à ces emplois par la voie du recrutement direct n'entraîne pas titularisation dans la Fonction Publique Territoriale.</p> <p>- Article 47 modifié par l'article 26 de la n° 87-529 du 13 juillet 1987 - Article 47 modifié par l'article 31 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 - Article 47, 5^{ème} alinéa modifié par l'article 27-II de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 - Article 47, 3^{ème} et 4^{ème} alinéas complétés par l'article 168 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004</p> | <p>3° Directeur général des établissements publics dont les caractéristiques et l'importance le justifient. La liste de ces établissements est fixée par décret en Conseil d'État.</p> <p>Les conditions d'application du présent article, notamment les conditions d'emploi et de rémunération des personnes recrutées en application du présent article, sont fixées par décret en Conseil d'État. Ce décret détermine également les modalités de sélection des candidats aux emplois autres que ceux de directeur général des services mentionnés aux 1° et 2°, permettant de garantir l'égal accès aux emplois publics.</p> <p>Les personnes nommées à ces emplois par la voie du recrutement direct suivent une formation les préparant à leurs nouvelles fonctions, notamment en matière de déontologie ainsi que d'organisation et de fonctionnement des services publics.</p> <p>L'accès à ces emplois par la voie du recrutement direct n'entraîne pas titularisation dans la fonction publique territoriale ni, au terme du contrat, qui doit être conclu pour une durée déterminée, la reconduction de ce dernier en contrat à durée indéterminée.</p> <p>- Article 47 modifié par l'article 26 de la n° 87-529 du 13 juillet 1987 - Article 47 modifié par l'article 31 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 - Article 47, 5^{ème} alinéa modifié par l'article 27-II de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 - Article 47, 3^{ème} et 4^{ème} alinéas complétés par l'article 168 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 - Article 47 remplacé par l'article 16-II de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019</p> |

CHAPITRE IV

STRUCTURE DES CARRIERES

Art. 48 - Les emplois sont classés par les statuts particuliers, par grade, à l'intérieur de chaque cadre(s) d'emplois, emploi(s) ou corps.

Les cadre(s) d'emplois, emploi(s) ou corps groupent les fonctionnaires soumis au même statut particulier et ayant vocation aux mêmes grades.

- Article 48 modifié par l'article 43-III de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987

Art. 49 - La hiérarchie des grades dans chaque cadre d'emplois ou corps, le nombre d'échelons dans chaque grade, les règles d'avancement d'échelon et de promotion au grade supérieur sont fixés par les statuts particuliers.

Le nombre maximum de fonctionnaires appartenant à l'un des cadres d'emplois ou corps régis par la présente loi, à l'exception du cadre d'emplois des agents de police municipale, pouvant être promu à l'un des grades d'avancement de ce cadre d'emplois ou de ce corps est déterminé par application d'un taux de promotion à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet

avancement de grade. Ce taux de promotion est fixé par l'assemblée délibérante après avis du **comité social territorial**.

Les statuts particuliers peuvent déroger, après avis du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, à celles des dispositions relatives aux modalités de recrutement qui ne correspondraient pas aux besoins propres de ces corps, cadres d'emplois et emplois compte tenu des missions que leurs membres ou leurs titulaires sont destinés à assurer.

- Article 49, 2^{ème} alinéa ajouté par l'article 39 de la loi n° 86-29 du 9 janvier 1986
- Article 49 modifié par l'article 43-IV et XI de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 49, alinéa inséré par l'article 35 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
- Article 49, 2^{ème} alinéa modifié par l'article 19 (3°) de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010
- **Article 49, 2^{ème} alinéa modifié par l'article 4-II (3°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**
(*La modification) entre en vigueur en vue du prochain renouvellement général des instances de la fonction publique - Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 94-II-A

Art. 50 - La classe est assimilée au grade lorsqu'elle s'acquiert selon la procédure fixée pour l'avancement de grade.

Art. 51 - Les mutations sont prononcées par l'autorité territoriale d'accueil. Sauf accord entre cette autorité et l'autorité qui emploie le fonctionnaire, la mutation prend effet à l'expiration du délai de préavis mentionné à l'article 14 bis du titre Ier du statut général.

Lorsque la mutation intervient dans les trois années qui suivent la titularisation de l'agent, la collectivité territoriale ou l'établissement public d'accueil verse à la collectivité territoriale ou à l'établissement public d'origine une indemnité au titre, d'une part, de la rémunération perçue par l'agent pendant le temps de formation obligatoire prévu au 1° de l'article 1er de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 précitée et, d'autre part, le cas échéant, du coût de toute formation complémentaire suivie par l'agent au cours de ces trois années. A défaut d'accord sur le montant de cette indemnité, la collectivité territoriale ou l'établissement public d'accueil rembourse la totalité des dépenses engagées par la collectivité territoriale ou l'établissement public d'origine.

- Article 51 remplacé par l'article 27 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 51, alinéa ajouté par l'article 36 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
- Article 51, 1^{er} alinéa modifié par l'article 4-II de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009

| Dispositions applicables à l'élaboration des décisions individuelles prises au titre des années 2019 et 2020 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019- article 94-IV | Dispositions applicables à l'élaboration des décisions individuelles prises au titre des années 2021 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019- article 94-IV |
|---|---|
| Art. 52 - L'autorité territoriale procède aux mouvements des fonctionnaires au sein de la collectivité ou de l'établissement ; seules les mutations comportant changement de résidence ou modification de la situation des intéressés sont soumises à l'avis des commissions administratives paritaires. Dans le cas où il s'agit de remplir une vacance d'emploi compromettant le fonctionnement du service et à laquelle il n'est pas possible de pourvoir par un autre moyen, même provisoirement, la mutation peut être prononcée sous réserve d'examen ultérieur par la commission compétente. | Art. 52 - L'autorité territoriale procède aux mouvements des fonctionnaires au sein de la collectivité ou de l'établissement *. Supprimé - Article 52, 1^{er} alinéa modifié et 2^{ème} alinéa supprimé par l'article 10-III (3°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 |

Art. 53 - Lorsqu'il est mis fin au détachement d'un fonctionnaire occupant un emploi fonctionnel mentionné aux alinéas ci-dessous et que la collectivité ou l'établissement ne peut lui offrir un emploi correspondant à son grade, celui-ci peut demander à la collectivité ou l'établissement dans lequel il occupait l'emploi fonctionnel soit à être reclassé dans les conditions prévues aux articles 97 et 97 bis, soit à bénéficier, de droit, du congé spécial mentionné à l'article 99, soit à percevoir une indemnité de licenciement dans les conditions prévues à l'article 98.

Ces dispositions s'appliquent aux emplois :

- de directeur général des services et lorsque l'emploi est créé, de directeur général adjoint des

services des départements et des régions ;

- de directeur général des services, de directeur général adjoint des services des communes de plus de 2 000 habitants ;
- de directeur général des services techniques ou de directeur des services techniques des communes de plus de 10 000 habitants ;
- de directeur général, de directeur général adjoint des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 10 000 habitants ;
- de directeur général des services techniques des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 10 000 habitants ;
- de directeur général, directeur général adjoint d'établissements publics dont la liste est fixée par décret ainsi que de directeur général, directeur général adjoint et directeur de délégation du centre national de la fonction publique territoriale ;
- de directeur départemental, directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours.

Il ne peut être mis fin aux fonctions des agents occupant les emplois mentionnés ci-dessus, sauf s'ils ont été recrutés directement en application de l'article 47, qu'après un délai de six mois suivant soit leur nomination dans l'emploi, soit la désignation de l'autorité territoriale. La fin des fonctions des agents mentionnés aux troisième à huitième alinéas du présent article est précédée d'un entretien de l'autorité territoriale avec les intéressés et fait l'objet d'une information de l'assemblée délibérante et du Centre national de la fonction publique territoriale ou du centre de gestion; la fin des fonctions de ces agents prend effet le premier jour du troisième mois suivant l'information de l'assemblée délibérante.

Il ne peut être mis fin aux fonctions des directeurs départementaux et des directeurs départementaux adjoints des services d'incendie et de secours qu'après un délai de six mois à compter soit de leur nomination dans l'emploi, soit de la désignation de l'autorité territoriale. La fin des fonctions des directeurs départementaux et des directeurs départementaux adjoints des services d'incendie et de secours est précédée d'un entretien de l'autorité territoriale et du représentant de l'Etat dans le département avec les intéressés et fait l'objet d'une information du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours, du Centre national de la fonction publique territoriale et du ministre de l'intérieur ; elle prend effet le premier jour du troisième mois suivant l'information du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours. La décision mettant fin aux fonctions des directeurs départementaux et des directeurs départementaux adjoints des services d'incendie et de secours est motivée et prise dans les conditions définies par décret en Conseil d'Etat.

Pendant le délai de six mois mentionné aux dixième et onzième alinéas, l'autorité territoriale permet à l'agent concerné de rechercher une nouvelle affectation, en mobilisant à cette fin, le cas échéant, les moyens de la collectivité ou de l'établissement. Un protocole peut être conclu entre l'autorité territoriale et le fonctionnaire afin d'organiser, dans le respect des dispositions statutaires en vigueur, cette période de transition. Ce protocole prend acte du principe de la fin du détachement sur l'emploi fonctionnel. Il porte notamment sur les missions, la gestion du temps de travail, les moyens, la rémunération du fonctionnaire, ses obligations en matière de formation, de recherche d'emploi et la manière dont l'autorité territoriale accompagne et favorise cette recherche de mobilité.

Le premier alinéa du présent article est également applicable aux directeurs départementaux et directeurs départementaux adjoints des services d'incendie et de secours parvenus au terme de leur détachement et ne pouvant le renouveler. Toutefois, par dérogation, ces derniers ne bénéficient pas du congé spécial mentionné à l'article 99.

- Article 53 remplacé par l'article 28 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 53, avant dernier alinéa remplacé par l'article 51 de la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988
- Article 53 modifié par l'article 31 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994
- Article 53 modifié par l'article 31 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000
- Article 53, 4^{ème} alinéa modifié par l'article 24 de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001
- Article 53, 6^{ème} alinéa modifié par l'article 27-II de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001
- Article 53, deux alinéas insérés par l'article 28 de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001
- Article 53, 1^{er} alinéa modifié par l'article 30 (1°) de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001
- Article 53 modifié par l'article 37-I de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
- Article 53, dernier alinéa modifié par l'article 81 de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016
- Article 53 modifié par l'article 10-I de la loi n° 2016-1867 du 27 décembre 2016
- **Article 53, alinéa inséré avant le dernier alinéa par l'article 77 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**

Art. 53-1. - Un décret en Conseil d'Etat détermine le nombre maximal d'emplois de directeur général adjoint des services mentionnés aux articles 47 et 53 que chaque collectivité territoriale ou établissement public peut créer, en fonction de son importance démographique.

- Article 53-1 ajouté par l'article 121 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012

Art. 54 - En cas de mutation, sont examinées en priorité les demandes concernant les fonctionnaires séparés de leur conjoint pour des raisons professionnelles, les fonctionnaires séparés pour des raisons professionnelles du partenaire avec lequel ils sont liés par un pacte civil de solidarité et les fonctionnaires handicapés relevant de l'une des catégories mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 5212-13 du code du travail, **ainsi que les fonctionnaires ayant la qualité de proche aidant au sens de la sous-section 3 de la section 1 du chapitre II du titre IV de la troisième partie du code du travail**

L'autorité territoriale fait bénéficier en priorité, dans toute la mesure compatible avec le bon fonctionnement du service, du détachement défini à l'article 64, de l'intégration directe définie à l'article 68-1 de la présente loi et, le cas échéant, de la mise à disposition définie à l'article 61, les fonctionnaires séparés de leur conjoint pour des raisons professionnelles les fonctionnaires séparés pour des raisons professionnelles du partenaire avec lequel ils sont liés par un pacte civil de solidarité et les fonctionnaires handicapés relevant de l'une des catégories mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 5212-13 du code du travail, **ainsi que les fonctionnaires ayant la qualité de proche aidant au sens de la sous-section 3 de la section 1 du chapitre II du titre IV de la troisième partie du code du travail.**

- Article 54 modifié par l'article 43-XVIII de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 54 complété par l'article 13-III de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999
- Article 54 modifié par l'article 33-4° de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005
- Article 54, 2^{ème} alinéa complété par l'article 2-IV (2°) de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009
- Article 54 modifié par l'article 65-II de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016
- **Article 54 complété par l'article 25-II de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**

CHAPITRE V

POSITIONS

Art. 55 - abrogé par l'article 31-X (2°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016

SECTION I

Activité

SOUS-SECTION I

Dispositions générales

Art. 56 - L'activité est la position du fonctionnaire qui, titulaire d'un grade, exerce effectivement les fonctions de l'un des emplois correspondant à ce grade.

Supprimé

- Article 56, 2^{ème} alinéa supprimé par l'article 58-IV-C de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016

Art. 57 - Le fonctionnaire en activité a droit :

1° A un congé annuel avec traitement dont la durée est fixée par décret en Conseil d'Etat.

Le fonctionnaire territorial originaire des départements de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique, de Mayotte, de la Réunion et de Saint-Pierre-et-Miquelon exerçant en métropole bénéficie du régime de congé institué pour les fonctionnaires de l'Etat ;

* 2° A des congés de maladie dont la durée totale peut atteindre un an pendant une période de douze mois consécutifs en cas de maladie dûment constatée mettant l'intéressé dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions. Celui-ci conserve alors l'intégralité de son traitement pendant une durée de trois mois ; ce traitement est réduit de moitié pendant les neuf mois suivants. Le fonctionnaire conserve, en outre, ses droits à la totalité du supplément familial de traitement et de l'indemnité de résidence. Le bénéfice de ces dispositions est subordonné à la transmission par le fonctionnaire, à son administration, de l'avis d'arrêt de travail justifiant du bien-fondé du congé de maladie, dans un délai et selon les sanctions prévus en application de l'article 58.

Toutefois, si la maladie provient de l'une des causes exceptionnelles prévues à l'article L. 27 du Code des Pensions Civiles et Militaires de Retraite , à l'exception des blessures ou des maladies contractées ou aggravées en service le fonctionnaire conserve l'intégralité de son traitement jusqu'à ce qu'il soit en état de reprendre son service ou jusqu'à la mise à la retraite. Il a droit, en outre, au remboursement des honoraires médicaux et des frais directement entraînés par la maladie ou l'accident, même après la date de radiation des cadres pour mise à la retraite.

Dans le cas visé à l'alinéa précédent, l'imputation au service de l'accident ou de la maladie est appréciée par la commission de réforme instituée par le régime des pensions des agents des collectivités locales.

La collectivité est subrogée dans les droits éventuels du fonctionnaire victime d'un accident provoqué par un tiers jusqu'à concurrence du montant des charges qu'elle a supportées ou supporte du

fait de cet accident. Elle est admise à poursuivre directement contre le responsable du dommage ou son assureur le remboursement des charges patronales afférentes aux rémunérations maintenues ou versées audit fonctionnaire pendant la période d'indisponibilité de celui-ci par dérogation aux dispositions de l'article 2 de l'ordonnance n° 59-76 du 7 janvier 1959 relative aux actions en réparation civile de l'Etat et de certaines autres personnes publiques ;

3° A des congés de longue maladie d'une durée maximale de trois ans dans les cas où il est constaté que la maladie met l'intéressé dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, rend nécessaires un traitement et des soins prolongés et présente un caractère invalidant et de gravité confirmée. Le fonctionnaire conserve l'intégralité de son traitement pendant un an ; le traitement est réduit de moitié pendant les deux années qui suivent. L'intéressé conserve, en outre, ses droits à la totalité du supplément familial de traitement et de l'indemnité de résidence.

Le fonctionnaire qui a obtenu un congé de longue maladie ne peut bénéficier d'un autre congé de cette nature s'il n'a pas auparavant repris l'exercice de ses fonctions pendant un an.

Les dispositions des deuxième, troisième et quatrième alinéas du 2° du présent article sont applicables aux congés de longue maladie ;

4° A un congé de longue durée, en cas de tuberculose, maladie mentale, affection cancéreuse, poliomyélite ou déficit immunitaire grave et acquis, de trois ans à plein traitement et de deux ans à demi-traitement. Le fonctionnaire conserve ses droits à la totalité du supplément familial de traitement et de l'indemnité de résidence.

Supprimé

Sauf dans le cas où le fonctionnaire ne peut être placé en congé de longue maladie à plein traitement, le congé de longue durée ne peut être attribué qu'à l'issue de la période rémunérée à plein traitement d'un congé de longue maladie. Cette période est réputée être une période du congé de longue durée accordé pour la même affection. Tout congé attribué par la suite pour cette affection est un congé de longue durée.

Sur demande de l'intéressé, l'administration a la faculté, après avis du comité médical, de maintenir en congé de longue maladie le fonctionnaire qui peut prétendre à un congé de longue durée ;

Les dispositions du quatrième alinéa du 2° du présent article sont applicables aux congés de longue durée.

4° bis. - Après un congé de maladie, un congé de longue maladie ou un congé de longue durée, les fonctionnaires peuvent être autorisés à accomplir un service à temps partiel pour raison thérapeutique, accordé pour une période de trois mois renouvelable dans la limite d'un an pour une même affection.

Après un congé pour accident de service ou maladie contractée dans l'exercice des fonctions, le travail à temps partiel thérapeutique peut être accordé pour une période d'une durée maximale de six mois renouvelable une fois*.

La demande d'autorisation de travailler à temps partiel pour raison thérapeutique est présentée par le fonctionnaire accompagnée d'un certificat médical établi par son médecin traitant. Elle est accordée après avis favorable concordant du médecin agréé par l'administration. Lorsque les avis du médecin traitant et du médecin agréé ne sont pas concordants, le comité médical compétent ou la commission de réforme compétente est saisi.

Le temps partiel thérapeutique peut être accordé :

- soit parce que la reprise des fonctions à temps partiel est reconnue comme étant de nature à favoriser l'amélioration de l'état de santé de l'intéressé ;

- soit parce que l'intéressé doit faire l'objet d'une rééducation ou d'une réadaptation professionnelle pour retrouver un emploi compatible avec son état de santé.

Les fonctionnaires autorisés à travailler à temps partiel pour raison thérapeutique perçoivent l'intégralité de leur traitement.

Ce temps partiel thérapeutique ne peut, en aucun cas, être inférieur au mi-temps.

5° a) Au congé pour maternité, ou pour adoption, avec traitement, d'une durée égale à celle prévue par la législation sur la sécurité sociale.

En cas de décès de la mère au cours de la période entre la naissance de l'enfant et la fin de l'indemnisation prévue par son régime d'assurance maternité, le père fonctionnaire bénéficie d'un droit à congé, avec traitement, pour la durée restant à courir entre la date du décès de la mère et la fin de la période d'indemnisation dont elle aurait bénéficié. Il peut demander le report de tout ou partie de ce congé dans les conditions fixées par la législation sur la sécurité sociale.

Lorsque le père de l'enfant ne demande pas à bénéficier de ce droit à congé avec traitement, il est accordé au conjoint fonctionnaire de la mère ou au fonctionnaire lié à elle par un pacte civil de solidarité ou vivant maritalement avec elle.

Le droit au congé pour adoption est ouvert à l'un ou l'autre des parents adoptifs. Lorsque les deux conjoints sont fonctionnaires en activité, le congé peut être réparti entre eux. Lorsque le congé pour adoption est réparti entre les deux conjoints, sa durée est augmentée et fractionnée selon les

modalités prévues par la législation sur la sécurité sociale ;

b) Au congé de paternité et d'accueil de l'enfant, avec traitement, d'une durée de onze jours consécutifs. A la demande du fonctionnaire, ce congé peut être fractionné en deux périodes dont l'une des deux est au moins égale à sept jours. En cas de naissances multiples, la durée du congé est de dix-huit jours consécutifs ; cette durée peut être fractionnée, à la demande du fonctionnaire, en deux périodes dont la plus courte est au moins égale à sept jours.

Le congé est ouvert après la naissance de l'enfant au père fonctionnaire ainsi que, le cas échéant, au conjoint fonctionnaire de la mère ou au fonctionnaire lié à elle par un pacte civil de solidarité ou vivant maritalement avec elle.

Le congé est pris dans les quatre mois suivant la naissance de l'enfant. La demande de congé doit être formulée au moins un mois avant la date de début du congé, excepté si le fonctionnaire établit l'impossibilité de respecter ce délai.

A l'expiration des congés mentionnés aux a et b du présent 5°, le fonctionnaire est réaffecté de plein droit dans son ancien emploi. Dans le cas où celui-ci ne peut lui être proposé, le fonctionnaire est affecté dans un emploi équivalent, le plus proche de son dernier lieu de travail. S'il le demande, il peut également être affecté dans l'emploi le plus proche de son domicile, sous réserve du respect de l'article 54 de la présente loi ;

6° Au congé de formation professionnelle ;

6° bis Au congé pour validation des acquis de l'expérience ;

6° ter Au congé pour bilan de compétences ;

7° Au congé pour formation syndicale avec traitement d'une durée maximum de douze jours ouvrables par an ;

| Dispositions en vigueur jusqu'au prochain renouvellement général des instances de la fonction publique Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-II-A | Dispositions applicables en vue du prochain renouvellement général des instances de la fonction publique Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-II-A |
|--|--|
|--|--|

7° bis À un congé avec traitement, d'une durée maximale de deux jours ouvrables pendant la durée de son mandat, s'il est représentant du personnel au sein de l'instance compétente en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail mentionnée au I de l'article 33-1. Ce congé est accordé, sur demande du fonctionnaire concerné, afin de suivre une formation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail au sein de l'organisme de formation de son choix. La charge financière de cette formation incombe aux collectivités territoriales et aux établissements publics. Les modalités de mise en œuvre de ce congé sont fixées par décret en Conseil d'État ;

7° bis À un congé avec traitement, d'une durée maximale de deux jours ouvrables pendant la durée de son mandat, s'il est représentant du personnel au sein **de la formation spécialisée mentionnée aux I et II de l'article 32-1 ou, lorsque celle-ci n'a pas été créée, du comité social territorial mentionné à l'article 32**. Ce congé est accordé, sur demande du fonctionnaire concerné, afin de suivre une formation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail au sein de l'organisme de formation de son choix. La charge financière de cette formation incombe aux collectivités territoriales et aux établissements publics. Les modalités de mise en œuvre de ce congé sont fixées par décret en Conseil d'État ;

8° A un congé non rémunéré de six jours ouvrables par an, pris en une ou deux fois, accordé, sur sa demande, au fonctionnaire de moins de vingt-cinq ans, pour participer aux activités des organisations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives agréées destinées à favoriser la préparation et la formation ou le perfectionnement de cadres et d'animateurs. La durée du congé est assimilée à une période de service effectif. Elle ne peut être imputée sur la durée du congé annuel. Dans les mêmes conditions, un congé est accordé à sa demande, sans condition d'âge, à tout fonctionnaire désigné pour siéger à titre bénévole au sein de l'organe d'administration ou de direction d'une association régie par la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ou inscrite au registre des associations en application du code civil local applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, déclarée depuis trois ans au moins et dont l'ensemble des activités est mentionné au b du 1 de l'article 200 du code général des impôts, et à tout fonctionnaire exerçant à titre bénévole des fonctions de direction ou d'encadrement au sein d'une telle association. Il est également accordé à tout fonctionnaire membre d'un conseil citoyen dont la composition a été reconnue par le représentant de l'Etat dans le département dans les conditions prévues à l'article 7 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, pour siéger dans les instances internes du conseil citoyen et participer aux instances de pilotage du contrat de ville, y compris celles relatives aux projets de renouvellement urbain. Il est également accordé à toute personne, non administrateur, apportant à une mutuelle, union ou fédération, en dehors de son statut de fonctionnaire, un concours personnel et bénévole, dans le cadre d'un mandat pour lequel elle a été statutairement

désignée ou élue. Ce congé peut être fractionné en demi-journées.

9° Aux congés prévus par l'article 41 de la loi du 19 mars 1928. Le bénéfice de ces congés est étendu à tous les fonctionnaires territoriaux atteints d'infirmités contractées ou aggravées au cours d'une guerre ou d'une expédition déclarée campagne de guerre ayant ouvert droit à pension au titre du livre 1er du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.

Bénéficient du même congé les fonctionnaires atteints d'infirmités ayant ouvert droit à pension du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre au titre :

- du titre III du livre II de ce code relatif aux victimes civiles des faits de guerre ;
- de la loi n° 55-1074 du 6 août 1955 relative aux avantages accordés aux personnels militaires participant au maintien de l'ordre dans certaines circonstances, complétée par l'ordonnance n° 59-261 du 4 février 1959 modifiant certaines dispositions du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre;
- et de la loi n° 59-901 du 31 juillet 1959 relative à la réparation des dommages physiques subis en métropole par les personnes de nationalité française, par suite des événements qui se déroulent en Algérie.

10° A un congé de solidarité familiale lorsqu'un ascendant, un descendant, un frère, une sœur, une personne partageant le même domicile ou l'ayant désigné comme sa personne de confiance au sens de l'article L. 1111-6 du code de la santé publique souffre d'une pathologie mettant en jeu le pronostic vital ou est en phase avancée ou terminale d'une affection grave et incurable, quelle qu'en soit la cause. Ce congé non rémunéré est accordé, sur demande écrite du fonctionnaire, pour une durée maximale de trois mois, renouvelable une fois. Il peut être fractionné dans des conditions fixées par décret. Le congé de solidarité familiale prend fin soit à l'expiration de la période de trois mois, soit dans les trois jours qui suivent le décès de la personne accompagnée, soit à une date antérieure. La durée de ce congé est assimilée à une période de service effectif. Elle ne peut être imputée sur la durée du congé annuel. Ce congé peut être transformé en période d'activité à temps partiel dans des conditions fixées par décret.

10° bis À un congé de proche aidant d'une durée de trois mois renouvelable et dans la limite d'un an sur l'ensemble de la carrière lorsque l'une des personnes mentionnées à l'article L. 3142-16 du code du travail présente un handicap ou une perte d'autonomie d'une particulière gravité. Le congé de proche aidant peut être fractionné ou pris sous la forme d'un temps partiel. Pendant le congé de proche aidant, le fonctionnaire n'est pas rémunéré. La durée passée dans le congé de proche aidant est assimilée à une période de service effectif et est prise en compte pour la constitution et la liquidation des droits à pension ;

11° A un congé pour siéger, comme représentant d'une association déclarée en application de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ou inscrite au registre des associations en application de la loi du 19 avril 1908 applicable au contrat d'association dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ou d'une mutuelle au sens du code de la mutualité, dans une instance, consultative ou non, instituée par une disposition législative ou réglementaire auprès d'une autorité de l'Etat à l'échelon national, régional ou départemental, ou d'une collectivité territoriale. Ce congé avec traitement est accordé sous réserve des nécessités de service et ne peut dépasser neuf jours ouvrables par an. Il peut être fractionné en demi-journées. Ce congé ne peut se cumuler avec ceux qui sont prévus aux 7° et 8° du présent article qu'à concurrence de douze jours ouvrables pour une même année.

12° A un congé avec traitement pour accomplir soit une période de service militaire, d'instruction militaire ou d'activité dans la réserve opérationnelle pour une durée inférieure ou égale à trente jours cumulés par année civile, soit une période d'activité dans la réserve de sécurité civile d'une durée inférieure ou égale à quinze jours cumulés par année civile, soit une période d'activité dans la réserve sanitaire, soit une période d'activité dans la réserve civile de la police nationale d'une durée de quarante-cinq jours.

- Article 57, 5^{ème} et 6^{ème} alinéas complétés par l'article 117 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012
- Article 57, 5°, 2^{ème} alinéa complété par l'article 94-IX de la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012
- Article 57, 1°, 2^{ème} alinéa complété par l'article 33 de la loi n° 2013-1029 du 15 novembre 2013
- Article 57, 2°, 1^{er} alinéa complété par l'article 126-IV de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013.
- Article 57, 5° modifié par l'article 45-IV de la loi n° 2014-1554 du 22 décembre 2014
- Article 57, 12° ajouté par l'article 31-III de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016
- Article 57, 5° remplacé par l'article 69-II de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016
- Article 57, 7° bis ajouté par l'article 72 (3°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016
- Article 57, 4° bis modifié par l'article 8-II de l'ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017
- Article 57 ; 2° et 4° modifiés par l'article 10-III de l'ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017
- Article 57, 8° remplacé par l'article 10-II de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017
- **Article 57, 7° bis modifié par l'article 4-II (6°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**
- **Article 57, 10° bis inséré par l'article 40- III (2°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**

Art. 58 - Des décrets en Conseil d'Etat fixent les modalités des différents régimes de congé et déterminent leurs effets sur la situation administrative des fonctionnaires. Ils fixent également les modalités d'organisation et de fonctionnement des comités médicaux compétents en matière de congé de maladie, de longue maladie et de longue durée. Ils déterminent, en outre, les obligations auxquelles les fonctionnaires demandant le bénéfice ou bénéficiant des congés prévus aux 2°, 3° et 4° de l'article 57 sont tenus de se soumettre en vue, d'une part, de l'octroi ou du maintien de ces congés et, d'autre part, du rétablissement de leur santé, sous peine de voir réduire ou supprimer le traitement qui leur avait été conservé.

En cas de congé de maladie, les modalités de contrôle applicables aux fonctionnaires territoriaux sont applicables également aux agents sous contrat de droit privé, avec toutes les conséquences qui en résultent. Le médecin contrôleur agréé transmet son rapport simultanément à l'autorité territoriale et, pour simple information, au médecin contrôleur de la sécurité sociale qui ne peut remettre en cause l'avis du médecin contrôleur agréé.

- Article 58, alinéa ajouté par l'article 29 de la loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001

Art. 59. - Des autorisations spéciales d'absence qui n'entrent pas en compte dans le calcul des congés annuels sont accordées :

1° Aux représentants dûment mandatés des syndicats pour assister aux congrès professionnels syndicaux fédéraux, confédéraux et internationaux et aux réunions des organismes directeurs des unions, fédérations ou confédérations dont ils sont membres élus. Les organisations syndicales qui sont affiliées à ces unions, fédérations ou confédérations disposent des mêmes droits pour leurs représentants ;

2° Aux membres du Conseil commun de la fonction publique et des organismes statutaires créés en application de la présente loi et de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 précitée ;

3° Aux membres des commissions mentionnées au deuxième alinéa de l'article L. 225-2 du code de l'action sociale et des familles ;

4° **Abrogé**

Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application du présent article et notamment, pour les autorisations spéciales d'absence prévues au 1°, le niveau auquel doit se situer l'organisme directeur dans la structure du syndicat considéré et le nombre de jours d'absence maximal autorisé chaque année. Pour l'application du 2°, le décret détermine notamment la durée des autorisations liées aux réunions concernées.

- Article 59, 2^{ème} alinéa (1°) abrogé par l'article 39 de la loi n° 92-108 du 3 février 1992
- Article 59 après le 4°, alinéa ajouté par l'article 60 de la loi n° 96-604 du 5 juillet 1996
- Article 59, 3° abrogé par l'article 6-XXX de l'ordonnance n° 2001-350 du 19 avril 2001
- Article 59 modifié par l'article 38 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
- Article 59 remplacé par l'article 102 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012
- **Article 59, 4° abrogé par l'article 45-IV de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**

Art. 59-1. - Lorsqu'un agent membre d'une association agréée en matière de sécurité civile est sollicité pour la mise en œuvre du plan Orsec ou à la demande de l'autorité de police compétente en cas d'accident, sinistre ou catastrophe, il lui appartient d'obtenir l'accord de son chef de service. Sous réserve des nécessités du service, celui-ci ne peut s'opposer à l'absence de l'agent.

Aucune sanction disciplinaire ne peut être prononcée à l'encontre de l'agent mobilisé en raison des absences résultant des présentes dispositions.

- Article 59-1 ajouté par l'article 39-III de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004

Art. 60 - Les fonctionnaires à temps complet, en activité ou en service détaché et qui occupent un emploi conduisant à pension du régime de la Caisse Nationale de retraite des agents des collectivités locales ou du régime général de la sécurité sociale peuvent, sur leur demande, sous réserve des nécessités de la continuité et du fonctionnement du service et compte tenu des possibilités d'aménagement de l'organisation du travail, être autorisés à accomplir un service à temps partiel qui ne peut être inférieur au mi-temps.

Les modalités d'exercice du travail à temps partiel sont fixées par l'organe délibérant de chaque collectivité ou établissement public, dans les conditions définies par le présent article.

Les refus opposés à une demande de travail à temps partiel doivent être précédés d'un entretien et motivés dans les conditions définies par les articles L. 211-2 à L. 211-7 du code des relations entre le public et l'administration.

En cas de refus de l'autorisation d'accomplir un service à temps partiel ou de litige relatif à l'exercice du travail à temps partiel, la commission administrative paritaire peut être saisie par les intéressés.

A l'issue de la période de travail à temps partiel, les fonctionnaires sont admis de plein droit à

occuper à temps plein leur emploi ou, à défaut, un autre emploi correspondant à leur grade.

Pour la détermination des droits à avancement, à promotion et à formation, les périodes de travail à temps partiel sont assimilées à des périodes à temps complet.

Les fonctionnaires autorisés à travailler à temps partiel perçoivent une fraction du traitement, de l'indemnité de résidence et des primes et indemnités de toute nature afférentes soit au grade de l'agent et à l'échelon auquel il est parvenu, soit à l'emploi auquel il a été nommé. Cette fraction est égale au rapport entre la durée hebdomadaire du service effectué et la durée résultant des obligations hebdomadaires de service réglementairement fixées pour les agents de même grade exerçant à temps plein les mêmes fonctions dans l'administration ou le service concerné

Toutefois, dans le cas de services représentant 80 ou 90 p. 100 du temps plein, cette fraction est égale respectivement aux six septièmes ou aux trente-deux trente-cinquièmes du traitement, des primes et indemnités mentionnées à l'alinéa précédent.

Les fonctionnaires autorisés à travailler à temps partiel perçoivent, le cas échéant, des indemnités pour frais de déplacement. Le supplément familial de traitement ne peut être inférieur au montant minimum versé aux fonctionnaires travaillant à temps plein ayant le même nombre d'enfants à charge.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.

- Article 60 modifié par l'article 3 de la loi n° 94-628 du 25 juillet 1994
- Article 60, 11^{ème} alinéa supprimé par l'article 32 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994
- Article 60, 7^{ème} alinéa supprimé par l'article 23-IV de la loi n° 2007-148 du 2 février 2007
- Article 60, avant-dernier alinéa abrogé par l'article 102-II (5°) de la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007
- Article 60 modifié par l'article 3 de l'ordonnance n° 2015-1341 du 23 octobre 2015

Art. 60 bis - L'autorisation d'accomplir un travail à temps partiel, selon les quotités de 50 %, 60 %, 70 % et 80 %, est accordée de plein droit aux fonctionnaires à l'occasion de chaque naissance jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant ou de chaque adoption jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant adopté.

L'autorisation d'accomplir un service à temps-partiel est également accordée de plein droit au fonctionnaire pour donner des soins à son conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, ou victime d'un accident ou d'une maladie grave.

Supprimé

Supprimé

L'autorisation d'accomplir un service à temps partiel est accordée de plein droit aux fonctionnaires relevant des catégories visées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 5212-13 du code du travail, après avis du médecin du service de médecine professionnelle et préventive.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article.

- Article 60 bis ajouté par l'article 17 de la loi n° 94-629 du 25 juillet 1994
- Article 60 bis, 2^{ème} alinéa modifié par l'article 20-X de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000
- Article 60 bis, 1^{er} alinéa remplacé par l'article 70-I de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003
- Article 60 bis, alinéa inséré par l'article 33-5° de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005
- Article 60 bis, deux alinéas insérés par l'article 21 de la loi n° 2007-148 du 2 février 2007
- Article 60 bis, 3^{ème} alinéa modifié et 4^{ème} alinéa supprimé par l'article 45-I de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010
- Article 60 bis, 3^{ème} alinéa supprimé par l'article 9-I (2°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016
- Article 60 bis, avant-dernier alinéa modifié par l'article 65-II de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016

Art. 60 ter - Pour une durée de six ans à compter du 1er janvier 1995, à titre expérimental, le travail à temps partiel pourra être organisé sur une période d'une durée maximale d'un an, les fonctionnaires concernés exerçant leurs fonctions dans les conditions prévues à l'article 60, sous réserve des adaptations rendues nécessaires par le cadre ainsi défini.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article.

- Article 60 ter ajouté par l'article 4 de la loi n° 94-628 du 25 juillet 1994
- Article 60 ter, 1er alinéa modifié par l'article 64 de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996
- Article 60 ter, 1^{er} alinéa modifié par l'article 110 de la loi de finances pour 2000 (n° 99-1172 du 30 décembre 1999)

Art. 60 quater - Pour les personnels relevant d'un régime d'obligations de service défini dans un statut particulier ou dans un texte réglementaire relatif à un ou plusieurs corps, les quotités de travail à temps partiel, y compris lorsque le temps partiel est de droit, peuvent être aménagées, de façon à obtenir un service hebdomadaire comprenant soit un nombre entier d'heures, soit un nombre entier de demi-journées dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. La fraction de rémunération versée est adaptée dans les mêmes conditions.

- Article 60 quater ajouté par l'article 70-II de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003

Art. 60 quinquies. - Des aménagements d'horaires propres à faciliter son exercice professionnel ou son maintien dans l'emploi sont accordés à sa demande au fonctionnaire handicapé relevant de l'une des catégories mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 5212-13 du code du travail, dans toute la mesure compatible avec les nécessités du fonctionnement du service.

Des aménagements d'horaires sont également accordés à sa demande à tout fonctionnaire, dans toute la mesure compatible avec les nécessités du fonctionnement du service, pour lui permettre d'accompagner une personne handicapée, qui est son conjoint, son concubin, la personne avec laquelle il a conclu un pacte civil de solidarité, un enfant à charge, un ascendant ou une personne accueillie à son domicile et nécessite la présence d'une tierce personne.

- Article 60 quinquies ajouté par l'article 33-6° de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005

- Article 60 quinquies, 1^{er} alinéa modifié par l'article 65-II de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016

Art. 60 sexies. - Le congé de présence parentale est accordé au fonctionnaire lorsque la maladie, l'accident ou le handicap d'un enfant à charge présente une particulière gravité rendant indispensables une présence soutenue de sa mère ou de son père et des soins contraignants. Les modalités d'appréciation de la gravité de la maladie, de l'accident ou du handicap sont définies par décret en Conseil d'Etat.

Ce congé est accordé de droit, sur demande écrite du fonctionnaire. Le nombre de jours de congé dont il peut bénéficier à ce titre ne peut excéder trois cent dix jours ouvrés au cours d'une période de trente-six mois. Chacun de ces jours ne peut être fractionné. La période de congé ne peut être imputée sur la durée du congé annuel.

Pendant les jours de congé de présence parentale, le fonctionnaire n'est pas rémunéré. Il n'acquiert pas de droits à la retraite, sous réserve des dispositions de l'article L. 9 du code des pensions civiles et militaires de retraite.

A l'issue de la période du congé de présence parentale ou en cas de diminution des ressources du ménage ou en cas de décès de l'enfant, le fonctionnaire est réaffecté dans son ancien emploi. Dans le cas où celui-ci ne peut lui être proposé, il est affecté dans un emploi le plus proche de son dernier lieu de travail. S'il le demande, il peut également être affecté dans un emploi le plus proche de son domicile sous réserve de l'application de l'article 54.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article.

- Article 60 sexies ajouté par l'article 87-IX (1°) de la loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005

SOUS-SECTION II

Mise à disposition

Art. 61. - La mise à disposition est la situation du fonctionnaire qui demeure dans son cadre d'emplois ou corps d'origine, est réputé y occuper un emploi, continue à percevoir la rémunération correspondante, mais qui exerce ses fonctions hors du service où il a vocation à servir.

Elle ne peut avoir lieu qu'avec l'accord du fonctionnaire et doit être prévue par une convention conclue entre l'administration d'origine et l'organisme d'accueil.

L'organe délibérant de la collectivité territoriale ou de l'établissement public en est préalablement informé.

Le fonctionnaire peut être mis à disposition auprès d'un ou de plusieurs organismes pour y effectuer tout ou partie de son service.

Un fonctionnaire peut également être recruté en vue d'être mis à disposition pour effectuer tout ou partie de son service dans d'autres collectivités ou établissements que le sien sur un emploi permanent à temps non complet.

Le fonctionnaire mis à disposition est soumis aux règles d'organisation et de fonctionnement du service où il sert, à l'exception des articles L. 1234-9, L. 1243-1 à L. 1243-4 et L. 1243-6 du code du travail, de toute disposition législative ou réglementaire ou de toute clause conventionnelle prévoyant le versement d'indemnités de licenciement ou de fin de carrière.

- Article 61 remplacé par l'article 14 de la loi n° 2007-148 du 2 février 2007

- Article 61, alinéa ajouté par l'article 75 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012

Art. 61-1. - I. - La mise à disposition est possible auprès :

- des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- de l'Etat et de ses établissements publics ;
- des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

- des groupements d'intérêt public ;
- des organismes contribuant à la mise en oeuvre d'une politique de l'Etat, des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics administratifs, pour l'exercice des seules missions de service public confiées à ces organismes ;
- du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, pour l'exercice de ses missions ;
- des organisations internationales intergouvernementales ;
- d'une institution ou d'un organe de l'Union européenne ;
- d'un Etat étranger, auprès de l'administration d'une collectivité publique ou d'un organisme public relevant de cet Etat ou auprès d'un Etat fédéré, à la condition que le fonctionnaire mis à disposition conserve, par ses missions, un lien fonctionnel avec son administration d'origine.

Par dérogation au deuxième alinéa de l'article 61 de la présente loi, dans les cas prévus aux huitième à dernier alinéas du présent I, la lettre de mission vaut convention de mise à disposition.

II. - La mise à disposition donne lieu à remboursement. Il peut être dérogé à cette règle lorsque la mise à disposition intervient entre une collectivité territoriale et un établissement public administratif dont elle est membre ou qui lui est rattaché, auprès du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, auprès d'un groupement d'intérêt public, auprès d'une organisation internationale intergouvernementale, d'une institution ou d'un organe de l'Union européenne, ou d'un Etat étranger, auprès de l'administration d'une collectivité publique ou d'un organisme public relevant de cet Etat ou auprès d'un Etat fédéré.

III. - Les services accomplis, y compris avant l'entrée en vigueur de la présente loi, par les sapeurs-pompier professionnels mis à disposition auprès de l'Etat ou de ses établissements publics, dans le cadre de leurs missions de défense et de sécurité civile, sont réputés avoir le caractère de services effectifs réalisés dans leur cadre d'emplois.

- Article 61-1 remplacé par l'article 14 de la loi n° 2007-148 du 2 février 2007
- Article 61-1 modifié par l'article 73-II de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012
- Article 61-1 modifié par l'article 33-II de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016

Art. 61-2. - Les collectivités territoriales et leurs établissements publics administratifs peuvent, lorsque des fonctions exercées en leur sein nécessitent une qualification technique spécialisée, bénéficier de la mise à disposition de personnels de droit privé, dans les cas et conditions définis par décret en Conseil d'Etat.

Cette mise à disposition est assortie du remboursement par la collectivité territoriale ou l'établissement public des rémunérations, charges sociales, frais professionnels et avantages en nature des intéressés et de la passation d'une convention avec leur employeur.

Les personnels ainsi mis à disposition sont soumis aux règles d'organisation et de fonctionnement du service où ils servent et aux obligations s'imposant aux fonctionnaires.

- Article 61-2 ajouté par l'article 14 de la loi n° 2007-148 du 2 février 2007

| En vigueur jusqu'au 31 décembre 2020 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 5-VII | Abrogé à compter du 1 ^{er} janvier 2021 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 5-VII |
|--|---|
| <p>Art. 62. - L'application des articles 61, 61-1 et 61-2 fait l'objet d'un rapport annuel de l'exécutif de la collectivité territoriale, du président de l'établissement public ou du président du centre de gestion au comité technique compétent pour l'ensemble des services de la collectivité ou de l'établissement ou l'ensemble des collectivités et établissements affiliés, précisant le nombre de fonctionnaires mis à disposition, les organismes bénéficiaires de ces mises à disposition, ainsi que le nombre des personnels de droit privé mis à disposition.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Article 62 remplacé par l'article 14 de la loi n° 2007-148 du 2 février 2007 - Article 62 modifié par l'article 19 (3°) de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 | <p>Art. 62. - Abrogé</p> <ul style="list-style-type: none"> - Article 62 remplacé par l'article 14 de la loi n° 2007-148 du 2 février 2007 - Article 62 modifié par l'article 19 (3°) de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 - Article 62 abrogé par l'article 5-II (2°) de la loi n° 2019-628 du 6 août 2019 |

Art. 63. - Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités et conditions d'application de la présente sous-section.

- Article 63 remplacé par l'article 14 de la loi n° 2007-148 du 2 février 2007

*Loi n° 2007-148 - Art. 16. - Les mises à disposition en cours lors de l'entrée en vigueur des dispositions du présent chapitre sont maintenues jusqu'au terme fixé par les décisions dont elles résultent et au plus tard jusqu'au 1er juillet 2010 ; elles continuent d'être régies par les dispositions en vigueur à la date de la publication de la présente loi. .../... les articles 61 à 63 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique .../..., dans leur rédaction résultant des articles 10, 14 et 15 de la présente loi, peuvent leur être rendus applicables, en partie ou en totalité, dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat.

SECTION II Détachement

Art. 64 - Le détachement est la position du fonctionnaire placé hors de son cadre d'emplois, emploi ou corps d'origine mais continuant à bénéficier, dans ce cadre d'emplois, emploi ou corps, de ses droits à l'avancement et à la retraite.

Il est prononcé sur la demande du fonctionnaire.

Le détachement est de courte ou de longue durée. Il est révoquant.

Le fonctionnaire détaché est soumis aux règles régissant la fonction qu'il exerce par l'effet de son détachement.

- Article 64 complété par l'article 28 de la loi n° 86-972 du 19 août 1986
- Article 64 modifié par l'article 43-I et III de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 64, 5^{ème} alinéa abrogé par l'article 11-1 de la loi n° 89-19 du 13 janvier 1989

Art. 65 - Le fonctionnaire détaché ne peut, sauf dans le cas où le détachement a été prononcé dans une administration ou un organisme implanté sur le territoire d'un Etat étranger ou auprès d'organismes internationaux ou pour exercer une fonction publique élective, être affilié au régime de retraite dont relève la fonction de détachement, ni acquérir, à ce titre, des droits quelconques à pensions ou allocations, sous peine de la suspension de la pension de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales.

Supprimé

Il reste tributaire de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales et effectue les versements fixés par le règlement de cette caisse sur le traitement afférent à son grade et à son échelon dans le service dont il est détaché.

Dans le cas où le fonctionnaire est détaché dans un emploi conduisant à pension du régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales ou relevant du code des pensions civiles et militaires de retraite, la retenue pour pension est calculée sur le traitement afférent à l'emploi de détachement.

L'organisme auprès duquel le fonctionnaire est détaché est redevable envers la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales d'une contribution pour la constitution des droits à pension de l'intéressé, dans les conditions prévues par décret en Conseil d'Etat.

Dans le cas de fonctionnaires détachés auprès de députés ou de sénateurs, la contribution est versée par le député ou le sénateur intéressé.

- Article 65, 5^{ème} alinéa abrogé par l'article 28 de la loi n° 86-972 du 19 août 1986
- Article 65, 5^{ème} alinéa ajouté par l'article 11-II de la loi n° 89-19 du 13 janvier 1989
- Article 65, 1^{er} alinéa modifié par l'article 20-II de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002
- Article 65, 3^{ème} alinéa remplacé par l'article 71-I de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003
- Article 65, alinéa inséré par l'article 9-I de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007
- Article 65, 2^{ème} alinéa supprimé à compter du 1^{er} janvier 2014 par l'article 24-II de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013

Art. 65-1. - Sauf accord international contraire, le détachement d'un agent dans une administration ou un organisme implanté sur le territoire d'un Etat étranger ou auprès d'un organisme international n'implique pas obligatoirement l'affiliation, pendant la période de détachement, au régime spécial de retraite français dont relève cet agent.

- Article 65-1 ajouté par l'article 20-II de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002

Art. 65-2. - Le fonctionnaire détaché dans une administration ou un organisme implanté sur le territoire d'un Etat étranger ou auprès d'un organisme international peut demander, même s'il est affilié au régime de retraite dont relève la fonction de détachement, à cotiser au régime de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales.

Le cas échéant, il peut cumuler le montant de la pension acquise au titre du régime français dont il relève et le montant de la pension éventuellement acquise au titre des services accomplis en détachement dans les conditions prévues à l'article L. 87 du code des pensions civiles et militaires de retraite.

Les cotisations versées durant sa période de détachement en application du premier alinéa peuvent lui être remboursées à sa demande, dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat, lorsqu'il remplit les conditions pour bénéficier d'une pension au titre du régime dont relève la fonction de détachement.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent article.

- Article 65-2 ajouté par l'article 20-II de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002
- Article 65-2 modifié par l'article 84-III de la loi n° 2013-1279 du 29 décembre 2013

Art. 66 - Le fonctionnaire détaché peut, sur sa demande ou avec son accord, être intégré dans le cadre d'emplois ou corps de détachement. *

Supprimé

Le fonctionnaire détaché est soumis aux règles régissant la fonction qu'il exerce par l'effet de son détachement, à l'exception des dispositions des articles L. 1234-9, L. 1243-1 à L. 1243-4 et L. 1243-6 du code du travail ou de toute disposition législative, réglementaire ou conventionnelle prévoyant le versement d'indemnité de licenciement ou de fin de carrière.

Lorsque le fonctionnaire bénéficie ou peut prétendre au bénéfice d'un avancement de grade dans son corps ou cadre d'emplois d'origine, à la suite de la réussite à un concours ou à un examen professionnel ou de l'inscription sur un tableau d'avancement au titre de la promotion au choix, il est tenu compte dans le cadre d'emplois de détachement, sous réserve de la vacance d'emploi correspondant dans la collectivité territoriale de détachement, du grade et de l'échelon qu'il a atteints ou auxquels il peut prétendre dans son corps ou cadre d'emplois d'origine, dès lors qu'ils lui sont plus favorables.

Lorsque le fonctionnaire est détaché dans un cadre d'emplois ou un emploi, qu'il bénéficie d'une promotion interne en application de l'article 39 de la présente loi et que la titularisation dans le cadre d'emplois où il a été promu est subordonnée à l'accomplissement préalable d'un stage, il peut être maintenu en détachement pour la durée d'accomplissement du stage probatoire en vue de sa titularisation dans son nouveau cadre d'emplois dès lors que le détachement aurait pu légalement intervenir s'il avait été titularisé dans ce nouveau cadre d'emplois.

- Article 66, dernier alinéa supprimé par l'article 34-I de la loi n° 85-97 du 25 janvier 1985
- Article 66 modifié par l'article 43-III de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 66, 1^{er} alinéa remplacé par deux alinéas par l'article 5-II (1°) de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009
- Article 66, dernier alinéa modifié par l'article 72-II de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012
- Article 66 modifié par l'article 4-II de l'ordonnance n° 2017-543 du 13 avril 2017
- **Article 66, alinéa ajouté par l'article 70 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**

Art. 67 - A l'expiration d'un détachement de courte durée, le fonctionnaire est obligatoirement réintégré dans son corps ou cadre d'emplois et réaffecté dans l'emploi qu'il occupait antérieurement.

A l'expiration d'un détachement de longue durée, le fonctionnaire est, sauf intégration dans le cadre d'emplois ou corps de détachement, réintégré dans son corps ou cadre d'emplois et réaffecté à la première vacance ou création d'emploi dans un emploi correspondant à son grade relevant de sa collectivité ou de son établissement d'origine. Il est tenu compte, lors de sa réintégration, du grade et de l'échelon qu'il a atteints dans le corps ou cadre d'emplois de détachement sous réserve qu'ils lui soient plus favorables. Toutefois, cette disposition n'est pas applicable au fonctionnaire dont le détachement dans un corps ou cadre d'emplois pour l'accomplissement d'un stage ou d'une période de scolarité n'est pas suivi d'une titularisation. Lorsque le fonctionnaire détaché refuse l'emploi proposé, il ne peut être nommé à l'emploi auquel il peut prétendre ou à un emploi équivalent que lorsqu'une vacance est ouverte ou un poste créé. Il est, en attendant, placé en position de disponibilité d'office.

* Lorsqu'aucun emploi n'est vacant, le fonctionnaire est maintenu en surnombre pendant un an dans sa collectivité d'origine dans les conditions prévues à l'article 97. Si, au terme de ce délai, il ne peut être réintégré et reclassé dans un emploi correspondant à son grade, le fonctionnaire est pris en charge dans les conditions prévues à l'article 97 soit par le Centre national de la fonction publique territoriale pour les fonctionnaires relevant de l'un des cadres d'emplois de catégorie A auxquels renvoie l'article 45, soit par le centre de gestion dans le ressort duquel se trouve la collectivité ou l'établissement qui les employait antérieurement à leur détachement pour les autres fonctionnaires. Le fonctionnaire a priorité pour être affecté dans un emploi correspondant à son grade de la collectivité ou de l'établissement d'origine.

Le fonctionnaire détaché qui est remis à la disposition de sa collectivité ou de son établissement d'origine avant l'expiration normale de la période de détachement pour une cause autre qu'une faute

commise dans l'exercice de ses fonctions et qui ne peut être réintégré dans son corps ou cadre d'emplois d'origine faute d'emploi vacant continue d'être rémunéré par l'organisme de détachement au plus tard jusqu'à la date à laquelle le détachement devait prendre fin. Lorsque l'intéressé était détaché auprès d'une personne physique ou auprès d'une administration d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, il est obligatoirement réintégré dans son corps ou cadre d'emplois, et réaffecté dans l'emploi qu'il occupait antérieurement. Lorsque cet emploi n'est pas vacant, le fonctionnaire est réintégré dans les conditions fixées par le troisième alinéa du présent article. Le fonctionnaire a priorité pour être affecté dans son emploi d'origine.

- Article 67 modifié par l'article 44 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984
- Article 67 remplacé par l'article 34-II de la loi n° 85-97 du 25 janvier 1985
- Article 67 remplacé par l'article 30 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 67, 4ème alinéa complété par l'article 11-III de la loi n° 89-19 du 13 janvier 1989
- Article 67, dernier alinéa modifié par l'article 91 de la loi n° 92-125 du 6 février 1992
- Article 67 modifié par l'article 34 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994
- Article 67, 4ème alinéa modifié par l'article 65 de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996
- Article 67 modifié par l'article 5-II (2°) de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009
- Article 67, 3ème alinéa modifié par l'article 122-I de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012

Art. 68 - Les fonctionnaires régis par les dispositions du titre II et du Titre IV du statut général peuvent être détachés dans les cadres d'emplois, emplois ou corps régis par la présente loi.

- Article 68 modifié par l'article 43-VIII de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 68 complété par l'article 39 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007

Art. 68-1. - Le fonctionnaire peut être intégré directement dans un cadre d'emplois de niveau comparable à celui de son corps ou cadre d'emplois d'origine, ce niveau étant apprécié au regard des conditions de recrutement ou du niveau des missions prévues par les statuts particuliers. L'intégration directe est prononcée par l'administration d'accueil, après accord de l'administration d'origine et de l'intéressé, dans les mêmes conditions de classement que celles afférentes au détachement.

- Article 68-1 ajouté par l'article 2-IV (3°) de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009
- Article 68-1 modifié par l'article 76 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012

Art. 69 - Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application de la présente section. Il détermine notamment les cas, les conditions, les modalités et la durée du détachement ainsi que les modalités d'intégration dans le cadre d'emplois, emploi ou corps de détachement et de réintégration dans le cadre d'emplois, emploi ou corps d'origine.

- Article 69 modifié par l'article 43-III de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 69 modifié par l'article 2-IV (4°) de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009

SECTION III

Position hors cadres

Section III abrogée par l'article 31-X (2°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016

Art. 70 et 71 - Abrogés

- Articles 70 et 71 abrogés par l'article 31-X (2°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016

SECTION IV

Disponibilité

| | |
|--|---|
| <p>En vigueur jusqu'au 31 décembre 2019 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 74-II</p> | <p>En vigueur à compter du 1^{er} janvier 2020 La durée des périodes de disponibilité antérieures à cette date est prise en compte pour son application. Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 74-II</p> |
| <p>Art. 72 - La disponibilité est la position du fonctionnaire qui, placé hors de son administration ou service d'origine, cesse de</p> | <p>Art. 72 - La disponibilité est la position du fonctionnaire qui, placé hors de son administration ou service d'origine, cesse de</p> |

| <p align="center">En vigueur jusqu'au 31 décembre 2019 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 74-II</p> | <p align="center">En vigueur à compter du 1^{er} janvier 2020 La durée des périodes de disponibilité antérieures à cette date est prise en compte pour son application. Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 74-II</p> |
|---|--|
| <p>bénéficiaire, dans cette position, de ses droits à l'avancement et à la retraite.</p> <p>* Par dérogation au premier alinéa, lorsqu'un fonctionnaire bénéficie d'une disponibilité au cours de laquelle il exerce une activité professionnelle ou d'une disponibilité pour élever un enfant, il conserve, pendant une durée maximale de cinq ans, ses droits à l'avancement dans les conditions prévues par décret en Conseil d'Etat. Cette période est assimilée à des services effectifs dans le cadre d'emplois..</p> <p>Lorsqu'un engagement de servir pendant une durée minimale a été requis d'un fonctionnaire, la période mentionnée au deuxième alinéa n'est pas comprise au nombre des années dues au titre de cet engagement.</p> <p>Dans les conditions fixées par les statuts particuliers de chaque cadre d'emplois, les activités professionnelles exercées durant la période de disponibilité peuvent être prises en compte pour une promotion à un grade mentionné au sixième alinéa de l'article 79 dont l'accès est subordonné à l'occupation préalable de certains emplois ou à l'exercice préalable de certaines fonctions. Les activités professionnelles prises en compte doivent être comparables à ces emplois et ces fonctions au regard de leur nature ou du niveau des responsabilités exercées.</p> <p>La disponibilité est prononcée, soit à la demande de l'intéressé, soit d'office à l'expiration des congés prévus aux 2°, 3° et 4° de l'article 57. Le fonctionnaire mis en disponibilité qui refuse successivement trois postes qui lui sont proposés dans le ressort territorial de son cadre d'emplois, emploi ou corps en vue de la réintégration peut être licencié après avis de la commission administrative paritaire.</p> <p>Le fonctionnaire mis en disponibilité, soit d'office à l'expiration des congés institués par les 2°, 3° et 4° de l'article 57 de la présente loi, soit de droit, sur demande, pour raisons familiales, est réintégré à l'expiration de sa période de disponibilité dans les conditions prévues aux premier, deuxième et troisième alinéas de l'article 67 de la présente loi. Dans les autres cas, si la durée de la disponibilité n'a pas excédé trois années, une des trois premières vacances dans la collectivité ou l'établissement d'origine doit être proposée au fonctionnaire.</p> <p>Article 72, 2^{ème} alinéa modifié par l'article 85-II de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019</p> | <p>bénéficiaire, dans cette position, de ses droits à l'avancement et à la retraite.</p> <p>* Par dérogation au premier alinéa, lorsqu'un fonctionnaire bénéficie d'une disponibilité au cours de laquelle il exerce une activité professionnelle ou d'une disponibilité pour élever un enfant, il conserve, pendant une durée maximale de cinq ans, ses droits à l'avancement dans les conditions prévues par décret en Conseil d'Etat. Cette période est assimilée à des services effectifs dans le cadre d'emplois.</p> <p>Lorsqu'un engagement de servir pendant une durée minimale a été requis d'un fonctionnaire, la période mentionnée au deuxième alinéa n'est pas comprise au nombre des années dues au titre de cet engagement.</p> <p>Dans les conditions fixées par les statuts particuliers de chaque cadre d'emplois, les activités professionnelles exercées durant la période de disponibilité peuvent être prises en compte pour une promotion à un grade mentionné au sixième alinéa de l'article 79 dont l'accès est subordonné à l'occupation préalable de certains emplois ou à l'exercice préalable de certaines fonctions. Les activités professionnelles prises en compte doivent être comparables à ces emplois et ces fonctions au regard de leur nature ou du niveau des responsabilités exercées.</p> <p>La disponibilité est prononcée, soit à la demande de l'intéressé, soit d'office à l'expiration des congés prévus aux 2°, 3° et 4° de l'article 57. Le fonctionnaire mis en disponibilité qui refuse successivement trois postes qui lui sont proposés dans le ressort territorial de son cadre d'emplois, emploi ou corps en vue de la réintégration peut être licencié après avis de la commission administrative paritaire.</p> <p>Le fonctionnaire mis en disponibilité, soit d'office à l'expiration des congés institués par les 2°, 3° et 4° de l'article 57 de la présente loi, soit de droit, sur demande, pour raisons familiales, est réintégré à l'expiration de sa période de disponibilité dans les conditions prévues aux premier, deuxième et troisième alinéas de l'article 67 de la présente loi. Toutefois, le fonctionnaire mis en disponibilité de droit, sur demande, pour suivre son conjoint ou le partenaire avec lequel il est lié par un pacte civil de solidarité n'est réintégré dans les conditions prévues aux mêmes premier, deuxième et troisième alinéas de l'article 67, à l'expiration de sa période de disponibilité, que si celle-ci n'a pas excédé trois ans. Au delà de cette durée, une des trois premières vacances dans la collectivité ou l'établissement d'origine doit être proposée au fonctionnaire.</p> <p>Dans les autres cas, si la durée de la disponibilité n'a pas excédé trois années, une des</p> |

| | |
|--|---|
| <p>En vigueur jusqu'au 31 décembre 2019 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 74-II</p> | <p>En vigueur à compter du 1^{er} janvier 2020 La durée des périodes de disponibilité antérieures à cette date est prise en compte pour son application. Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 74-II</p> |
| | <p>trois premières vacances dans la collectivité ou l'établissement d'origine doit être proposée au fonctionnaire.</p> <p>- Article 72, dernier alinéa complété et alinéa ajouté par l'article 74-I de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - Article 72, 2^{ème} alinéa modifié par l'article 85-II (1°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019</p> |

Art. 73 - Un décret en Conseil d'Etat détermine les cas et conditions de mise en disponibilité, sa durée, ainsi que les modalités de réintégration des fonctionnaires intéressés à l'expiration de la période de disponibilité.

SECTION V

Accomplissement du service national et des activités dans une réserve

Section V, intitulé complété par l'article 48-2° de la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999
Section V, intitulé modifié par l'article 9 (2°) de la loi n° 2007-294 du 5 mars 2007
Section V abrogée par l'article 31-X (2°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016

Art. 74 – Abrogé

- Article 74 abrogé par l'article 31-X (2°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016

SECTION VI Congé parental

Section VI, intitulé complété par l'article 20-X de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000
Section VI, intitulé modifié par l'article 87-IX (3°) de la loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005

Art. 75 - Le congé parental est la position du fonctionnaire qui est placé hors de son administration ou service d'origine pour élever son enfant.

Cette position est accordée de droit sur simple demande du fonctionnaire après la naissance ou l'adoption d'un enfant, sans préjudice du congé de maternité ou du congé d'adoption qui peut intervenir au préalable. Le congé parental prend fin au plus tard au troisième anniversaire de l'enfant ou à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant, adopté ou confié en vue de son adoption, âgé de moins de trois ans. Lorsque l'enfant adopté ou confié en vue de son adoption est âgé de plus de trois ans mais n'a pas encore atteint l'âge de la fin de l'obligation scolaire, le congé parental ne peut excéder une année à compter de l'arrivée au foyer. En cas de naissances multiples, le congé parental peut être prolongé jusqu'à l'entrée à l'école maternelle des enfants. Pour les naissances multiples d'au moins trois enfants ou les arrivées simultanées d'au moins trois enfants adoptés ou confiés en vue d'adoption, il peut être prolongé cinq fois pour prendre fin au plus tard au sixième anniversaire du plus jeune des enfants.

Dans cette position, le fonctionnaire n'acquiert pas de droit à la retraite, sous réserve des dispositions législatives ou réglementaires relatives aux pensions prévoyant la prise en compte de périodes d'interruption d'activité liées à l'enfant. Il conserve ses droits à l'avancement, dans la limite d'une durée de cinq ans pour l'ensemble de sa carrière. Cette période est assimilée à des services effectifs dans le cadre d'emplois.

A l'expiration de son congé, le fonctionnaire est réintégré de plein droit, au besoin en surnombre, dans sa collectivité ou établissement d'origine ou, en cas de détachement, dans sa collectivité ou son établissement d'accueil. Sur sa demande et à son choix, il est réaffecté dans son ancien emploi ou dans un emploi le plus proche de son dernier lieu de travail ou de son domicile, lorsque celui-ci a changé, pour assurer l'unité de la famille.

Si une nouvelle naissance survient en cours de congé parental, ce congé est prolongé jusqu'au troisième anniversaire du nouvel enfant ou, en cas d'adoption, jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'arrivée au foyer du nouvel enfant adopté, dans les conditions prévues ci-dessus.

Le titulaire du congé parental peut demander d'écourter la durée de ce congé *.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article.

- Article 75, 2^{ème} alinéa remplacé par deux alinéas par l'article 85-II (2°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019e

Art. 75-1. – Lorsque le fonctionnaire bénéficie d'une disponibilité pour élever un enfant en application du troisième alinéa de l'article 72 ou d'un congé parental en application de l'article 75, il conserve, au titre de ces deux positions, l'intégralité de ses droits à avancement, dans la limite d'une durée de cinq ans pour l'ensemble de sa carrière. Cette période est assimilée à des services effectifs dans le cadre d'emplois.

- Article 75-1 ajouté par l'article 85-II (3°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019

Art. 75 bis. – Abrogé

- Article 75 bis abrogé par l'article 87-IX (4°) de la loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005

| Dispositions en vigueur jusqu'au 31 décembre 2020 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-VII | Dispositions en vigueur à compter du 1 ^{er} janvier 2021 Applicable aux entretiens professionnels conduits au titre de l'année 2020 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-VII |
|---|---|
| <p style="text-align: center;">CHAPITRE VI</p> <p>EVALUATION - AVANCEMENT - RECLASSEMENT Chapitre VI, intitulé remplacé par l'article 69-II-A (1°) de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014</p> <p style="text-align: center;">SECTION I Evaluation</p> <p>Section I, intitulé remplacé par l'article 69-II-A (2°) de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014</p> <p>Art. 76. - L'appréciation, par l'autorité territoriale, de la valeur professionnelle des fonctionnaires se fonde sur un entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct qui donne lieu à l'établissement d'un compte rendu. Les commissions administratives paritaires ont connaissance de ce compte rendu ; à la demande de l'intéressé, elles peuvent demander sa révision. Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article.</p> <p>- Article 76 remplacé par l'article 69-II (3°) de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014</p> | <p style="text-align: center;">CHAPITRE VI</p> <p style="text-align: center;">Appréciation de la valeur professionnelle - AVANCEMENT - RECLASSEMENT Chapitre VI, intitulé remplacé par l'article 69-II-A (1°) de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 Chapitre VI, intitulé modifié par l'article 27-III (1°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019</p> <p style="text-align: center;">SECTION I Appréciation de la valeur professionnelle Section I, intitulé remplacé par l'article 69-II-A (2°) de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 Section 1, intitulé modifié par l'article 27-III (1°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019</p> <p>Art. 76. - L'appréciation, par l'autorité territoriale, de la valeur professionnelle des fonctionnaires se fonde sur un entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct qui donne lieu à l'établissement d'un compte rendu. Ce compte rendu est visé par l'autorité territoriale qui peut formuler, si elle l'estime utile, ses propres observations. Lors de l'entretien professionnel annuel, les fonctionnaires reçoivent une information sur l'ouverture et l'utilisation de leurs droits afférents au compte prévu à l'article 22 quater de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée. À la demande de l'intéressé, la commission administrative paritaire peut demander la révision du compte rendu de l'entretien professionnel. Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article.</p> <p>- Article 76 remplacé par l'article 69-II (3°) de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 - - Article 76, 1^{er} alinéa complété et 2^{ème} alinéa remplacé par l'article par l'article 27-III (2°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019</p> |

Art. 76-1. - Abrogé par l'article 69-II-B (4°) de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014

SECTION II Avancement

Art. 77 - L'avancement des fonctionnaires comprend l'avancement d'échelon et l'avancement de grade.

Supprimé

Supprimé

Nonobstant les dispositions des articles 2 et 45 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, de l'article 7 de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 portant création et organisation des régions, les décisions individuelles relatives à l'avancement et à la promotion interne des fonctionnaires territoriaux peuvent prévoir une date d'effet antérieure à leur date de transmission au représentant de l'Etat dans le département ou à son délégué dans l'arrondissement.

- Article 77 modifié par l'article 43-III de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 77 complété par l'article 11 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990
- Article 77, 2^{ème} alinéa complété et alinéa inséré par l'article 42 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
- Article 77, 2^{ème} et 3^{ème} alinéas remplacés par l'article 103 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012
- Article 77, 2^{ème} et 3^{ème} alinéas supprimés par l'article 58-IV-C de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016

Art. 78.-L'avancement d'échelon est accordé de plein droit. Il a lieu de façon continue d'un échelon à l'échelon immédiatement supérieur.

Il est fonction de l'ancienneté.

Toutefois, lorsque les statuts particuliers le prévoient et selon des modalités de contingentement définies par décret en Conseil d'Etat, il peut être également fonction de la valeur professionnelle. L'avancement d'échelon est prononcé par l'autorité territoriale et se traduit par une augmentation de traitement.

- Article 78 remplacé par l'article 148-III de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016

| | |
|--|---|
| <p>Version en vigueur</p> | <p>L'article 78-1, en tant qu'il concerne les compétences des commissions administratives paritaires en matière de promotion et d'avancement ainsi que les lignes directrices de gestion qui fixent les orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours, s'applique en vue de l'élaboration des décisions individuelles prises au titre de l'année 2021.</p> <p>Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 94-VIII, 2^{ème} alinéa</p> |
| <p>Art. 78-1. - Lorsque le statut particulier le prévoit, l'échelon sommital d'un ou de plusieurs grades du cadre d'emplois peut être un échelon spécial. Cet échelon peut être contingenté en application du deuxième alinéa de l'article 49 ou * selon les modalités prévues par le statut particulier. Dans le cas prévu au deuxième alinéa du présent article, par dérogation à l'article 78, l'accès à l'échelon spécial s'effectue selon les modalités prévues par les statuts particuliers, par voie d'inscription à un tableau annuel d'avancement établi après avis de la commission administrative paritaire, par appréciation de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience professionnelle des agents.</p> <p>- Article 78-1 ajouté par l'article 123 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 - Article 78-1, 2^{ème} alinéa modifié par l'article 73 de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016</p> | <p>Art. 78-1. - Lorsque le statut particulier le prévoit, l'échelon sommital d'un ou de plusieurs grades du cadre d'emplois peut être un échelon spécial. Cet échelon peut être contingenté en application du deuxième alinéa de l'article 49 ou * selon les modalités prévues par le statut particulier. Dans le cas prévu au deuxième alinéa du présent article, par dérogation à l'article 78, l'accès à l'échelon spécial s'effectue selon les modalités prévues par les statuts particuliers, par voie d'inscription à un tableau annuel d'avancement établi par appréciation de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience professionnelle des agents.</p> <p>- Article 78-1 ajouté par l'article 123 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 - Article 78-1, 2^{ème} alinéa modifié par l'article 73 de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 - Article 78-1, dernier alinéa modifié par l'article 30-II (3°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019</p> |

| | |
|---|---|
| <p>Version en vigueur</p> | <p>L'article 79, en tant qu'il concerne les compétences des commissions administratives paritaires en matière de promotion et d'avancement ainsi que les lignes directrices de gestion qui fixent les orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours, s'applique en vue de l'élaboration des décisions individuelles prises au titre de l'année 2021.</p> <p>Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 94-VIII, 2^{ème} alinéa</p> |
| <p>Art. 79 - L'avancement de grade a lieu de façon continue d'un grade au grade immédiatement supérieur. Il peut être dérogé à cette règle dans les cas où l'avancement est subordonné à une sélection professionnelle Il a lieu suivant l'une ou plusieurs des modalités ci-après : 1° Soit au choix par voie d'inscription à un tableau annuel d'avancement, établi après avis de la commission administrative paritaire, par appréciation de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience professionnelle des agents ;</p> | <p>Art. 79 - L'avancement de grade a lieu de façon continue d'un grade au grade immédiatement supérieur. Il peut être dérogé à cette règle dans les cas où l'avancement est subordonné à une sélection professionnelle Il a lieu suivant l'une ou plusieurs des modalités ci-après : 1° Soit au choix par voie d'inscription à un tableau annuel d'avancement, établi * par appréciation de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience professionnelle des agents. Sans renoncer à son pouvoir d'appréciation, l'autorité territoriale tient compte des lignes directrices de gestion prévues à l'article 33-5 ; Il est tenu compte de la situation respective des femmes et des hommes dans les cadres d'emplois et grades concernés dans le cadre des lignes</p> |

2° Soit par voie d'inscription à un tableau annuel d'avancement, établi après avis de la commission administrative paritaire, après une sélection par voie d'examen professionnel ;
3° Soit par sélection opérée exclusivement par voie de concours professionnel.
Pour les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de catégorie A, il peut également être subordonné à l'occupation préalable de certains emplois ou à l'exercice préalable de certaines fonctions correspondant à un niveau particulièrement élevé de responsabilité et définis par un décret en Conseil d'Etat. Les statuts particuliers peuvent, dans ce cas, déroger au deuxième alinéa de l'article 49.

directrices de gestion prévues au même article 33-5. Le tableau annuel d'avancement précise la part respective des femmes et des hommes dans le vivier des agents promouvables et celle parmi les agents inscrits sur ce tableau qui sont susceptibles d'être promus en exécution de celui-ci ;

2° Soit par voie d'inscription à un tableau annuel d'avancement, établi * après une sélection par voie d'examen professionnel ;

3° Soit par sélection opérée exclusivement par voie de concours professionnel. Pour les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de catégorie A, il peut également être subordonné à l'occupation préalable de certains emplois ou à l'exercice préalable de certaines fonctions correspondant à un niveau particulièrement élevé de responsabilité et définis par un décret en Conseil d'Etat. Les statuts particuliers peuvent, dans ce cas, déroger au deuxième alinéa de l'article 49.

- Article 79, 1° et 2° modifiés par l'article 30-II (4°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019

- Article 79, 1°, alinéa ajouté par l'article 85 II-(4°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019

Art. 80 - Le tableau annuel d'avancement mentionné au 1° et au 2° de l'article 79 est arrêté par l'autorité territoriale dans les conditions fixées par chaque statut particulier.

L'autorité territoriale communique ce tableau d'avancement au centre de gestion auquel la collectivité ou l'établissement est affilié. Le centre de gestion en assure la publicité.

L'avancement est prononcé par l'autorité territoriale parmi les fonctionnaires inscrits sur un tableau d'avancement. Les fonctionnaires d'une collectivité ou d'un établissement ne peuvent être promus par cette collectivité ou cet établissement que dans l'ordre du tableau.

L'avancement de grade est subordonné à l'acceptation par le fonctionnaire de l'emploi qui lui est assigné dans son nouveau grade.

- Article 80 remplacé par l'article 32 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987

- Article 80, 2ème alinéa modifié par l'article 12 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990

- Article 80 modifié par l'article 36 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994

- Article 80, 4ème alinéa modifié par l'article 49 (3°) de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007

SECTION III Reclassement

Art. 81 - Les fonctionnaires territoriaux reconnus, par suite d'altération de leur état physique, inaptes à l'exercice de leurs fonctions peuvent être reclassés dans un autre cadre d'emplois, emploi ou corps s'ils ont été déclarés en mesure de remplir les fonctions correspondantes.

Le reclassement est subordonné à la présentation d'une demande par l'intéressé.

- Article 81 modifié par l'article 43-V de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987

(Article 81, 2ème alinéa ne s'applique pas au reclassement des agents de police municipale prévu par l'article 25, 2ème alinéa de la loi n° 99-291 du 15 avril 1999)

Art. 82 - En vue de permettre ce reclassement, l'accès à des cadre(s) d'emplois, emploi(s) ou corps d'un niveau supérieur, équivalent ou inférieur est ouvert aux intéressés, quelle que soit la position dans laquelle ils se trouvent, selon les modalités retenues par les statuts particuliers de ces cadre(s) d'emplois, emploi(s) ou corps, en exécution des articles 36, 38 et 39 et nonobstant les limites d'âge supérieures, si ils remplissent les conditions d'ancienneté fixées par ces statuts.

Lorsque le concours ou le mode de recrutement donne accès à un cadre(s) d'emplois, emploi(s) ou corps de niveau hiérarchique inférieur, le classement dans le nouveau cadre(s) d'emplois(s), emploi ou corps des agents mentionnés à l'article 81 sera effectué au premier grade du nouveau cadre(s)

d'emplois, emploi(s) ou corps, compte tenu des services qu'ils ont accomplis dans leur cadre(s) d'emplois, emploi(s) ou corps d'origine, sur la base de l'avancement dont ils auraient bénéficié s'ils avaient accompli ces services dans leur nouveau cadre(s) d'emplois, emploi(s) ou corps.

Les services dont la prise en compte a été autorisée en exécution de l'alinéa précédent sont assimilés à des services effectifs dans le cadre(s) d'emplois, emploi(s) ou corps d'accueil.

- Article 82 modifié par l'article 43-III de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987

Art. 83 - Il peut être procédé dans un cadre(s) d'emplois, emploi(s) ou corps de niveau équivalent ou inférieur au reclassement des fonctionnaires mentionnés à l'article 81 par la voie de détachement.

Dès qu'il s'est écoulé une période d'un an, les fonctionnaires détachés dans ces conditions peuvent demander leur intégration dans le cadre(s) d'emplois, emploi(s) ou corps de détachement. Leur ancienneté est déterminée selon les modalités prévues par l'article 82.

- Article 83 modifié par l'article 43-III de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987

Art. 84 - Le reclassement peut être réalisé par intégration dans un autre grade du même cadre(s) d'emplois, emploi(s) ou corps dans les conditions mentionnées aux articles 81 et 82.

- Article 84 modifié par l'article 43-III de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987

Art. 85 - Lorsque l'application des dispositions des articles précédents aboutit à classer, dans leur emploi de détachement ou d'intégration, les fonctionnaires intéressés à un échelon doté d'un indice inférieur à celui détenu dans leur grade d'origine, ceux-ci conservent le bénéfice de cet indice jusqu'au jour où ils bénéficient dans le cadre d'emplois, emploi ou corps de détachement ou d'intégration d'un indice au moins égal. La charge financière résultant de cet avantage indiciaire incombe au centre de gestion auquel la collectivité ou l'établissement est affilié.

- Article 85 modifié par l'article 43-III de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987

Art. 85-1. - Le fonctionnaire à l'égard duquel une procédure tendant à reconnaître son inaptitude à l'exercice de ses fonctions a été engagée a droit à une période de préparation au reclassement avec traitement d'une durée maximale d'un an. Cette période est assimilée à une période de service effectif. Pendant son congé pour raison de santé, le fonctionnaire peut, sur la base du volontariat et avec l'accord de son médecin traitant, suivre une formation ou un bilan de compétences. Pendant cette période, l'agent peut également être mis à disposition du centre de gestion pour exercer une mission définie au deuxième alinéa de l'article 25 de la présente loi.

- Article 85-1 ajouté par l'article 9-II de l'ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017

- Article 85-1 modifié par l'article 40-III (3°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019

Art. 86 - Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application de la présente section.

CHAPITRE VII

REMUNERATION

Art. 87 - Les fonctionnaires régis par la présente loi ont droit, après service fait, à une rémunération fixée conformément aux dispositions de l'article 20 du titre Ier du statut général.

Sous réserve des dispositions de l'article 111 de la présente loi, ils ne peuvent percevoir directement ou indirectement aucune autre rémunération à raison des mêmes fonctions.

Toutefois, les dispositions de l'alinéa précédent ne sont applicables qu'à compter de l'entrée en vigueur du régime indemnitaire des nouveaux cadres d'emplois ou emplois.

- Article 87 modifié par l'article 43-IX de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987

Art. 88 - Les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics fixent les régimes indemnitaires, dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de l'État.

Ces régimes indemnitaires peuvent tenir compte des conditions d'exercice des fonctions, de l'engagement professionnel et, le cas échéant, des résultats collectifs du service.

Lorsque les services de l'État servant de référence bénéficient d'une indemnité servie en deux parts, l'organe délibérant détermine les plafonds applicables à chacune de ces parts et en fixe les critères, sans que la somme des deux parts dépasse le plafond global des primes octroyées aux agents de l'État.

Ces régimes indemnitaires sont maintenus dans les mêmes proportions que le traitement durant les congés mentionnés au 5° de l'article 57, sans préjudice de leur modulation en fonction de l'engagement professionnel de l'agent et des résultats collectifs du service.

Après avis du **comité social territorial**, l'organe délibérant peut décider d'instituer une prime d'intéressement tenant compte des résultats collectifs des services, selon les modalités et dans les limites définies par décret en Conseil d'État.

Les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics peuvent décider de maintenir, à titre individuel, au fonctionnaire concerné, le montant indemnitaire dont il bénéficiait en application des dispositions réglementaires antérieures, lorsque ce montant se trouve diminué soit par l'application ou la modification des dispositions réglementaires applicables aux services de l'Etat servant de référence, soit par l'effet d'une modification des bornes indiciaires du grade dont il est titulaire.

Toute commune classée dans les conditions fixées par l'article L. 142-1 du code des communes peut être surclassée dans une catégorie démographique supérieure, par référence à sa population totale calculée par l'addition de sa population permanente et de sa population touristique moyenne, cette dernière étant calculée selon les critères de capacité d'accueil établis par décret.

Toute commune ou tout établissement public de coopération intercommunale compétent comportant au moins au moins un quartier prioritaire de la politique de la ville peut être surclassé dans une catégorie démographique supérieure par référence à la population totale obtenue en multipliant par deux la population des zones urbaines sensibles ou des parties de zones urbaines sensibles de la commune.

- Article 88, 1er alinéa modifié par l'article 13 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990
- Article 88, modifié par l'article 33 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 88, 2ème alinéa modifié par l'article 37 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994
- Article 88, 1er alinéa complété par l'article 67 de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996
- Dérogation à l'article 88, 1er alinéa, applicable aux cadres d'emplois des agents de police municipale (voir article 68 de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996)
- Article 88, alinéa ajouté par l'article 56 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003
- Article 88, 1er alinéa, 1ère phrase remplacée par deux alinéas par l'article 40 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010
- Article 88, dernier alinéa modifié par l'article 26-VII de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014
- Article 88, 1er et 2ème alinéas remplacés et 3ème alinéa modifié par l'article 84 de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016
- **Article 88, 2ème alinéa modifié par l'article 4-II (3°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**
(*La modification) entre en vigueur en vue du prochain renouvellement général des instances de la fonction publique
- **Article 88, 1er alinéa remplacé par 4 alinéas par l'article 29-I de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**

Chapitre VII bis

Action sociale et aide à la protection sociale complémentaire des agents
Chapitre VII bis inséré par l'article 38-I (1°) de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009

Art. 88-1. - Les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics déterminent le type des actions et le montant des dépenses qu'ils entendent engager pour la réalisation des prestations prévues à l'article 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre.

- Article 88-1 ajouté par l'article 70 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
- Article 88-1 modifié par l'article 74 de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016

Art. 88-2. - I. - Sont éligibles à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics les contrats et règlements en matière de santé ou de prévoyance remplissant la condition de solidarité prévue à l'article 22 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée, attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues à l'article L. 310-12 du code des assurances ou vérifiée dans le cadre de la procédure de mise en concurrence prévue au II du présent article.

Ces contrats et règlements sont proposés par les organismes suivants :

- mutuelles ou unions relevant du livre II du code de la mutualité ;
- institutions de prévoyance relevant du titre III du livre IX du code de la sécurité sociale ;
- entreprises d'assurance mentionnées à l'article L. 310-2 du code des assurances.

II. - Pour l'un ou l'autre ou pour l'ensemble des risques en matière de santé et prévoyance, les collectivités territoriales et leurs établissements publics ont la faculté de conclure avec un des organismes mentionnés au I, à l'issue d'une procédure de mise en concurrence transparente et non discriminatoire permettant de vérifier que la condition de solidarité prévue à l'article 22 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée est satisfaite, une convention de participation au titre d'un contrat ou règlement à adhésion individuelle et facultative réservée à leurs agents. Dans ce cas, les collectivités et leurs

établissements publics ne peuvent verser d'aide qu'au bénéfice des agents ayant adhéré à ce contrat ou règlement.

Les retraités peuvent adhérer au contrat ou règlement faisant l'objet d'une convention de participation conclue par leur dernière collectivité ou établissement public d'emploi.

III. - Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.

- Article 88-2 ajouté par l'article 38-I (2°) de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009
- Article 88-2, I modifié par l'article 12-IX de la loi n° 2010-1249 du 22 octobre 2010

CHAPITRE VIII

DISCIPLINE

Art. 89 - Les sanctions disciplinaires sont réparties en quatre groupes :

Premier groupe :

- l'avertissement ;
- le blâme ;
- l'exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de trois jours ;

Deuxième groupe :

- **la radiation du tableau d'avancement ;**
- l'abaissement d'échelon **à l'échelon immédiatement inférieur à celui détenu par l'agent ;**
- l'exclusion temporaire de fonctions pour une durée de quatre à quinze jours ;

Troisième groupe :

- la rétrogradation **au grade immédiatement inférieur et à un échelon correspondant à un indice égal ou immédiatement inférieur à celui détenu par l'agent ;**

- l'exclusion temporaire de fonctions pour une durée de seize jours à deux ans ;

Quatrième groupe :

- la mise à la retraite d'office ;
- la révocation.

Parmi les sanctions du premier groupe, seuls le blâme et l'exclusion temporaire de fonctions sont inscrits au dossier du fonctionnaire. Ils sont effacés automatiquement au bout de trois ans si aucune sanction n'est intervenue pendant cette période.

Le fonctionnaire ayant fait l'objet d'une sanction disciplinaire des deuxième ou troisième groupes peut, après dix années de services effectifs à compter de la date de la sanction disciplinaire, introduire auprès de l'autorité investie du pouvoir disciplinaire dont il relève une demande tendant à la suppression de toute mention de la sanction prononcée dans son dossier. Un refus ne peut être opposé à cette demande qu'à condition qu'une autre sanction soit intervenue pendant cette période.

La radiation du tableau d'avancement peut également être prononcée à titre de sanction complémentaire d'une des sanctions des deuxième et troisième groupes.

L'exclusion temporaire de fonctions, qui est privative de toute rémunération, peut être assortie d'un sursis total ou partiel. Celui-ci ne peut avoir pour effet, dans le cas de l'exclusion temporaire de fonctions du troisième groupe, de ramener la durée de cette exclusion à moins de un mois. L'intervention **d'une exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de trois jours ou** d'une sanction disciplinaire des deuxième et troisième groupes pendant une période de cinq ans après le prononcé de l'exclusion temporaire entraîne la révocation du sursis. En revanche, si aucune sanction disciplinaire, autre que **l'avertissement ou le blâme**, n'a été prononcée durant cette même période à l'encontre de l'intéressé, ce dernier est dispensé définitivement de l'accomplissement de la partie de la sanction pour laquelle il a bénéficié du sursis.

Le pouvoir disciplinaire appartient à l'autorité territoriale après avis de la commission administrative paritaire siégeant en conseil de discipline. Ce pouvoir est exercé dans les conditions prévues à l'article 19 du titre 1er du statut général. L'autorité territoriale peut décider, après avis du conseil de discipline, de rendre publics la décision portant sanction et ses motifs.

Supprimé

- Article 89 modifié par l'article 34 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 89, alinéas 5 et 8 modifiés par l'article 14 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990
- Article 89 modifié par l'article 44 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
- Article 89, 16^{ème} alinéa modifié par l'article 125 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012
- **Article 89 modifié par l'article 31 III (1°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**

| <p align="center">En vigueur jusqu'au prochain renouvellement général des instances Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-IX</p> | <p align="center">Entre vigueur après le prochain renouvellement général des instances Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-IX</p> |
|---|--|
| <p>Art. 90 - Le conseil de discipline ne comprend en aucun cas des fonctionnaires d'un grade inférieur à celui du fonctionnaire déféré devant lui. Il comprend au moins un fonctionnaire du grade de ce dernier ou d'un grade équivalent. Les grades et emplois de la même catégorie classés par décret dans un même groupe hiérarchique sont équivalents au sens de la présente loi.</p> <p>La parité numérique entre représentants des collectivités territoriales et représentants du personnel doit être assurée au sein de la commission administrative paritaire siégeant en formation disciplinaire, au besoin par tirage au sort des représentants des collectivités territoriales au sein de la commission lorsqu'un ou plusieurs fonctionnaires de grade inférieur à celui du fonctionnaire poursuivi ne peut ou ne peuvent siéger.</p> <p>Lorsqu'un conseil de discipline est appelé à donner un avis sur les sanctions applicables aux personnels occupant un des emplois mentionnés à l'article 53 ci-dessus, les représentants du personnel sont tirés au sort sur des listes établies par catégorie dans un cadre interdépartemental ou national et comportant le nom de tous les agents occupant ces emplois.</p> <p>Le conseil de discipline délibère valablement lorsque le quorum, fixé, pour chacune des représentations du personnel et des collectivités, à la moitié plus une voix de leurs membres respectifs, est atteint.</p> <p>En cas d'absence d'un ou plusieurs membres dans la représentation des élus ou dans celle du personnel, le nombre des membres de la représentation la plus nombreuse appelés à participer à la délibération et au vote est réduit en début de réunion afin que le nombre des représentants des élus et celui des représentants des personnels soient égaux.</p> <p>Si le quorum n'est pas atteint lors de la première réunion, le conseil de discipline, après une nouvelle convocation, délibère valablement quel que soit le nombre des présents.</p> <p>Le conseil de discipline est saisi par un rapport de l'autorité territoriale. Ce rapport précise les faits reprochés et les circonstances dans lesquelles ils ont été commis.</p> <p>L'autorité territoriale et le fonctionnaire poursuivi peuvent faire entendre des témoins.</p> <p>- Article 90 modifié par l'article 35 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987 - Article 90, 1er alinéa complété par l'article 14 de la loi n° 89-19 du 13 janvier 1989</p> | <p>Art. 90 – Supprimé</p> <p>La parité numérique entre représentants des collectivités territoriales et représentants du personnel doit être assurée au sein de la commission administrative paritaire siégeant en formation disciplinaire, au besoin par tirage au sort des représentants des collectivités territoriales au sein de la commission *.</p> <p>Lorsqu'un conseil de discipline est appelé à donner un avis sur les sanctions applicables aux personnels occupant un des emplois mentionnés à l'article 53 ci-dessus, les représentants du personnel sont tirés au sort sur des listes établies par catégorie dans un cadre interdépartemental ou national et comportant le nom de tous les agents occupant ces emplois.</p> <p>Le conseil de discipline délibère valablement lorsque le quorum, fixé, pour chacune des représentations du personnel et des collectivités, à la moitié plus une voix de leurs membres respectifs, est atteint.</p> <p>En cas d'absence d'un ou plusieurs membres dans la représentation des élus ou dans celle du personnel, le nombre des membres de la représentation la plus nombreuse appelés à participer à la délibération et au vote est réduit en début de réunion afin que le nombre des représentants des élus et celui des représentants des personnels soient égaux.</p> <p>Si le quorum n'est pas atteint lors de la première réunion, le conseil de discipline, après une nouvelle convocation, délibère valablement quel que soit le nombre des présents.</p> <p>Le conseil de discipline est saisi par un rapport de l'autorité territoriale. Ce rapport précise les faits reprochés et les circonstances dans lesquelles ils ont été commis.</p> <p>L'autorité territoriale et le fonctionnaire poursuivi peuvent faire entendre des témoins.</p> <p>- Article 90 modifié par l'article 35 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987 - Article 90, 1er alinéa complété par l'article 14 de la loi n° 89-19 du 13 janvier 1989 -- Article 90, 1^{er} alinéa supprimé et 2^{ème} alinéa modifié par l'article 31 III (2°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019</p> |

| | |
|---|---|
| <p align="center">Dispositions applicables aux recours formés contre les sanctions disciplinaires prononcées jusqu'à la date de publication de la loi n° 2019-828 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 94-XI</p> | <p align="center">Dispositions applicables aux recours formés contre les sanctions disciplinaires prononcées à compter de la date de publication de la loi n° 2019-828 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 94-XI</p> |
| <p>Art. 90 bis - Il est créé un conseil de discipline départemental ou interdépartemental de recours, présidé par un magistrat de l'ordre administratif, en activité ou honoraire, désigné par le président du tribunal administratif dans le ressort duquel est situé le siège du conseil de discipline.</p> <p>Le conseil de discipline départemental ou interdépartemental comprend en nombre égal des représentants des fonctionnaires territoriaux et des représentants des collectivités et des établissements publics territoriaux du département ou des départements concernés.</p> <p>Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.</p> <p>- Article 90 bis modifié par l'article 36 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987 - Article 90 bis, 1er alinéa remplacé par l'article 38 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994</p> | <p>Art. 90 bis – Abrogé</p> <p>- Article 90 bis modifié par l'article 36 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987 - Article 90 bis, 1er alinéa remplacé par l'article 38 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994 - Article 90 bis abrogé par l'article 32-II (3°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019</p> |
| <p align="center">Dispositions applicables aux recours formés contre les sanctions disciplinaires prononcées jusqu'à la date de publication de la loi n° 2019-828 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 94-XI</p> | <p align="center">Dispositions applicables aux recours formés contre les sanctions disciplinaires prononcées à compter de la date de publication de la loi n° 2019-828 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 94-XI</p> |
| <p>Art. 91 - Les fonctionnaires qui ont fait l'objet d'une sanction des deuxième, troisième et quatrième groupes peuvent introduire un recours auprès du conseil de discipline départemental ou interdépartemental dans les cas et conditions fixés par un décret en Conseil d'Etat.</p> <p>L'autorité territoriale ne peut prononcer de sanction plus sévère que celle proposée par le conseil de discipline de recours.</p> <p>- Article 91 modifié par l'article 37 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987</p> | <p>Art. 91 – Abrogé</p> <p>- Article 91 modifié par l'article 37 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987 - Article 91 abrogé par l'article 32-II (3°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019</p> |

CHAPITRE IX

CESSATION DE FONCTIONS ET PERTE D'EMPLOI

SECTION I

Cessation de fonctions

Art. 92 - Le fonctionnaire ne peut être maintenu en fonctions au-delà de la limite d'âge de son emploi, sous réserve des exceptions prévues par les textes en vigueur.

Art. 93 - Le licenciement pour insuffisance professionnelle est prononcé après observation de la procédure prévue en matière disciplinaire.

Le fonctionnaire licencié pour insuffisance professionnelle peut recevoir une indemnité dans des conditions qui sont fixées par décret.

Art. 94 - Tout fonctionnaire admis à la retraite est autorisé à se prévaloir de l'honorariat dans son grade ou son emploi à condition d'avoir accompli vingt ans au moins de services publics.

Toutefois, l'honorariat peut être refusé au moment du départ du fonctionnaire par une décision motivée de l'autorité territoriale qui prononce la mise à la retraite pour un motif tiré de la qualité des services rendus. Il peut également être retiré après la radiation des cadres si la nature des activités exercées le justifie.

Il ne peut être fait mention de l'honorariat à l'occasion d'activités privées lucratives autres que culturelles, scientifiques ou de recherche.

Art. 95 - Abrogé

- Article 95 modifié par l'article 43-VII de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 95, 1^{er} alinéa remplacé par huit alinéas par l'article 73 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002
- Article 95 abrogé par l'article 19-II de la loi n° 2007-148 du 2 février 2007

Art. 96 - La démission ne peut résulter que d'une demande écrite du fonctionnaire marquant sa volonté non équivoque de cesser ses fonctions.

Elle n'a d'effet qu'autant qu'elle est acceptée par l'autorité investie du pouvoir de nomination et prend effet à la date fixée par cette autorité.

La décision de l'autorité compétente doit intervenir dans le délai d'un mois.

L'acceptation de la démission rend celle-ci irrévocable.

Cette acceptation ne fait pas obstacle, le cas échéant, à l'exercice de l'action disciplinaire en raison de faits qui seraient révélés postérieurement.

Lorsque l'autorité compétente refuse d'accepter la démission, le fonctionnaire intéressé peut saisir la commission administrative paritaire compétente.

Celle-ci émet un avis motivé qu'elle transmet à l'autorité compétente.

Le fonctionnaire qui cesse ses fonctions avant la date fixée par l'autorité compétente pour accepter la démission peut faire l'objet d'une sanction disciplinaire.

Lorsqu'il a droit à pension, il peut supporter une retenue correspondant au plus à la rémunération des services non effectués. Cette retenue est répartie sur les premiers versements qui lui sont faits à ce titre, à concurrence du cinquième du montant de ces versements.

- Article 96 modifié par l'article 43-VI de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987

SECTION II

Perte d'emploi

Art. 97 - Dès lors qu'un emploi est susceptible d'être supprimé, l'autorité territoriale recherche les possibilités de reclassement du fonctionnaire concerné.

* I. - Un emploi ne peut être supprimé qu'après avis du **comité social territorial** sur la base d'un rapport présenté par la collectivité territoriale ou l'établissement public. Le président du centre de gestion dans le ressort duquel se trouve la collectivité ou l'établissement est rendu destinataire, en même temps que les représentants du **comité social territorial**, du procès-verbal de la séance du **comité social territorial** concernant la suppression de l'emploi. Si le fonctionnaire concerné relève de l'un des cadres d'emplois de catégorie A auxquels renvoie l'article 45, ce document est communiqué au délégué régional ou interdépartemental du Centre national de la fonction publique territoriale. Si la collectivité ou l'établissement ne peut lui offrir un emploi correspondant à son grade dans son cadre d'emplois ou, avec son accord, dans un autre cadre d'emplois, le fonctionnaire est maintenu en surnombre pendant un an. Pendant cette période, tout emploi créé ou vacant correspondant à son grade dans la collectivité ou l'établissement lui est proposé en priorité ; la collectivité ou l'établissement, la délégation régionale ou interdépartementale du Centre national de la fonction publique territoriale et le centre de gestion examinent, chacun pour ce qui le concerne, les possibilités de reclassement. Est également étudiée la possibilité de détachement ou d'intégration directe du fonctionnaire sur un emploi équivalent d'un autre cadre d'emplois au sein de la même collectivité ou de l'établissement. Sont également examinées les possibilités d'activité dans une autre collectivité ou un autre établissement que celle ou celui d'origine **sur un emploi correspondant à son grade ou un emploi équivalent dans l'un des versants de la fonction publique**. Au terme de ce délai, le fonctionnaire est pris en charge par le centre de gestion dans le ressort duquel se trouve la collectivité ou l'établissement, ou par le Centre national de la fonction publique territoriale s'il relève de l'un des cadres d'emplois de catégorie A auxquels renvoie l'article 45. Le fonctionnaire déchargé de ses fonctions en application de l'article 53 peut demander à être pris en charge avant le terme de ce délai ; il est alors fait droit à sa demande le premier jour du troisième mois suivant sa demande. La modification du nombre d'heures de service hebdomadaire afférent à un emploi permanent à temps non complet n'est pas assimilée à la suppression d'un emploi comportant un temps de service égal, lorsque la modification n'excède pas 10 % du nombre d'heures de service afférent à l'emploi en question et lorsqu'elle n'a pas pour effet de faire perdre le bénéfice de l'affiliation à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.

Pendant la période de prise en charge, l'intéressé est placé sous l'autorité du Centre national de la fonction publique territoriale ou du centre de gestion, lesquels exercent à son égard toutes les prérogatives reconnues à l'autorité investie du pouvoir de nomination ; l'intéressé est soumis à tous les droits et obligations attachés à sa qualité de fonctionnaire ; il reçoit la rémunération correspondant à l'indice détenu dans son grade à hauteur de cent pour cent **la première année** de prise en charge. **Cette rémunération est ensuite réduite de 10 % chaque année.** Pendant cette période, le centre peut lui confier des missions y compris dans le cadre d'une mise à disposition réalisée dans les conditions prévues aux articles 61 et 62 (***à 61-2**) et lui propose tout emploi vacant correspondant à son grade ; l'intéressé est tenu informé des emplois créés ou déclarés vacants par le centre. La rémunération nette perçue par le fonctionnaire pris en charge est réduite du montant des rémunérations nettes perçues à titre de cumul d'activités.

Dans les trois mois suivant le début de la prise en charge, le fonctionnaire et le Centre national de la fonction publique territoriale ou le centre de gestion élaborent conjointement un projet personnalisé destiné à favoriser son retour à l'emploi. Ce projet fixe notamment les actions d'orientation, de formation et d'évaluation qu'il est tenu de suivre. À ce titre, le fonctionnaire bénéficie d'un accès prioritaire aux actions de formation longues nécessaires à l'exercice d'un nouveau métier dans l'un des versants de la fonction publique ou dans le secteur privé.

Pour l'application des dispositions des articles 39, 76, **78 et 80** il est tenu compte de la manière de servir du fonctionnaire pris en charge lors de l'accomplissement des missions qui peuvent lui être confiées ou en cas de détachement. Les fonctionnaires pris en charge concourent pour l'avancement de grade et la promotion interne avec l'ensemble des fonctionnaires territoriaux du centre dont ils relèvent, qui appartiennent au même cadre d'emplois. Le fonctionnaire pris en charge peut bénéficier du régime indemnitaire correspondant à son grade lors de l'accomplissement des missions qui peuvent lui être confiées. **Par dérogation au deuxième alinéa du présent I, il perçoit pendant l'accomplissement de ces missions la totalité de la rémunération correspondant à l'indice détenu dans son grade. Cette période est prise en compte dans la période de référence servant, à l'issue de cette mission, au calcul de sa rémunération en application du même deuxième alinéa ; lorsque ces missions sont effectuées à temps partiel, la dérogation ne porte que sur la fraction de la rémunération correspondant à la quotité de temps travaillée, le fonctionnaire percevant pour la quotité de temps restante la rémunération prévue en application dudit deuxième alinéa.**

A l'expiration d'une disponibilité, d'un détachement, d'une position hors cadres ou d'un congé parental du fonctionnaire pris en charge, prononcés par le Centre national de la fonction publique territoriale ou le centre de gestion, la collectivité ou l'établissement redevable de la contribution prévue à l'article 97 bis examine les possibilités de reclassement de l'intéressé dans un emploi correspondant à son grade. En l'absence de reclassement, le fonctionnaire est pris en charge par le Centre national de la fonction publique territoriale ou le centre de gestion.

Le fonctionnaire a l'obligation de faire état tous les six mois à l'autorité de gestion de sa recherche active d'emploi, en communiquant en particulier les candidatures auxquelles il a postulé ou auxquelles il s'est présenté spontanément et les attestations d'entretien en vue d'un recrutement

II.- La prise en charge cesse après trois refus d'offre d'emploi. Ne peut être comprise dans ce décompte qu'une seule offre d'emploi émanant de la collectivité ou de l'établissement d'origine. Pour l'application de ces dispositions aux fonctionnaires de catégorie C, les emplois proposés doivent se situer dans le département où le fonctionnaire était précédemment employé ou un département limitrophe. Toutefois, ces propositions doivent se situer dans le seul département où le fonctionnaire était précédemment employé pour les fonctionnaires de catégories B et C en exercice dans les départements d'outre-mer. Pour les fonctionnaires des mêmes catégories en exercice à Mayotte, ces propositions doivent se situer à Mayotte.

La prise en charge d'un fonctionnaire dont l'emploi a été supprimé à la suite d'une délégation de service et qui a refusé, antérieurement à sa prise en charge, une proposition de détachement auprès du bénéficiaire de cette délégation pour y occuper un emploi similaire à celui qu'il occupait au sein de ce service, d'une société concessionnaire ou fermière cesse après deux refus d'offre d'emploi. Le fonctionnaire est alors licencié ou admis à faire valoir ses droits à la retraite dans les conditions fixées au III ci-dessous.

Lorsque le fonctionnaire pris en charge remplit les conditions lui permettant de bénéficier d'une pension de retraite de base à taux plein, il est radié des cadres d'office et admis à faire valoir ses droits à la retraite.

| Dispositions applicables jusqu'à la publication des dispositions réglementaires prévues à l'article 15 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-V V | Dispositions en vigueur à compter du lendemain de la publication des dispositions réglementaires prévues à l'article 15 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 (modification de l'article 32-I de la loi n° 83-634) Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-V |
|--|--|
| Lorsque le fonctionnaire est nommé dans un emploi d'une collectivité ou d'un établissement autres que la collectivité ou l'établissement d'origine, la collectivité ou l'établissement est exonéré du paiement des charges sociales afférentes à la rémunération du fonctionnaire pendant une période de deux ans. Pendant cette période, ces charges continuent d'être liquidées et versées aux organismes de sécurité sociale par la collectivité d'accueil qui est remboursée par la collectivité ou l'établissement d'origine. | Lorsque le fonctionnaire est nommé dans un emploi d'une collectivité ou d'un établissement autres que la collectivité ou l'établissement d'origine, la collectivité ou l'établissement est exonéré du paiement des charges sociales afférentes à la rémunération du fonctionnaire pendant une période de deux ans. Pendant cette période, ces charges continuent d'être liquidées et versées aux organismes de sécurité sociale par la collectivité d'accueil qui est remboursée par la collectivité ou l'établissement d'origine. Le présent alinéa ne s'applique pas lorsque l'emploi a été supprimé en raison d'une décision qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public. |

Le Centre national de la fonction publique territoriale ou le centre de gestion peuvent mettre fin à la prise en charge d'un fonctionnaire qui n'a pas respecté, de manière grave et répétée, les obligations prévues par le présent article, en particulier les actions de suivi et de reclassement mises en œuvre par l'autorité de gestion. Dans ce cas, le fonctionnaire peut être licencié ou, le cas échéant, admis à la retraite.

III.- Après trois refus d'offre d'emploi correspondant à son grade, à temps complet ou à temps non complet selon la nature de l'emploi d'origine, transmise par une collectivité ou un établissement au Centre national de la fonction publique territoriale ou au centre de gestion, le fonctionnaire est licencié ou, lorsqu'il peut bénéficier de la jouissance immédiate de ses droits à pension, admis à faire valoir ses droits à la retraite ; cette dernière disposition n'est pas opposable aux mères de famille ayant élevé au moins trois enfants.

L'offre d'emploi doit être ferme et précise, prenant la forme d'une proposition d'embauche comportant les éléments relatifs à la nature de l'emploi et à la rémunération. Le poste proposé doit correspondre aux fonctions précédemment exercées ou à celles définies dans le statut particulier du cadre d'emplois de l'agent.

IV. - Au terme de la période de prise en charge financière prévue au deuxième alinéa du I, le fonctionnaire est licencié ou, lorsqu'il peut bénéficier de la jouissance immédiate de ses droits à pension et à taux plein, radié des cadres d'office et admis à faire valoir ses droits à la retraite

V. - En cas de licenciement, les allocations prévues par l'article L. 351-12 du Code du Travail sont versées par le Centre national de la fonction publique territoriale ou par le centre de gestion et sont remboursées par la collectivité ou l'établissement qui employait le fonctionnaire antérieurement.

- Article 97 remplacé par l'article 38 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
 - Article 97 modifié par l'article 39 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994
 - Article 97, II, 3ème alinéa modifié par l'article 69 de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996
 - Article 97, I, 2ème alinéa modifié par l'article 30 (2° et 3°) de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001
 - Article 97, I complété par deux alinéas par l'article 30 (4°) de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001
 - Article 97, I, 1er alinéa complété par l'article 45 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
 - Article 97 modifié par l'article 49 (4°) de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
 - Article 97, I, 1er alinéa complété par l'article 2-IV (5°) de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009
 - Article 97, I, alinéa ajouté avant le 1er alinéa par l'article 8 de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009
 - Article 97, I, 1er alinéa (ancien) modifié par les articles 9 à 11 de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009
 - Article 97, I, alinéa inséré après le 2ème alinéa (ancien) par l'article 12 (1°) de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009
 - Article 97, I, alinéa ajouté par l'article 12 (2°) de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009
 - Article 97, III, alinéa inséré après le 1er alinéa par l'article 12 (3°) de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009
 - Article 97, II, alinéa ajouté par l'article 13 de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009
 - Article 97, 2ème alinéa modifié par l'article 19 (3°) de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010
- La loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 modifie le « 1er alinéa du I » mais : un alinéa a été inséré avant le 1er alinéa par l'article 8 de la loi n° 2009-972 : il convient donc de modifier le 2ème alinéa.
- Article 97, I, 2ème alinéa modifié par l'article 122-I de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012
 - Article 97, I, 2ème alinéa modifié par l'article 82 de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016
 - * Article 97, II, 1er alinéa modifié par l'article 4-II (3°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019

(*La modification) entre en vigueur en vue du prochain renouvellement général des instances de la fonction publique - Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 94-II-A

- Article 97, II, 2^{ème} alinéa modifié par l'article 5-II (3°) de la loi n° 2019-

(*La modification) entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021 – Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 5-VII

- Article 97, II, 3^{ème} alinéa complété par l'article 21-I (4°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019

- Article 97, I et II modifiés, IV inséré et dernier alinéa modifié par l'article 78 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019

- Article 97, II, alinéa inséré après le 2^{ème} alinéa par l'article 79-I de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019

Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 79-II

II. – Les fonctionnaires pris en charge au moment de la publication de la présente loi et qui remplissent déjà les conditions prévues au troisième alinéa du II de l'article 97 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée, dans sa rédaction résultant du I du présent article, ou qui les remplissent dans les six mois suivant la publication de la présente loi, sont radiés des cadres d'office et admis à faire valoir leurs droits à la retraite six mois après cette même publication.

Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 94-XVI

XVI. - L'article 78 de la présente loi est applicable aux fonctionnaires momentanément privés d'emploi pris en charge à la date de publication de la présente loi par le Centre national de la fonction publique territoriale ou un centre de gestion selon les modalités suivantes :

1° Pour les fonctionnaires pris en charge depuis moins de deux ans, la réduction de 10 % par an de la rémunération débute deux ans après leur date de prise en charge ;

2° Pour les fonctionnaires pris en charge depuis deux ans ou plus, la réduction de 10 % par an entre en vigueur un an après la publication de la présente loi ;

3° Les fonctionnaires pris en charge à la date de publication de la présente loi, d'une part, et le centre de gestion compétent ou le Centre national de la fonction publique territoriale, d'autre part, disposent d'un délai de six mois à compter de la publication de la présente loi pour élaborer conjointement le projet personnalisé destiné à favoriser le retour à l'emploi ;

4° Sans préjudice des cas de licenciement prévus à l'article 97 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, dans sa rédaction résultant de la présente loi, la prise en charge des fonctionnaires relevant depuis plus de dix ans, à la date de publication de la présente loi, du Centre national de la fonction publique territoriale ou du centre de gestion cesse dans un délai d'un an à compter de cette même date. Dans les autres cas, la durée de prise en charge constatée antérieurement à la date de publication de la présente loi est prise en compte dans le calcul du délai au terme duquel cesse cette prise en charge. La prise en charge cesse selon les modalités définies au IV dudit article 97, dans sa rédaction résultant de la présente loi.

Art. 97 bis - Le Centre national de la fonction publique territoriale ou le centre de gestion qui prend en charge un fonctionnaire dont l'emploi a été supprimé ou qui se trouve dans la situation prévue au troisième alinéa des articles 67 ou 72 bénéficie d'une contribution de la collectivité ou de l'établissement qui employait l'intéressé antérieurement. Cette contribution est versée dans les conditions prévues au présent article.

Pour les collectivités ou établissements affiliés soit obligatoirement, soit volontairement depuis au moins trois ans à la date de suppression de l'emploi, cette contribution est égale pendant les deux premières années à une fois et demie le montant constitué par les traitements bruts versés au fonctionnaire augmentés des cotisations sociales afférentes à ces traitements. Elle est égale à une fois ce montant, pendant la troisième année, et aux trois quarts de ce montant au-delà des trois premières années.

Pour les autres collectivités et établissements, cette contribution est égale, pendant les deux premières années, à deux fois le montant constitué par les éléments définis à l'alinéa ci-dessus. Elle est égale à ce montant pendant les deux années suivantes et aux trois quarts du même montant au-delà des quatre premières années.

La contribution due au titre du fonctionnaire pris en charge en application des dispositions du premier alinéa de l'article 53 est versée par la collectivité ou l'établissement dans lequel le fonctionnaire occupait l'emploi fonctionnel.

Dans tous les cas, la contribution cesse lorsque le fonctionnaire a reçu une nouvelle affectation ou lorsque le fonctionnaire bénéficie d'un congé spécial de droit dans les conditions prévues à la

deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article 99. Lorsque le fonctionnaire est placé par le centre compétent dans une position autre que l'activité, le calcul et le versement de la contribution mentionnée aux alinéas précédents sont suspendus à cette date jusqu'à la fin de la période correspondante. Lorsque le fonctionnaire fait l'objet d'une mise à disposition prévue à l'article 61 ou à l'article 62 (***aux articles 61 à 61-2**), la contribution est réduite à concurrence du remboursement effectué par la collectivité, l'établissement ou l'organisme d'accueil jusqu'à la fin de la période de mise à disposition.

Toutefois, si dans un délai de deux ans à compter de la prise en charge, le centre n'a proposé aucun emploi au fonctionnaire, les sommes dues par la collectivité ou l'établissement en application des alinéas ci-dessus sont réduites d'un montant égal au dixième du montant constitué par les traitements bruts versés au fonctionnaire augmentés des cotisations sociales afférentes à ces traitements.

- Article 97 bis ajouté par l'article 38 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 97 bis, 2ème et 3ème alinéas remplacés par l'article 40 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994
- Article 97 bis alinéa ajouté par l'article 30 (5°) de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001
- Article 97 bis, avant-dernier alinéa remplacé par l'article 30 (6°) de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001
- Article 97 bis, 1^{er} alinéa complété par l'article 49 (5°) de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
- **Article 97 bis, avant-dernier alinéa modifié par l'article 5-II (2°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**
La (*** modification**) entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021 - Article 5-VII de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019

Art. 97 ter. - Par dérogation aux dispositions de l'article 97 bis, un centre de gestion peut décider de rétablir la contribution des collectivités ou établissements non affiliés, qui ont procédé à des suppressions d'emplois, à une fois le montant constitué par les traitements bruts versés aux fonctionnaires augmenté des cotisations salariales afférentes à ces traitements.

Cette décision est prise lors du vote du budget primitif aux conditions suivantes :

- s'il est constaté que ce budget pourrait être présenté en équilibre hors les dépenses de prise en charge des fonctionnaires dont les emplois ont été supprimés par ces collectivités ou établissements et les recettes constituées par les contributions correspondantes, et que ces éléments y étant intégrés génèrent un déficit prévisionnel de la section de fonctionnement, les recettes et les dépenses ayant été évaluées de façon sincère;

- si la cotisation obligatoire instaurée à l'article 22 est fixée au taux maximum prévu par la loi;

- si les prises en charges sont intervenues depuis plus de cinq ans.

Elle est renouvelable à chaque exercice budgétaire.

Lorsque la contribution est rétablie en application du présent article, la réduction prévue au dernier alinéa de l'article 97 bis n'est plus appliquée.

Le projet de budget établi avant le rétablissement de la contribution, telle que définie au deuxième alinéa du présent article, est transmis au préfet à l'appui de la délibération décidant du rétablissement de la contribution au montant fixé au premier alinéa.

- Article 97 ter ajouté par l'article 59-I de la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998

Art. 98 - Abrogé

L'indemnité mentionnée à l'article 53, qui est au moins égale à une année de traitement, est déterminée dans des conditions fixées par décret, selon l'âge et la durée de service dans la fonction publique territoriale. Le bénéficiaire de cette indemnité rompt tout lien avec la fonction publique territoriale, sous réserve du maintien de ses droits à pension.

- Article 98 modifié par l'article 43-XII de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 98 modifié par l'article 41 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994

Art. 99 - Les collectivités ou établissements dans lesquels des fonctionnaires territoriaux occupent un emploi fonctionnel visé à l'article 53 ont la faculté d'accorder, sur demande des intéressés, un congé spécial d'une durée maximale de cinq ans dans des conditions fixées par décret.

La demande de congé spécial au titre du premier alinéa de l'article 53 peut être présentée jusqu'au terme de la période de prise en charge prévue au I de l'article 97. Le congé spécial de droit est accordé par la collectivité ou l'établissement public dans lequel le fonctionnaire occupait l'emploi fonctionnel, y compris lorsque la demande est présentée pendant la période de prise en charge.

Pendant ce congé, la rémunération des intéressés demeure à la charge de la collectivité ou de l'établissement public concerné.

A l'expiration de ce congé, le fonctionnaire est admis d'office à la retraite.

Toutefois, les fonctionnaires qui bénéficient d'un congé spécial de droit octroyé pendant la prise en charge sont mis à la retraite au plus tard à la fin du mois au cours duquel ils réunissent les conditions requises pour obtenir une pension à jouissance immédiate à taux plein.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article.

- Article 99, 1^{er} alinéa remplacé par deux alinéas par l'article 31-I de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001
- Article 99, alinéa ajouté par l'article 31-II de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001

CHAPITRE X

DE L'EXERCICE DU DROIT SYNDICAL

Art. 100 - Les collectivités et établissements doivent permettre l'affichage et la diffusion des informations d'origine syndicale, autoriser la distribution des publications syndicales et, sous réserve des nécessités du service, accorder aux fonctionnaires des facilités pour assister aux réunions d'information syndicale.

Sous réserve des nécessités du service, les collectivités et établissements mettent des fonctionnaires à la disposition des organisations syndicales représentatives. Ces collectivités et établissements sont remboursés des charges salariales de toute nature correspondantes par une dotation particulière prélevée sur les ressources affectées à la dotation globale de fonctionnement.

Lorsqu'une organisation syndicale peut prétendre à la mise à disposition d'un ou plusieurs fonctionnaires en vertu du deuxième alinéa et que cette mise à disposition n'est pas prononcée, l'organisation syndicale en cause perçoit une somme égale au coût de la rémunération nette d'un nombre d'agents correspondant à celui des mises à disposition non prononcées. La charge financière correspondante est prélevée sur la dotation particulière mentionnée au deuxième alinéa. Cette somme ne peut en aucun cas être utilisée pour financer des dépenses de personnel.

Les cotisations syndicales peuvent être collectées dans l'enceinte des bâtiments administratifs, mais en dehors des locaux ouverts au public, par les représentants des organisations syndicales qui ne sont pas en service ou qui bénéficient d'une décharge d'activité de service. Ces collectes ne doivent en aucun cas porter atteinte au fonctionnement du service.

Les collectivités et établissements employant au moins cinquante agents doivent mettre à la disposition des organisations syndicales représentatives, sur leur demande, des locaux à usage de bureau. A défaut d'une telle mise à disposition, ces collectivités et établissements leur versent une subvention permettant de louer un local et de l'équiper.

Supprimé

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application des dispositions du présent article.

Les règles ou accords existant en matière de droits syndicaux antérieurement à la publication du décret prévu à l'alinéa précédent demeurent en vigueur lorsqu'ils sont plus favorables et de même nature que ceux résultant de ce décret.

Ces dispositions s'appliquent notamment aux agents des offices publics d'habitations à loyer modéré, aux agents départementaux ainsi qu'aux agents susceptibles d'exercer leur droit d'option, conformément aux dispositions des articles 122 et 123 ci-après.

Supprimé

- Article 100, alinéas 7, 8 et 9 ajoutés par l'article 35-II de la loi n° 85-97 du 25 janvier 1985.
- Article 100 modifié par l'article 10 de la loi n° 85-1221 du 22 novembre 1985
- Article 100 modifié par l'article 39 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 100, 5^{ème} alinéa modifié par l'article 42 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994
- Article 100, alinéa inséré et 6^{ème} alinéa remplacé par l'article 46 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
- Article 100 modifié par l'article 104 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012

Art. 100-1. - I. - Sous réserve des nécessités du service, les collectivités et établissements accordent un crédit de temps syndical aux responsables des organisations syndicales représentatives. Celui-ci comprend deux contingents :

1° Un contingent est utilisé sous forme d'autorisations d'absence accordées aux représentants syndicaux mandatés pour participer aux congrès ou aux réunions statutaires d'organismes directeurs des organisations syndicales d'un autre niveau que ceux indiqués au 1° de l'article 59. Il est calculé proportionnellement au nombre d'électeurs inscrits sur la liste électorale au **comité social territorial** compétent.

Pour les collectivités territoriales et établissements publics affiliés dont le **comité social territorial** est placé auprès du centre de gestion, ce contingent d'autorisations d'absence est calculé par les centres de gestion. Ceux-ci versent les charges salariales de toute nature afférentes à ces autorisations aux collectivités et établissements précités dont certains agents ont été désignés par les organisations syndicales pour bénéficier desdites autorisations d'absence ;

2° Un contingent est accordé sous forme de décharges d'activité de service. Il permet aux agents publics d'exercer, pendant leurs heures de service, une activité syndicale au profit de l'organisation syndicale à laquelle ils appartiennent et qui les a désignés en accord avec la collectivité ou l'établissement. Il est calculé selon un barème dégressif appliqué au nombre d'électeurs inscrits sur la liste électorale du ou des **comités sociaux territoriaux** compétents.

Les centres de gestion calculent ce contingent de décharges d'activité de service pour les collectivités et établissements obligatoirement affiliés et leur versent les charges salariales de toute nature afférentes à ces décharges d'activité de service concernant l'ensemble des agents de ces collectivités et établissements.

I bis. - Par convention, le centre de gestion et un ou plusieurs collectivités ou établissements non obligatoirement affiliés au centre de gestion peuvent déterminer les modalités de la mutualisation de leurs crédits de temps syndical. Les crédits de temps syndical qui n'ont pu être utilisés durant l'année civile sont, à la demande d'une organisation syndicale et pour ce qui la concerne, comptabilisés et reportés à la seule année suivante. Ils peuvent être utilisés dans l'un ou l'autre des collectivités ou établissements signataires. Les modalités de versement des charges salariales de toute nature afférentes aux autorisations d'absence et aux décharges d'activité de service sont déterminées par la convention.

II. - Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.

- Article 100-1 ajouté par l'article 100 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012
 - Article 100-1, I bis ajouté par l'article 51 de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016
 - **Article 100-1, modifié par l'article 4-II (3° et 4°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**
 (*La modification) entre en vigueur en vue du prochain renouvellement général des instances de la fonction publique - Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 94-II-A

CHAPITRE XI

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX EMPLOIS NON COMPARABLES A CEUX DE L'ETAT

Art. 101 à 103. – Abrogés

Art. 101 à 103 abrogés par l'article 43-I de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987

CHAPITRE XII

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX NOMMES DANS DES EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET

| Dispositions applicables jusqu'à la publication des dispositions réglementaires prévues à l'article 15 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-V V | Dispositions en vigueur à compter du lendemain de la publication des dispositions réglementaires prévues à l'article 15 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 (modification de l'article 32-I de la loi n° 83-634) Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-V |
|---|--|
| <p>Art. 104 - Les dispositions de la présente loi sont applicables aux fonctionnaires nommés dans des emplois permanents à temps non complet, sous réserve des dérogations prévues par décret en Conseil d'Etat rendues nécessaires par la nature de ces emplois.</p> <p>Le même décret détermine :</p> <p>1° Les catégories de collectivités, notamment en fonction de leur population et les caractéristiques des établissements publics pouvant recruter des agents à temps non complet qui ne remplissent pas les conditions pour être intégrés dans un cadre d'emplois conformément à la règle définie par l'article 108, en précisant le cas échéant le nombre d'agents permanents à temps non complet susceptibles d'être recrutés et en arrêtant la liste des emplois concernés ;</p> <p>2° Les conditions dans lesquelles le fonctionnaire à temps non complet dont l'emploi est supprimé ou dont la durée hebdomadaire d'activité est modifiée bénéficie, en cas de refus de l'emploi ainsi transformé, d'une prise en charge ou d'une indemnité compte tenu de son âge, de son ancienneté et du nombre hebdomadaire d'heures de service accomplies par lui.</p> | <p>Art. 104 - Les dispositions de la présente loi sont applicables aux fonctionnaires mentionnés à l'article 2 nommés dans des emplois permanents à temps non complet, sous réserve des dérogations rendues nécessaires par la nature de ces emplois.</p> <p>Le fonctionnaire à temps non complet dont l'emploi est supprimé ou dont la durée hebdomadaire d'activité est modifiée bénéficie, en cas de refus de l'emploi ainsi transformé, d'une prise en charge ou d'une indemnité compte tenu de son âge, de son ancienneté et du nombre d'heures de service hebdomadaire accomplies par lui.</p> <p>Un décret en Conseil d'État précise les conditions d'application du présent article, notamment les dérogations à la présente loi rendues nécessaires par la nature de ces emplois.</p> <p>- Article 104 abrogé par l'article 43-I de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987 et remplacé par l'article 109 - Article 104 complété par l'article 9 de la loi n° 89-19 du 13 janvier 1989 - Article 104, 1°) remplacé par l'article 43 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994 - Article 104 remplacé par l'article 21-I (5°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019</p> |

| Dispositions applicables jusqu'à la publication des dispositions réglementaires prévues à l'article 15 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-V V | Dispositions en vigueur à compter du lendemain de la publication des dispositions réglementaires prévues à l'article 15 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 (modification de l'article 32-I de la loi n° 83-634) Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-V |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - Article 104 abrogé par l'article 43-I de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987 et remplacé par l'article 109 - Article 104 complété par l'article 9 de la loi n° 89-19 du 13 janvier 1989 - Article 104, 1°) remplacé par l'article 43 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994 | |

Art. 105 - Le traitement ainsi que les indemnités ayant le caractère de complément de traitement sont calculés au prorata du nombre d'heures hebdomadaires de service afférent à l'emploi.

A titre expérimental, pour une durée de trois années à compter de la date d'entrée en vigueur de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994 modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale, sur demande de l'agent ou si les nécessités de service le justifient, la durée hebdomadaire de service peut être organisée sur une période d'une durée maximale d'un an.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.

- Article 105 modifié et complété par l'article 44 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994

Art. 106 - Un fonds particulier de compensation est créé, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, en vue d'assurer la répartition des charges résultant pour les collectivités et établissements n'employant que des fonctionnaires à temps non complet du versement du supplément familial de traitement à ces fonctionnaires ainsi que du paiement de l'allocation spécifique de cessation anticipée d'activité prévue à l'article 146 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 et des cotisations et contributions sociales y afférentes.

- Article 106 complété par l'article 130-II de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017

Art. 107 - Le fonctionnaire nommé dans un emploi à temps non complet doit être affilié à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, s'il consacre à son service un nombre minimal d'heures de travail fixé par délibération de cette caisse. Ce nombre ne peut être inférieur à la moitié de la durée légale du travail des fonctionnaires territoriaux à temps complet.

Le fonctionnaire titularisé dans un emploi permanent à temps non complet qui ne relève pas du régime de retraite de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales est affilié à une institution de retraite complémentaire régie par l'article L. 4 du code de la sécurité sociale.

Art. 108 - Les fonctionnaires nommés dans des emplois permanents à temps non complet qui sont employés par une ou plusieurs collectivités ou établissements pendant une durée supérieure ou égale à la moitié de la durée légale du travail des fonctionnaires territoriaux à temps complet sont intégrés dans les cadres d'emplois.

Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions d'intégration de ces fonctionnaires dans la fonction publique territoriale.

- Article 108 abrogé et remplacé par l'article 10 de la loi n° 89-19 du 13 janvier 1989

- Article 108, 1^{er} alinéa remplacé par l'article 45 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994

CHAPITRE XIII

Hygiène, sécurité et médecine préventive

Chapitre XIII rétabli par l'article 48-II de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007

Art. 108-1. - Dans les services des collectivités et établissements mentionnés à l'article 2, les règles applicables en matière d'hygiène et de sécurité sont celles définies par les livres Ier à V de la quatrième partie du code du travail et par les décrets pris pour leur application, ainsi que par l'article L. 717-9 du code rural et de la pêche maritime. Il peut toutefois y être dérogé par décret en Conseil d'Etat.

- Article 108-1 ajouté par l'article 48-II de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007

- Article 108-1 modifié par l'article 20-I de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010

Art. 108-2. - Les services des collectivités et des établissements mentionnés à l'article 2 doivent disposer d'un service de médecine préventive, soit en créant leur propre service, soit en adhérant aux services de santé au travail interentreprises ou assimilés, à un service commun à plusieurs **employeurs publics** ou au service créé par le centre de gestion. Les dépenses résultant de l'application du présent alinéa sont à la charge des **employeurs publics** intéressés. Le service est consulté par l'**employeur public** sur les mesures de nature à améliorer l'hygiène générale des locaux, la prévention des accidents et des maladies professionnelles et l'éducation sanitaire.

Le service de médecine préventive a pour mission d'éviter toute altération de l'état de santé des agents du fait de leur travail, notamment en surveillant les conditions d'hygiène du travail, les risques de contagion et l'état de santé des agents. A cet effet, les agents font l'objet d'une surveillance médicale et sont soumis à un examen médical au moment de l'embauche ainsi qu'à un examen médical périodique dont la fréquence est fixée par décret en Conseil d'Etat.

- Article 108-2 ajouté par l'article 48-II de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007

- **Article 108-2, 1^{er} alinéa modifié par l'article 40- III (4°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**

Art. 108-3. - L'autorité territoriale désigne, dans les services des collectivités et établissements mentionnés à l'article 32, les agents chargés d'assurer sous sa responsabilité la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité.

L'agent chargé d'assister l'autorité territoriale peut être mis à disposition, pour tout ou partie de son temps, par une commune, l'établissement public de coopération intercommunale dont est membre la commune, ou le centre de gestion. L'agent exerce alors sa mission sous la responsabilité de l'autorité territoriale auprès de laquelle il est mis à disposition.

- Article 108-3 ajouté par l'article 48-II de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007

Art. 108-3-1. – Les agents qui occupent des emplois présentant des risques d'usure professionnelle bénéficient d'un entretien de carrière, dans les conditions fixées par décret en Conseil d'État.

- **Article 108-3-1 inséré par l'article 40-III (5°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**

* **Art. 108-4.** - Les agents ayant été exposés dans le cadre de leurs fonctions à un agent cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction ou figurant sur l'un des tableaux mentionnés à l'article L. 461-2 du code de la sécurité sociale ont droit à un suivi médical postprofessionnel après avoir cessé définitivement leurs fonctions au sein d'une collectivité ou d'un établissement mentionné à l'article 2 de la présente loi. Ce suivi est pris en charge par la dernière collectivité ou le dernier établissement au sein duquel ils ont été exposés.

Les conditions d'application du présent article et notamment les modalités de suivi médical postprofessionnel pour chaque type d'exposition à un agent cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction sont définies par décret en Conseil d'Etat.

- Article 108-4 ajouté par l'article 20-II de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010

* Article 20-III de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 : Les agents ayant définitivement cessé leurs fonctions avant l'entrée en vigueur des dispositions prévues par l'article 108-4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée bénéficient du suivi médical postprofessionnel.

Art. 109 - Article 109 devenu article 104 par l'article 43-II de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987

CHAPITRE XIV

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Chapitre XIII renuméroté par l'article 48-I de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007

Art. 110 – I. - L'autorité territoriale peut, pour former son cabinet, librement recruter un ou plusieurs collaborateurs et mettre librement fin à leurs fonctions.

Toutefois, il est interdit à l'autorité territoriale de compter parmi les membres de son cabinet :

1° Son conjoint, partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou concubin ;

2° Ses parents ou les parents de son conjoint, partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou concubin ;

3° Ses enfants ou les enfants de son conjoint, partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou concubin.

La violation de cette interdiction emporte de plein droit la cessation du contrat.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités selon lesquelles l'autorité territoriale rembourse les sommes versées à un collaborateur employé en violation de l'interdiction prévue au présent I.

Aucune restitution des sommes versées ne peut être exigée du collaborateur.

II. - Le fait, pour l'autorité territoriale, de compter parmi les membres de son cabinet un collaborateur en violation de l'interdiction prévue au I est puni d'une peine de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

III. - Lorsqu'elle est concernée par l'article 11 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, l'autorité territoriale informe sans délai la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique du fait qu'elle compte parmi les membres de son cabinet :

1° Son frère ou sa sœur, ou le conjoint, partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou concubin de celui-ci ou celle-ci ;

2° L'enfant de son frère ou de sa sœur, ou le conjoint, partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou concubin de cet enfant ;

3° Son ancien conjoint, la personne ayant été liée à elle par un pacte civil de solidarité ou son ancien concubin ;

4° L'enfant, le frère ou la sœur des personnes mentionnées au 3° du présent III ;

5° Le frère ou la sœur des personnes mentionnées au 1° du I.

[Dispositions déclarées non conformes à la Constitution par la décision n° 2017-752 DC du 8 septembre 2017.]

V. - Les II, III [Dispositions déclarées non conformes à la Constitution par la décision n° 2017-752 DC du 8 septembre 2017.] du présent article s'appliquent sans préjudice des articles 432-10 à 432-13 et 432-15 du code pénal.

VI. - La nomination de non-fonctionnaires aux emplois mentionnés au premier alinéa du I ne leur donne aucun droit à être titularisés dans un grade de la fonction publique territoriale.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités de rémunération des membres des cabinets ainsi que leur effectif maximal, en fonction, pour les communes, départements et régions, de leur importance démographique et, pour leurs établissements publics administratifs et la métropole de Lyon, du nombre de fonctionnaires employés.

Ces collaborateurs ne rendent compte qu'à l'autorité territoriale auprès de laquelle ils sont placés et qui décide des conditions et des modalités d'exécution du service qu'ils accomplissent auprès d'elle. Cette disposition ne saurait interdire aux juridictions compétentes et aux autorités administratives chargées du contrôle de légalité d'exercer leurs missions dans les conditions de droit commun.

- Article 110, 3^{ème} alinéa ajouté par l'article 40 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984

- Article 110 complété par l'article 77 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999

- Article 110, dernier alinéa complété par l'article 32 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000

- Article 110, 3^{ème} alinéa complété par l'article 18 (1°) de l'ordonnance n° 2014-1543 du 19 décembre 2014

- Article 110 modifié par l'article 15-I de la loi n° 2017-1339 du 15 septembre 2017

* Loi n° 2017-1339 du 15 septembre 2017 - article 15-II. - Les I à VI de l'article 110 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, dans leur rédaction résultant de la présente loi, sont applicables à la commune et au département de Paris et, à compter du 1er janvier 2019, à la Ville de Paris.

Art. 110-1. - Les agents contractuels recrutés sur le fondement du code général des collectivités territoriales pour exercer les fonctions de collaborateur de groupe d'élus sont engagés par contrat à durée déterminée pour une durée maximale de trois ans, renouvelable, dans la limite du terme du mandat électoral de l'assemblée délibérante concernée.

Si, à l'issue d'une période de six ans, ces contrats sont renouvelés, ils ne peuvent l'être que par décision expresse de l'autorité territoriale et pour une durée indéterminée.

La qualité de collaborateur de groupe d'élus est incompatible avec l'affectation à un emploi permanent d'une collectivité territoriale et ne donne aucun droit à titularisation dans un grade de la fonction publique territoriale.

En cas de fin de contrat ou de licenciement, les indemnités dues au titre de l'assurance chômage ainsi que les indemnités de licenciement sont prises en charge par le budget général de la collectivité.

- Article 110-1 ajouté par l'article 40-II de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012

Art. 111 - Les agents titulaires d'un emploi d'une collectivité ou d'un établissement relevant de la présente loi sont intégrés dans la fonction publique territoriale et classés dans les cadres d'emplois ou emplois en prenant en compte la durée totale des services qu'ils ont accomplis.

Ces agents conservent les avantages qu'ils ont individuellement acquis en matière de rémunération et de retraite.

Par exception à la limite résultant du premier alinéa de l'article 88, les avantages collectivement

acquis ayant le caractère de complément de rémunération que les collectivités locales et leurs établissements publics ont mis en place avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont maintenus au profit de l'ensemble de leurs agents, lorsque ces avantages sont pris en compte dans le budget de la collectivité ou de l'établissement.

Les agents-contractuels en fonctions à la date d'entrée en vigueur de la présente loi ne peuvent être titularisés dans un grade ou emploi de la fonction publique territoriale que selon les règles fixées, conformément aux articles 126 à 138, par le statut particulier du corps ou de l'emploi concerné, quels que soient les modalités de leur recrutement et les avantages dont ils bénéficient.

- Article 111, dernier alinéa modifié par l'article 43-IX de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 111, 3^{ème} alinéa remplacé par l'article 70 de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996
- Article 111, 3^{ème} alinéa remplacé par l'article 60 de la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998
- Article 111, dernier alinéa modifié par l'article 46 (1°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016

Art. 111-1. - Les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 peuvent être maintenus à titre individuel lors de l'affectation d'un agent :

1° D'une collectivité territoriale vers un établissement public qui lui est rattaché, par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public dans lequel l'agent est affecté ;

2° D'un établissement public vers sa collectivité territoriale de rattachement, par délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité dans laquelle l'agent est affecté.

- Article 111-1 ajouté par l'article 47 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007

Art. 112 - I - Abrogé

II - Les dispositions de la présente loi sont applicables, à l'exception de celles du second alinéa de l'article 107, aux agents de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, des communes et des établissements publics de ces collectivités.

En application des dispositions de l'article 14, il est créé à Saint-Pierre-et-Miquelon un centre de gestion et de formation de la fonction publique territoriale qui regroupe la collectivité territoriale, les communes, ainsi que les établissements publics de ces collectivités.

Ce centre assure les missions dévolues par la présente loi aux centres de gestion. Il met en œuvre les actions de formation relevant du Centre national de la fonction publique territoriale prévues aux troisième et quatrième alinéas et aux 2° et 3° de l'article 11 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 précitée. Une convention conclue entre le Centre national de la fonction publique territoriale et le centre de gestion et de formation détermine les modalités d'exercice de ces actions de formation ainsi que leur financement.

Par dérogation à l'article 13, le conseil d'administration de ce centre est constitué d'un élu local représentant la collectivité territoriale et d'un élu local représentant chaque commune.

Dans le cas où aucun fonctionnaire relevant de ce centre ne serait rémunéré par la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, le Conseil d'administration serait constitué d'un représentant élu de chaque commune.

III. - Pour l'application des articles 47 et 53 de la présente loi, la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon est assimilée à un département.

IV. - Pour l'application à Saint-Pierre-et-Miquelon du cinquième alinéa de l'article 53 de la présente loi, le nombre : " 10 000 " est remplacé par le nombre : " 5 000 ".

V. - Pour l'application à Saint-Pierre-et-Miquelon du deuxième alinéa de l'article 47 de la présente loi, la commune de Saint-Pierre est assimilée à un département.

VI. - Pour l'application à Saint-Pierre-et-Miquelon du troisième alinéa du même article 47, le nombre : " 80 000 " est remplacé par le nombre : " 5 000 ".

- Article 112 modifié par l'article 41 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984
- Article 112 remplacé par l'article 41-I de la loi n° 85-595 du 11 juin 1985
- Article 112 modifié par l'article 5 de la loi n° 85-1221 du 22 novembre 1985
- Article 112 modifié par l'article 43-I et 43-XVI de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 112, III ajouté par l'article 4 (1°) de l'ordonnance n° 2010-1180 du 7 octobre 2010
- Article 112, II complété par l'article 14 de la loi n° 2013-1029 du 15 novembre 2013
- Article 112, 3 alinéas ajoutés par l'article 115 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015

Art. 112-1. - Pour l'application de la présente loi à Mayotte :

1° La référence au département ou à la région est remplacée par la référence à la collectivité départementale ;

2° Les cadres d'emplois classés hors catégorie au sens de l'article 64-1 de la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte sont assimilés à des cadres d'emplois classés en catégorie C.

- Article 112-1 ajouté par l'article 57-II de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007

Art. 112-2. - Pour l'application des articles 47 et 53 de la présente loi, les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin sont assimilées à des départements.

- Article 112-2 ajouté par l'article 4 (2°) de l'ordonnance n° 2010-1180 du 7 octobre 2010

Art. 112-3. - Pour l'application des articles 47 et 53 de la présente loi, la métropole de Lyon est assimilée à un département.

- Article 112-3 ajouté par l'article 34 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014

Art. 113 - I - A l'avant-dernier alinéa de l'article 2-II de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, après les mots "à l'avancement de grade", sont insérés les mots "à l'avancement d'échelon".

II - Au dernier alinéa de l'article 45-II de la loi du 2 mars 1982 susvisée. après les mots : "à l'avancement de grade", sont insérés les mots : "à l'avancement d'échelon".

III - Au dernier alinéa du paragraphe II de l'article 7 de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 modifiée, relative à la création et à l'organisation des régions, après les mots : "à l'avancement de grade", sont insérés les mots : "à l'avancement d'échelon".

IV - Au dernier alinéa du paragraphe II de l'article 18 de la loi n° 76-394 du 6 mai 1976 modifiée, relative à la création et à l'organisation de la région d'Ile-de-France, après les mots : "à l'avancement de grade", sont insérés les mots : "à l'avancement d'échelon".

Art. 114 - Les dispositions réglementaires portant statut des corps ou emplois en vigueur à la date de la publication de la présente loi demeurent applicables jusqu'à intervention des statuts particuliers pris en application de la présente loi.

Les commissions paritaires prévues par la législation ou la réglementation en vigueur avant la date de publication de la présente loi sont complétées, le cas échéant, au fur et à mesure de la publication des statuts particuliers des cadres d'emplois, jusqu'à l'installation des commissions administratives paritaires prévues au premier alinéa de l'article 28 de la présente loi.

- Article 114, alinéa ajouté par l'article 52 de la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988

Art. 115 - Les organismes consultatifs à l'échelon national prévus par la législation ou la réglementation en vigueur avant la date de publication de la présente loi sont maintenus en fonctions jusqu'à la date d'installation du conseil supérieur de la fonction publique territoriale.

Nonobstant toutes dispositions contraires, la commission administrative paritaire nationale des personnels des offices publics d'habitations à loyer modéré est prorogée, dans sa composition résultant des dernières élections des 21 et 22 décembre 1983, jusqu'à une date qui sera fixée par décret.

Les procédures existant à la date de publication de la présente loi, notamment en application du deuxième alinéa du paragraphe II de l'article 28 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 précitée et du deuxième alinéa du paragraphe II de l'article 16-3 de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 précitée, relatives à l'élaboration ou à la modification des règles particulières à chaque emploi, demeurent en vigueur jusqu'à l'intervention de nouvelles dispositions à caractère statutaire.

Abrogé

- Article 115 complété par l'article 45 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984

- Article 115 modifié par l'article 27 de la loi n° 85-1098 du 11 octobre 1985

- Article 115, 2^{ème} et 3^{ème} alinéas ajoutés l'article 26-I et II de la loi n° 86-972 du 19 août 1986

- Article 115, dernier alinéa abrogé par l'article 43-I de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987

Art. 116 - Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions de validité, en l'attente de la publication des statuts particuliers des cadres d'emplois, de la liste d'aptitude départementale ou interdépartementale mentionnée aux articles L. 412-20 à L. 412-26 et L. 412-41 à L. 412-44 du Code des communes dans leur rédaction antérieure à la présente loi, sur laquelle sont inscrits les candidats admis à des concours ou les agents issus de la promotion interne, et des listes d'aptitude nationales et régionales d'accès à certains emplois des offices publics d'habitations à loyer modéré.

- Article 116 remplacé par l'article 40 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987

Art. 117 - Un décret en Conseil d'Etat mettra, dans un délai de deux ans, en conformité les règles statutaires applicables aux sapeurs-pompiers professionnels départementaux et communaux avec les dispositions du titre 1er du statut général. Ces règles statutaires pourront déroger aux dispositions de la

présente loi qui ne répondraient pas au caractère spécifique des corps de sapeurs-pompiers et des missions qui sont dévolues à ces derniers.

Art. 118 - I - La Ville de Paris ainsi que ses établissements publics, disposent de fonctionnaires organisés en corps. Ces personnels sont soumis à un statut fixé par décret en Conseil d'Etat, qui peut déroger aux dispositions de la présente loi. Ce statut peut être commun à la collectivité et aux établissements mentionnés ci-dessus ou à certains d'entre eux.

Les écoles relevant de l'Etat peuvent, par voie de convention, être chargées d'organiser des concours communs pour le recrutement simultané de fonctionnaires de l'Etat et de fonctionnaires de la collectivité et des établissements mentionnés à l'alinéa précédent.

II - Lorsqu'un emploi de la Ville de Paris ou de ses établissements publics est équivalent à un emploi de la fonction publique de l'Etat, le statut particulier de cet emploi et la rémunération qui lui est afférente sont fixés par référence à l'emploi de l'Etat.

Lorsqu'un emploi de la collectivité ou des établissements mentionnés à l'alinéa précédent est équivalent à un emploi de la fonction publique territoriale, le statut particulier de cet emploi et la rémunération qui lui est afférente sont fixés par référence à l'emploi territorial.

Il peut toutefois être dérogé à ces règles lorsqu'un emploi de la collectivité ou des établissements mentionnés au premier alinéa et un emploi de l'Etat ou des collectivités territoriales sont équivalents mais sont soumis, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, à des statuts particuliers différents et bénéficient de rémunérations différentes.

Les statuts particuliers et les rémunérations des emplois définis comme ne relevant d'aucune des catégories d'emplois mentionnés ci-dessus sont déterminés dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Les statuts particuliers peuvent prévoir que certains corps sont communs de la collectivité ou des établissements mentionnés au premier alinéa ou à certains d'entre eux. Les corps communs sont gérés sous l'autorité du maire de Paris.

La remise en vigueur des procédures antérieures d'élaboration ou de modification des règles particulières à chaque emploi, opérée par les paragraphes II de l'article 26 et II de l'article 27 de la loi n° 86-972 du 19 août 1986 portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales, cesse de produire effet à compter de l'installation du Conseil supérieur des administrations parisiennes qui est institué par décret en Conseil d'Etat.

- Article 118 modifié par l'article 11 de la loi n° 85-1221 du 22 novembre 1985
- Article 118 modifié par l'article 27 de la loi n° 86-972 du 19 août 1986
- Article 118 remplacé par l'article 41 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 118 modifié par l'article 3 (2°) de l'ordonnance n° 2018-74 du 8 février 2018

Art. 119 - Les dispositions du livre IV du Code des Communes sont abrogées sous les réserves ci-après :

I - Sont maintenues en vigueur les dispositions des articles suivants :

L. 412-18, L. 412-46, L. 412-48 à L. 412-50 ;

L. 414-23 et L. 414-24 ;

L. 431-1 à L. 431-3, sous réserve que, dans le premier alinéa de l'article L. 431-1 et le deuxième alinéa de l'article L. 431-2, les mots : "du présent code" soient remplacés par les mots : "de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale" et qu'au second alinéa de l'article L. 431-3 les mots : "conformément aux dispositions de l'article L. 416-11 " soient remplacés par les mots : "conformément à l'article 97 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale" ;

L. 432-1 à L. 432-7 et L. 432-8 deuxième alinéa sous réserve qu'à l'article L. 432-1 les mots : "du présent code" soient remplacés par les mots : "de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale" et qu'à l'article L. 432-8, les mots : "à leur égard" soient remplacés par les mots : "à l'égard des agents de la communauté urbaine" ;

L. 441-1 à L. 441-4 ;

L. 444-3 et L. 444-5.

II - Le régime de retraite des personnels des collectivités territoriales et de leurs établissements publics affiliés à la Caisse nationale de retraite comporte des avantages comparables à ceux consentis par les régimes généraux de retraite des personnels de l'Etat et ne peut prévoir d'avantages supérieurs.

III - Sont maintenues en vigueur et étendues aux autres collectivités et établissements concernés par la présente loi ainsi qu'à leurs agents les dispositions des articles suivants : L. 413-5, L. 413-11 à L. 413-15, L. 415-6, L. 416-1, L. 416-2, L. 416-4, L. 417-1, L. 417-2, * L. 417-11, L. 417-13 à L. 417-17, * sous réserve qu'à l'article L. 415-6, les mots : "d'un congé bloqué de soixante jours tous les deux ans" soient remplacés par les mots "d'un cumul sur deux années de ses congés annuels" *, L. 422-4 à L. 422-8, sous réserve qu'aux articles L. 422-4 et L. 422-5, les mots : "en cas de licenciement" soient remplacés par les mots : "en cas de perte involontaire d'emploi ".

Toutefois, les dispositions des articles L. 417-1, L. 417-2, L. 417-8, L. 417-9 et L. 422-8 ne sont pas applicables aux agents en fonction à Saint-Pierre-et-Miquelon.

IV - Sont maintenues en vigueur jusqu'à la date d'entrée en vigueur d'une loi réorganisant la formation professionnelle des fonctionnaires territoriaux les dispositions des articles suivants : L. 412-28, L. 412-33 à L. 412-38, L. 412-40 et L. 412-45.

V - Les statuts particuliers pris en application de la présente loi doivent intervenir dans un délai de quatre ans à compter de sa publication.

VI - Les adaptations des statuts particuliers des corps de la fonction publique de l'Etat et des règles statutaires applicables aux agents des collectivités territoriales prévues pour l'application du premier alinéa de l'article 14 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, par le quatrième alinéa de l'article 93 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat et par le paragraphe V du présent article, peuvent autoriser l'accès des fonctionnaires de l'Etat et des fonctionnaires territoriaux à la hiérarchie des corps et emplois, par voie, selon les cas, de détachement suivi ou non d'intégration, de promotion interne dans les conditions prévues par le 1° et le 2° de l'article 26 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 précitée et de l'article 39 de la présente loi et de tour extérieur, eu égard aux caractéristiques des corps et emplois concernés.

Les dispositions de l'alinéa ci-dessus sont applicables aux fonctionnaires régis par le titre IV du présent statut général.

- Article 119, paragraphe VI ajouté par l'article 28 de la loi n° 85-1098 du 11 octobre 1985 et modifié par l'article 40 de la loi n° 86-29 du 9 janvier 1986
- Article 119, paragraphe VI, 2^{ème} alinéa, ajouté par l'article 112 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986
- Article 119, paragraphe V, alinéas 2 et 3 abrogés par l'article 29 de la loi n° 86-972 du 19 août 1986
- Article 119 modifié par l'article 43-XIII et XVI de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 119, III, 2^{ème} alinéa modifié par l'article 65 de la loi n° 2000-1207 du 13 décembre 2000
- Article 119, III modifié par l'article 49 (6°) de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007

Art. 120 - I - L'article L. 421-7 du Code de la Construction et de l'habitation est abrogé.

II - L'article 46-30° de la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux, l'article 78 de la loi de finances du 31 décembre 1937 et l'article premier de l'ordonnance n° 45-993 du 17 mai 1945 relative aux services publics des départements et communes et de leurs établissements publics sont abrogés.

III. - Les agents de l'office public d'habitations à loyer modéré interdépartemental de la région parisienne dissous par le décret n° 81-935 du 15 octobre 1981 qui sont placés dans les corps d'extinction régis par le décret n° 76-690 du 24 juin 1976 relatif au statut général des personnels de l'office public d'habitation à loyer modéré interdépartemental de la région parisienne sont intégrés dans les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale, dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat.

IV. - Les fonctionnaires territoriaux et les fonctionnaires mentionnés à l'article 118 de la présente loi, relevant des offices publics d'habitations à loyer modéré et des offices publics d'aménagement et de construction et qui sont placés dans l'une des positions prévues à l'article 12 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée, conservent, lors de la transformation de ceux-ci en offices publics de l'habitat, leur qualité de fonctionnaire et continuent à bénéficier des possibilités d'avancement d'échelon et de grade ouvertes par le statut particulier de leur cadre d'emplois ou leur corps.

L'avancement de grade est également possible dans un autre office public de l'habitat en cas de vacance d'un emploi d'avancement par suite du départ d'un fonctionnaire. Le changement de cadre d'emplois ou de corps peut s'effectuer par recrutement au titre de la promotion interne ou d'un concours.

Par dérogation à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, l'office public de l'habitat peut créer pour ces personnels les emplois correspondants en cas de changement de grade, de cadre d'emplois ou de corps, sous réserve des dispositions statutaires relatives au grade, au cadre d'emplois ou au corps et lors de la réintégration de ces fonctionnaires relevant de l'office public de l'habitat qui sont placés dans l'une des situations prévues au 4° de l'article 57 et aux articles 60 sexies, 64, ~~70~~, 72 et 75 de la présente loi.

Les fonctionnaires visés au premier alinéa peuvent, dans le délai d'un an à compter de l'établissement de la classification des emplois dans l'office public de l'habitat, demander au directeur général de l'office à être détachés au sein de l'office, pour une période de deux ans renouvelable une fois, dans un emploi rémunéré selon les dispositions applicables aux personnels ne relevant pas du statut de la fonction publique territoriale employés au sein des offices publics de l'habitat. A l'expiration du détachement, par dérogation aux dispositions de l'article 67 de la présente loi, le fonctionnaire qui ne demande pas à bénéficier des dispositions de l'alinéa suivant est obligatoirement réintégré dans son cadre d'emplois ou dans son corps, dans l'emploi qu'il occupait antérieurement.

Les fonctionnaires relevant de l'office public de l'habitat qui sont placés dans l'une des positions prévues par l'article 55 de la présente loi ou qui sont détachés au sein de l'établissement en application de l'alinéa précédent peuvent demander, à tout moment, à être soumis définitivement aux dispositions

fixant les conditions d'emploi et de rémunération des personnels ne relevant pas du statut de la fonction publique territoriale employés au sein des offices publics de l'habitat. Si cette demande est faite dans le délai d'un an à compter de l'établissement de la classification des emplois dans l'office public de l'habitat, le directeur général de l'office est tenu de l'accepter.

V. - En cas de fusion entre offices publics de l'habitat, les fonctionnaires territoriaux et les fonctionnaires mentionnés à l'article 118 de la présente loi relevant des offices concernés et qui sont placés dans l'une des positions prévues à l'article 12 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée, ainsi que les agents contractuels employés par ces offices sont réputés relever de l'office issu du regroupement dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

VI. - Les fonctionnaires et agents contractuels des offices publics de l'habitat participent avec les salariés de l'établissement à l'organisation et au fonctionnement de leur établissement ainsi qu'à la gestion de son action sociale par l'intermédiaire des institutions représentatives prévues aux titres II et III du livre IV du code du travail pour lesquelles ils sont électeurs et éligibles par dérogation à l'article 9 de la loi du 13 juillet 1983 précitée et à la sous-section 2 de la section 3 du chapitre II de la présente loi.

Les dispositions relatives à l'hygiène, à la sécurité, aux conditions de travail et à la médecine du travail prévues aux titres III et IV du livre II du code du travail s'appliquent aux fonctionnaires et agents contractuels des offices publics de l'habitat.

Les institutions représentatives prévues au titre III du livre II et aux titres II et III du livre IV se substituent pour les personnels visés à l'alinéa précédent aux **comités sociaux territoriaux** prévus par la présente loi.

Les dispositions du chapitre II du titre Ier du livre IV du code du travail sont applicables aux fonctionnaires et agents contractuels mentionnés ci-dessus.

Les dispositions du code du travail mentionnées aux alinéas précédents peuvent faire l'objet d'adaptations par décret en Conseil d'Etat, sous réserve d'assurer les mêmes garanties à ces personnels.

- Article 120, IV ajouté par l'article 148 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000
- Article 120, III et IV remplacés, V et VI ajoutés par l'article 3 (3°) de l'ordonnance n° 2007-137 du 1^{er} février 2007
- Article 120, IV modifié par l'article 118-I de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009
- Article 120, VI modifié par l'article 19 (4°) de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010
- Article 120, V et VI modifiés par l'article 46 (1°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016
- Article 120, IV et V modifiés par l'article 70-II 2° et 3° de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016
- **Article 120, VI, 3^{ème} alinéa modifié par l'article 4-II (4°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**
(*La modification) entre en vigueur en vue du prochain renouvellement général des instances de la fonction publique - Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 – article 94-II-A

Art. 121 - I - Aux articles L. 163-18 et L. 164-9 du code des communes, les mots : "commissions paritaires" sont remplacés par les mots : "commissions administratives paritaires".

Au quatrième alinéa de l'article L. 165-38 du même code, les mots : "le président de la commission nationale paritaire du personnel communal" sont remplacés par les mots : "le président du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale".

II - Les agents des syndicats de communes pour le personnel communal, prévus à l'article L. 411-26 du code des communes dans sa rédaction antérieure à la présente loi, sont transférés au centre de gestion prévu à l'article 14 ci-dessus.

Les agents des syndicats de communes pour le personnel communal prévus aux articles L. 443-2 et L. 443-3 du code des communes dans sa rédaction antérieure à la présente loi, sont transférés respectivement aux centres interdépartementaux de gestion prévus aux articles 17 et 18.

III - Les biens, droits et obligations des syndicats de communes pour le personnel, prévus à l'article L. 411-26 du code des communes dans sa rédaction antérieure à la présente loi, sont transférés au centre de gestion prévu à l'article 14.

Les biens, droits et obligations des syndicats de communes pour le personnel communal, prévus aux articles L. 443-2 et L. 443-3 du Code des Communes dans sa rédaction antérieure à la présente loi, sont transférés respectivement aux centres interdépartementaux de gestion prévus aux articles 17 et 18.

- Article 121, 2^{ème} alinéa, paragraphes II et III modifiés par l'article 31-II de la loi n° 85-1221 du 22 novembre 1985
- Article 121 modifié par l'article 43-XVI de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987

Art. 122 - Les fonctionnaires de l'Etat exerçant leurs fonctions dans un service transféré aux collectivités locales et les fonctionnaires des collectivités territoriales exerçant leurs fonctions dans un service relevant de l'Etat peuvent opter, selon le cas, pour le statut de fonctionnaire territorial ou pour le statut de fonctionnaire de l'Etat.

Art. 123 - I - Le droit d'option prévu à l'article 122 est exercé dans un délai de neuf ans à compter du 1^{er} janvier 1984 pour les agents visés à l'article 125, à l'exception de ceux qui ont été mis à disposition dans le cadre du partage des services déconcentrés du ministère de l'intérieur et pour lesquels ce droit expire

le 31 décembre 1990.

Le délai d'exercice du droit d'option susvisé est prorogé de six mois à compter du 1er janvier 1993 pour les personnels techniques de catégorie B et C des services santé/environnement et les travailleurs sociaux visés à l'article 125 qui ont été mis à disposition dans le cadre du partage des services déconcentrés des ministères chargés des affaires sociales et de la santé.

II - Si les fonctionnaires ont opté pour le statut autre que celui dont ils relèvent, il est fait droit à leur demande dans un délai maximal de deux ans à compter de la date de réception de celle-ci.

III - Si les fonctionnaires ont opté pour le maintien de leur statut antérieur, ils peuvent :

1° Soit demander à être placés en position de détachement de longue durée dans un emploi de l'Etat, de la collectivité ou de l'établissement auprès duquel ils exercent leurs fonctions. Dans ce cas, ils ont priorité pour y être détachés.

S'il est mis fin au détachement à la demande de l'autorité auprès de laquelle le fonctionnaire a été détaché et pour une cause autre que l'insuffisance professionnelle ou un motif disciplinaire, l'intéressé est réintégré dans sa collectivité d'origine et dans la limite des emplois vacants. En l'absence d'emplois vacants dans sa collectivité d'origine, il continue d'être rémunéré par la collectivité ayant mis fin au détachement au plus tard jusqu'à la date à laquelle le détachement devait prendre fin ;

2° Soit demander à être affectés dans un emploi de la collectivité dont ils relèvent statutairement. Il est fait droit à leur demande dans un délai maximal de deux ans à compter de la date de réception de celle-ci et dans la limite des emplois vacants. Satisfaction peut être donnée à leur demande dans un délai inférieur à deux ans, par accord préalable entre l'Etat et le département ou la région.

Lorsque aucun emploi n'est vacant, les fonctionnaires demeurent mis à disposition de l'Etat, de la collectivité ou de l'établissement auprès duquel ils exercent leurs fonctions.

Les intéressés disposent d'un délai de six mois pour confirmer ou modifier leur option initiale. Passé ce délai, ils sont réputés confirmer cette option.

Si les fonctionnaires modifient leur option initiale, il est fait droit à leur demande dans l'année qui suit cette nouvelle option.

Dans le cas contraire, la collectivité est tenue de les réintégrer sur la première vacance.

Toute nomination ou réintégration effectuée en méconnaissance de ces dispositions est nulle.

Les options des fonctionnaires sont examinées dans l'ordre dans lequel elles ont été formulées. Les décisions de réintégration sont prises dans le même ordre.

IV.- Les fonctionnaires qui, à l'issue du jour suivant la date d'expiration du délai fixé par le I, n'ont pas fait usage du droit d'option sont réputés avoir opté pour le maintien de leur statut antérieur.

Ils disposent d'un délai de trois mois, à compter de la date de publication de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994 modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale, pour demander :

1° soit à être placés en position de détachement de longue durée dans un emploi de l'Etat, de la collectivité ou de l'établissement auprès duquel ils exercent leurs fonctions. Dans ce cas, ils ont priorité pour y être détachés ;

2° soit à être affectés dans un emploi de la collectivité dont ils relèvent statutairement.

Il est fait droit à leur demande dans un délai maximal de deux ans à compter de la date de réception de celle-ci dans la limite des emplois vacants.

Passé le délai de trois mois, les fonctionnaires sont réputés avoir choisi le maintien de leur statut antérieur avec détachement, selon les dispositions fixées par le 1° ci-dessus.

- Article 123 remplacé par l'article 42 de la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987
- Article 123 modifié par l'article 2 de la loi n° 89-19 du 19 janvier 1989
- Article 123, 1^{er} alinéa modifié par l'article 15 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990
- Article 123, paragraphe I modifié par l'article 38 de la loi n° 91-1406 du 31 décembre 1991
- Article 123, paragraphe I modifié par l'article 3 de la loi n° 92-125 du 6 février 1992
- Article 123, paragraphe I complété par l'article 82 de la loi n° 93-121 du 27 janvier 1993
- Article 123, paragraphe IV ajouté par l'article 46 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994

Art. 123-1. - I. - En l'absence de dispositions particulières, les agents visés à l'article 125 n'ayant pas la qualité de fonctionnaire peuvent, sur leur demande, garder ou se voir reconnaître la qualité d'agent contractuel des collectivités territoriales ou de l'Etat.

II. - Ils disposent d'un délai de trois mois à compter de la date de publication de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994 précitée pour effectuer un choix.

Il est fait droit à leur demande dans un délai maximal de deux ans à compter de la date de réception de celle-ci et dans la limite des emplois vacants.

Passé le délai de trois mois, les agents non-titulaires sont réputés avoir choisi la qualité de non-titulaire de la fonction publique dont relève la collectivité dans laquelle ils exercent leurs fonctions. Il y est fait droit dans un délai maximal de deux ans à compter de l'expiration du délai de trois mois.

Les services accomplis par les agents contractuels dans la collectivité d'origine sont assimilés à des services accomplis dans la collectivité d'accueil.

Les transferts de charges résultant de l'application des dispositions ci-dessus sont définitivement compensés selon les modalités fixées par le titre premier de la loi n° 85-1098 du 11 octobre 1985 relative à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité.

- Article 123-1 ajouté par l'article 47 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994
- Article 123-1 modifié par l'article 46 (1°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016

Art. 124 - Les agents contractuels des collectivités territoriales affectés dans un service relevant de l'Etat à la date du 1er janvier 1983 seront, à leur demande, dans un délai de quatre ans à compter de la publication de la présente loi, titularisés dans un service relevant de la fonction publique territoriale, dans les conditions fixées par les articles 126 à 138 ci-après.

- Article 124 modifié par l'article 46 (1°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016

| Dispositions en vigueur jusqu'au 31 décembre 2020 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-VII | Dispositions en vigueur à compter du 1 ^{er} janvier 2021 Applicable aux entretiens professionnels Conduits au titre de l'année 2020 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-VII |
|---|---|
| <p>Art. 125 - A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi et par dérogation aux dispositions de l'article 61, tous les agents qui n'ont pas le statut des agents de la collectivité dont relève le service auquel ils appartiennent sont de plein droit mis à disposition de cette collectivité à titre individuel, quelles que soient les modalités de prise en charge de leur rémunération.</p> <p>Un décret en Conseil d'Etat détermine dans quelles conditions l'autorité auprès de laquelle ces agents sont mis à disposition prend les mesures relatives notamment à l'emploi de ces agents et aux propositions en matière de notation, d'avancement et de mesures disciplinaires.</p> | <p>Art. 125 - A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi et par dérogation aux dispositions de l'article 61, tous les agents qui n'ont pas le statut des agents de la collectivité dont relève le service auquel ils appartiennent sont de plein droit mis à disposition de cette collectivité à titre individuel, quelles que soient les modalités de prise en charge de leur rémunération.</p> <p>Un décret en Conseil d'Etat détermine dans quelles conditions l'autorité auprès de laquelle ces agents sont mis à disposition prend les mesures relatives notamment à l'emploi de ces agents et aux propositions en matière d'appréciation de la valeur professionnelle, d'avancement et de mesures disciplinaires.</p> <p style="text-align: right;">-- Article 125, 2^{ème} alinéa modifié par l'article 27-III (3°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019</p> |

Art. 126 - I. - Les agents contractuels qui occupent un emploi présentant les caractéristiques définies à l'article 3 du titre 1er du statut général ont vocation à être titularisés, sur leur demande, dans des emplois de même nature qui sont vacants ou qui seront créés par les organes délibérants des collectivités ou établissements concernés sous réserve :

- 1° D'être en fonctions à la date de la publication de la présente loi ou de bénéficier à cette date d'un congé en application des dispositions relatives à la protection sociale des agents contractuels des collectivités territoriales ;
- 2° D'avoir accompli, à la date du dépôt de leur candidature, des services effectifs d'une durée équivalente à deux ans au moins de services à temps complet dans un des emplois susindiqués ;
- 3° De remplir les conditions énumérées à l'article 5 du titre 1er du statut général.

II. - Les agents contractuels, affectés dans un service de l'Etat avant le 27 janvier 1984, ayant la qualité d'agent public sans interruption depuis leur recrutement dans ledit service et qui occupent, à la date de la publication de la présente loi, un emploi permanent dans les collectivités territoriales, ou bénéficient à cette date d'un congé en application des dispositions relatives à la protection sociale des agents contractuels des collectivités territoriales, ont vocation à être titularisés, sur leur demande, dans des emplois de même nature qui sont vacants ou qui seront créés par les organes délibérants, correspondant à des fonctions d'un niveau équivalent à celui des fonctions exercées par les membres du corps d'accueil, sous réserve :

- 1° De justifier, au plus tard à la date de la proposition de nomination dans le cadre d'emplois, d'une durée de services publics effectifs dans la collectivité territoriale au moins égale à cinq ans d'équivalent temps plein au cours des huit dernières années, sur des fonctions qui correspondent à celles définies par les statuts dudit cadre ;
- 2° D'avoir accompli dans un service de l'Etat une durée de services publics effectifs au moins égale à deux ans d'équivalent temps plein, sur un emploi permanent ;

3° De justifier des titres ou diplômes requis des candidats au concours externe d'accès au cadre d'emplois concerné ;

4° De remplir les conditions prévues à l'article 5 du titre Ier du statut général des fonctionnaires.

- Article 126 complété par l'article 92-I de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002

- Article 126 modifié par l'article 46 (1°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016

- Article 92-II de la loi n° 2002-73. - "Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux agents mentionnés aux articles 47, 53 et 110 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée.

Les agents concernés par les dispositions du présent article disposent d'un délai de six mois à compter de la publication de la présente loi pour faire acte de candidature auprès de leur collectivité."

Art. 127 - Les agents contractuels qui occupent, à temps partiel, un emploi présentant les caractéristiques définies à l'article 3 du titre Ier du statut général ont vocation à être titularisés s'ils remplissent les conditions prévues à l'article 126, sous réserve que les deux années de service exigées aient été accomplies au cours des quatre années civiles précédant la date du dépôt de leur candidature.

Les agents qui exercent, à titre principal, une autre activité professionnelle ne peuvent se prévaloir des dispositions du présent article. Toutefois, cette règle ne s'applique pas aux agents saisonniers.

Les intéressés peuvent, sur leur demande, au moment de leur titularisation, bénéficier des dispositions de l'article 60 relatif à l'exercice de fonctions à temps partiel.

- Article 127, 2^{ème} alinéa complété par l'article 64 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985

- Article 127, 1^{er} alinéa modifié par l'article 46 (1°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016

Art. 128 - Par dérogation à l'article 36, des décrets en Conseil d'Etat peuvent organiser pour les agents contractuels mentionnés aux articles 126, 127 et 137 l'accès aux différents corps ou emplois de fonctionnaires territoriaux suivant l'une des modalités ci-après ou suivant l'une et l'autre de ces modalités :

1° Par voie d'examen professionnel ;

2° Par voie d'inscription sur une liste d'aptitude établie en fonction de la valeur professionnelle des candidats.

Dans le cas de nomination dans un corps ou emploi créé pour l'application des dispositions de l'article 126, cet accès peut également avoir lieu éventuellement par intégration directe.

Cette modalité est seule retenue pour l'accès aux corps ou emplois de catégories C et D des agents contractuels comptant une ancienneté de service au moins égale à sept ans pour la catégorie C et à cinq ans pour la catégorie D dans des fonctions d'un niveau équivalent à celui des fonctions exercées par les membres du corps ou emploi d'accueil.

Les listes d'aptitude prévues au 2° sont établies après avis de la commission administrative paritaire du corps ou de l'emploi d'accueil. Pour les corps ou emplois créés pour l'application des présentes dispositions, une commission spéciale exerce les compétences de la commission administrative paritaire. Cette commission est composée, pour moitié, de représentants de la collectivité ou de l'établissement concerné et, pour moitié, de fonctionnaires élus par les représentants du personnel aux commissions administratives paritaires des corps ou emplois de la collectivité ou établissement intéressé d'un niveau hiérarchique égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui du nouveau corps ou emploi.

La commission administrative paritaire et la commission spéciale sont, pour l'établissement des listes d'aptitude concernant l'accès aux corps ou emplois de catégories A et B, complétées par deux représentants de l'administration et par deux représentants élus des agents contractuels ayant vocation à être intégrés dans ces corps ou emplois. Un décret en Conseil d'Etat fixe le mode d'élection des intéressés.

- Article 128 modifié par l'article 46 (1°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016

Art. 129 - Les décrets en Conseil d'Etat prévus à l'article 128 fixent :

1° Les corps ou emplois auxquels les contractuels mentionnés aux articles 126 et 127 peuvent accéder. Ces corps ou emplois sont déterminés en tenant compte, d'une part, des fonctions réellement exercées par ces agents, du niveau et de la nature des emplois qu'ils occupent et, d'autre part, des titres exigés pour l'accès aux corps ou emplois concernés ;

2° Pour chaque corps ou emploi, les modalités d'accès, le délai dont les agents contractuels disposent pour présenter leur candidature, les conditions de classement des intéressés dans le corps ou dans l'emploi d'accueil et le délai dont ces derniers disposent après avoir reçu notification de leur classement pour accepter leur intégration ; ce délai ne peut être inférieur à six mois.

Art. 130 - La commission administrative paritaire compétente est saisie des propositions d'affectation et des demandes de mutation des agents titularisés en vertu des dispositions qui précèdent.

Art. 131 - Lorsque la nomination est prononcée dans un corps ou un emploi qui n'est pas régi par des dispositions statutaires qui autorisent le report de tout ou partie de services antérieurs accomplis en qualité d'agent non titulaire, des décrets en Conseil d'Etat déterminent les modalités de ce report, qui ne peut être ni inférieur à la moitié, ni supérieur aux trois quarts de la durée des services rendus en qualité d'agent non titulaire dans un emploi de niveau équivalent à celui auquel a accédé l'intéressé dans le corps ou dans l'emploi d'accueil.

Ce report ne peut toutefois avoir pour effet de permettre le classement de l'intéressé dans le corps ou dans l'emploi d'accueil à un échelon supérieur à celui qui confère un traitement égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à la rémunération perçue dans son ancien emploi.

Art. 132 - Les personnels ressortissants des régimes spéciaux de retraite des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle disposent, à compter de la publication de la présente loi, d'un délai de six mois pour solliciter leur affiliation à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales.

Art. 133 - Les décrets prévus à l'article 131 fixent les conditions dans lesquelles les membres des corps ou emplois d'accueil qui, avant leur admission, avaient la qualité de fonctionnaire ou d'agent non titulaire des collectivités territoriales, peuvent, en demandant le report de leur nomination à la date d'effet de ces décrets, obtenir la révision de leur situation pour tenir compte, sur la base des nouvelles règles, de leurs services antérieurs.

Art. 134 - Lorsque les statuts prévoient une condition de services effectifs pour l'accès à certains grades, les services dont le report a été autorisé en vertu de l'article 131 sont considérés comme des services effectifs accomplis dans le corps ou l'emploi d'accueil. Toutefois, les décrets prévus à l'article 128 peuvent apporter à ce principe les dérogations justifiées par les conditions d'exercice des fonctions dans ce dernier corps ou emploi.

Art. 135 - Les agents bénéficiaires des dispositions qui précèdent reçoivent une rémunération au moins égale à leur rémunération globale antérieure lorsqu'ils sont intégrés dans un corps ou emploi de catégorie C ou D, à 95 p. 100 au moins de cette rémunération lorsqu'ils sont intégrés dans un corps ou un emploi de catégorie B et à 90 p. 100 au moins de cette rémunération lorsqu'ils sont intégrés dans un corps ou emploi de catégorie A.

Le cas échéant, les intéressés perçoivent une indemnité compensatrice.

En aucun cas, le montant cumulé de l'indemnité compensatrice et de la rémunération ne peut être supérieur à la rémunération afférente au dernier échelon du grade le plus élevé du corps ou emploi auquel l'intéressé accède.

L'indemnité compensatrice est résorbée au fur et à mesure des augmentations de rémunération consécutives aux avancements dont l'intéressé bénéficie dans le corps ou emploi d'intégration.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les éléments de rémunération à prendre en considération pour la détermination de l'indemnité compensatrice.

Art. 136 - Les agents contractuels qui peuvent se prévaloir des dispositions des articles 126 à 135 ne peuvent être licenciés que pour insuffisance professionnelle ou pour motif disciplinaire jusqu'à l'expiration des délais d'option qui leur sont ouverts par les décrets prévus à l'article 128.

Les agents contractuels qui ne demandent pas leur intégration ou dont la titularisation n'a pas été prononcée, les agents-contractuels employés en application des articles 3, 3-1, 3-2, 3-3, 25 et 47 de la présente loi ainsi que ceux recrutés dans les conditions prévues par les articles 110 et 110-1 sont régis notamment par les mêmes dispositions que celles auxquelles sont soumis les fonctionnaires en application des articles 6, 7, 8, 10, 11, 17, 18, 20, premier à troisième alinéas, 21, avant-dernier et dernier alinéas, 23, 25, 26, 27, 28, 29 du titre 1er du statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales : des articles 7-1, 9, 10, des premier, troisième et quatrième alinéas de l'article 25, des articles 33, 34, 35 des troisième et quatrième alinéas de l'article 37, de l'article 40, du premier alinéa du 1° et des 7°, 8°, 10° et 11° de l'article 57, des articles 59, 75, 75 bis et 100 du titre III du statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales ; de l'article L. 412-45 du code des communes, jusqu'à la date d'entrée en vigueur d'une loi réorganisant la formation professionnelle des fonctionnaires territoriaux, et des articles * L. 422-4 à L. 422-8 du code des communes modifiés et étendus aux autres collectivités territoriales par le paragraphe III de l'article 119 de la présente loi.

Les agents contractuels qui ne demandent pas leur intégration ou dont la titularisation n'a pas été prononcée continuent à être employés dans les conditions prévues par la législation et la réglementation

applicables ou suivant les stipulations du contrat qu'ils ont souscrit en tant qu'elles ne dérogent pas à ces dispositions légales ou réglementaires.

| 4 ^{ème} alinéa - dispositions applicables aux contrats conclus jusqu'au 31 décembre 2020 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 23-IV | 4 ^{ème} alinéa - dispositions applicables aux contrats conclus à compter du 1 ^{er} janvier 2021 Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 23-IV |
|---|--|
| <p>Un décret en Conseil d'Etat détermine les dispositions générales applicables aux agents contractuels. Il comprend notamment, compte tenu de la spécificité des conditions d'emploi des agents contractuels, des règles de protection sociale semblables à celles dont bénéficient les fonctionnaires territoriaux, sauf en ce qui concerne les dispositions liées au régime spécial de sécurité sociale applicable à ces derniers, en particulier en matière d'assurance maladie et d'assurance vieillesse. Il détermine également les conditions dans lesquelles les agents contractuels sont susceptibles de voir leur rémunération évoluer au sein de la collectivité territoriale et de l'établissement public mentionné à l'article 2 qui les emploie et, pour les bénéficiaires d'un contrat à durée indéterminée, peuvent, pour des fonctions de même nature que celles exercées dans la collectivité territoriale ou l'établissement public et en application de la sous-section 2 de la section 1 du chapitre V, être mis à disposition :</p> | <p>Un décret en Conseil d'Etat détermine les dispositions générales applicables aux agents contractuels. Il comprend notamment, compte tenu de la spécificité des conditions d'emploi des agents contractuels, des règles de protection sociale semblables à celles dont bénéficient les fonctionnaires territoriaux, sauf en ce qui concerne les dispositions liées au régime spécial de sécurité sociale applicable à ces derniers, en particulier en matière d'assurance maladie et d'assurance vieillesse. Il prévoit, pour les contrats conclus en application du 1° du I de l'article 3 et des articles 3-1, 3-2 et 3-3, les conditions d'application relatives à une indemnité de fin de contrat lorsque ces contrats, le cas échéant renouvelés, sont d'une durée inférieure ou égale à un an et lorsque la rémunération brute globale prévue dans ces contrats est inférieure à un plafond qu'il fixe. Ces dispositions ne sont pas applicables lorsque, au terme du contrat ou de cette durée, les agents sont nommés stagiaires ou élèves à l'issue de la réussite à un concours ou bénéficient du renouvellement de leur contrat ou de la conclusion d'un nouveau contrat, à durée déterminée ou indéterminée, au sein de la fonction publique territoriale. Il détermine également les conditions dans lesquelles les agents contractuels sont susceptibles de voir leur rémunération évoluer au sein de la collectivité territoriale et de l'établissement public mentionné à l'article 2 qui les emploie et, pour les bénéficiaires d'un contrat à durée indéterminée, peuvent, pour des fonctions de même nature que celles exercées dans la collectivité territoriale ou l'établissement public et en application de la sous-section 2 de la section 1 du chapitre V, être mis à disposition :</p> |

1° Pour les agents employés par une collectivité territoriale, auprès d'un établissement public qui lui est rattaché, d'un établissement public de coopération intercommunale dont elle est membre ou d'un établissement public rattaché à l'établissement public de coopération intercommunale dont elle est membre ;

2° Pour les agents employés par un établissement public, auprès de la commune à laquelle il est rattaché ;

3° Pour les agents employés par un établissement public de coopération intercommunale, auprès de l'une des communes qui en est membre ou de l'un des établissements publics qui lui est rattaché.

4° Pour les agents de la métropole de Lyon, auprès d'une commune mentionnée à l'article L. 2581-1 du code général des collectivités territoriales ou d'un établissement public qui lui est rattaché ou dont elle est membre.

5° Pour les agents employés par une collectivité territoriale ou un établissement public, auprès des administrations de l'État et de ses établissements publics ou des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière.

Les commissions consultatives paritaires connaissent des décisions individuelles prises à l'égard des agents contractuels et de toute question d'ordre individuel concernant leur situation professionnelle.

| En vigueur jusqu'au prochain renouvellement général des instances dans la fonction publique Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-II-A | En vigueur jusqu'au prochain renouvellement général des instances dans la fonction publique Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 - article 94-II-A |
|---|--|
| <p>Elles sont créées dans chaque collectivité territoriale ou établissement public. Lorsque la collectivité ou l'établissement est affilié à un centre de gestion, la commission consultative paritaire est placée auprès du centre de gestion. Lorsque l'affiliation n'est pas obligatoire, la collectivité ou l'établissement peut décider d'assurer lui-même le fonctionnement de la commission consultative paritaire, à la date de son affiliation ou à la date de la création de la commission consultative paritaire. Des commissions consultatives paritaires communes peuvent être créées dans les conditions énoncées à l'article 28.</p> | <p>Les agents contractuels examinent les questions relatives à la situation individuelle et à la discipline des agents contractuels, sans distinction de catégorie. Une commission consultative paritaire est créée dans chaque collectivité territoriale ou établissement public. Lorsque la collectivité ou l'établissement est affilié à un centre de gestion, la commission consultative paritaire est placée auprès du centre de gestion. Lorsque l'affiliation n'est pas obligatoire, la collectivité ou l'établissement peut décider d'assurer lui-même le fonctionnement de la commission consultative paritaire, à la date de son affiliation ou à la date de la création de la commission consultative paritaire. Des commissions consultatives paritaires communes peuvent être créées dans les conditions énoncées à l'article 28.</p> |

Les commissions consultatives paritaires sont présidées par l'autorité territoriale.

Lorsqu'elles siègent en tant que conseil de discipline, elles sont présidées par un magistrat de l'ordre administratif, en activité ou honoraire, désigné par le président du tribunal administratif dans le ressort duquel est situé le siège du conseil de discipline.

La parité numérique entre représentants des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics et représentants du personnel doit être assurée au sein de la commission consultative paritaire siégeant en conseil de discipline. En cas d'absence d'un ou plusieurs membres dans la représentation des élus ou dans celle du personnel, le nombre des membres de la représentation la plus nombreuse appelés à participer à la délibération et au vote est réduit en début de réunion afin que le nombre des représentants des élus et celui des représentants des personnels soient égaux.

***Supprimé** Il est créé un conseil de discipline départemental ou interdépartemental de recours, présidé par un magistrat de l'ordre administratif, en activité ou honoraire, désigné par le président du tribunal administratif dans le ressort duquel est situé le siège du conseil de discipline.

Les dispositions relatives à la composition, aux modalités d'élection et de désignation des membres, à l'organisation, aux compétences et aux règles de fonctionnement des commissions consultatives paritaires sont définies par décret en Conseil d'Etat.

- Article 136 modifié par l'article 43-XX de la loi n°87-529 du 13 juillet 1987
- Article 136, 2^{ème} alinéa modifié par l'article 48 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994
- Article 136, 2^{ème} alinéa modifié par l'article 12-II (2°) de la loi n° 99-477 du 9 juin 1999
- Article 136, 2^{ème} alinéa modifié par l'article 20-X de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000
- Article 136, 2^{ème} alinéa modifié par l'article 10-II de la loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001
- Article 136 modifié par les articles 27 et 49 (7°) de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007
- Article 136, alinéa ajouté par l'article 46 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012
- Article 136, 4° ajouté par l'article 18 (2°) de l'ordonnance n° 2014-1543 du 19 décembre 2014
- Article 136 modifié par l'article 46 de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016
- Article 136, dernier alinéa remplacé par 6 alinéas par l'article 52 de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016
- **Article 136, alinéa inséré après le 10^{ème} alinéa et 11^{ème} alinéa (ancien) modifié par l'article 12 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**
- **Article 136, 4^{ème} alinéa complété par l'article 24-II de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**
- **Article 136, 2^{ème} alinéa modifié par l'article 28-II de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**
- **Article 136, alinéa inséré après le 13^{ème} alinéa (ancien) par l'article 31-III (3°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**
- **Article 136, avant-dernier alinéa supprimé par l'article 32-II (4°) de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**
- ***L'avant-dernier alinéa reste applicable aux recours formés contre les sanctions disciplinaires prononcées jusqu'à la date de publication de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**
- **Article 136, 2^{ème} alinéa complété par l'article 45-III de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**
- **Article 136, 2^{ème} alinéa complété par l'article 47-III de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019**

Art. 137 - Les règles fixées par les articles 126 à 136 sont applicables aux agents contractuels exerçant leurs fonctions dans des emplois permanents à temps non complet.

- Article 137 modifié par l'article 46 (1°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016

Art. 138 - Le décret en vertu duquel les agents relevant des articles 126 à 137 peuvent demander l'étalement du versement des cotisations de rachat pour la validation de leurs services accomplis en qualité de non titulaire est pris en Conseil d'Etat.

Art. 139 - Les agents des directions départementales de l'équipement en fonctions à la date de publication de la présente loi, rémunérés sur crédits autres que de personnel, seront considérés soit comme agents titulaires de la fonction publique de l'Etat, soit comme agents contractuels de la fonction publique territoriale.

La répartition sera effectuée, dans un délai de deux ans à compter de la date de publication de la présente loi, au niveau régional ou départemental, par accord entre les représentants de l'Etat et les présidents de conseil départemental et régional, après avis d'un groupe de travail paritaire associant d'une part, pour moitié, des représentants des élus et, pour moitié, des représentants de l'administration de l'Etat et, d'autre part, des représentants des agents.

Si cet accord n'est pas réalisé, le rattachement à la fonction publique de l'Etat est de droit avant l'expiration du même délai de deux ans sous réserve du droit d'option organisé après titularisation en vertu de la présente loi.

- Article 139, 2ème alinéa modifié par l'article 64 de la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994
- Article 139, 2ème alinéa modifié par l'article 1er (1°) de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013
- Article 139 modifié par l'article 46 (1°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016

Art. 139 bis - Les agents mis à disposition du président du conseil régional dans le cadre des conventions conclues en application de l'article 73 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et rémunérés sur des crédits autres que ceux de personnels seront considérés comme des agents contractuels de la fonction publique territoriale pour l'application des dispositions de la présente loi.

- Article 139 bis créé par l'article 37 de la loi n° 85-1221 du 22 novembre 1985
- Article 139 bis modifié par l'article 46 (1°) de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016

Art. 139 ter. - Les titulaires d'un emploi spécifique de catégorie A qui n'ont pas été intégrés dans les filières de la fonction publique territoriale et qui possèdent un diplôme de niveau licence ainsi que quinze années de carrière dans un emploi spécifique sont automatiquement, à leur demande, intégrés dans l'une des filières de la fonction publique territoriale. Les modalités pratiques de cette intégration sont fixées par décret.

- Article 139 ter ajouté par l'article 54 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007

Art. 140 - Un décret en Conseil d'Etat détermine, en tant que de besoin, les conditions d'application de la présente loi.